



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DE SAINTES**

**PROCÈS-VERBAL
DE LA RÉUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 5 AVRIL 2022**

Le 5 avril 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de SAINTES, régulièrement convoqué à 18h00, s'est réuni Salle des Fêtes de Vénérand, sous la présidence de Monsieur Bruno DRAPRON, Président.

Étaient présents :

Monsieur Bruno DRAPRON (sauf pour les délibérations n° 2022-27 à 2022-33)
Monsieur Eric PANNAUD,
Monsieur Francis GRELLIER,
Madame Marie-Line CHEMINADE,
Monsieur Frédéric ROUAN,
Monsieur Alexandre GRENOT (à partir de la délibération n° 2022-35),
Monsieur Fabrice BARUSSEAU
Madame Véronique CAMBON,
Monsieur Pierre-Henri JALLAIS,
Monsieur Jérôme GARDELLE,
Monsieur Jean-Luc MARCHAIS (sauf pour la délibération n° 2022-45),
Monsieur Philippe CALLAUD,
Monsieur Pascal GILLARD,
Monsieur Philippe DELHOUME,
Madame Véronique ABELIN-DRAPRON,
Madame Caroline AUDOUIN,

Monsieur Gérard PERRIN,
Monsieur Eric BIGOT,
Monsieur Bernard CHAIGNEAU,
Monsieur Joseph de MINIAC,
Monsieur Stéphane TAILLASSON,
Madame Agnès POTTIER,
Monsieur Pierre TUAL (sauf pour les délibérations n° 2022-70 et 2022-71),
Monsieur Raymond MOHSEN,
Monsieur David MUSSEAU,
Monsieur Bernard COMBEAU,
Madame Mireille ANDRE,
Monsieur Jean-Marc AUDOUIN,

Monsieur Michel ROUX (sauf pour la délibération n° 2022-42),
Madame Françoise LIBOUREL,

Monsieur Jean-Luc FOURRE,
Madame Annie GRELET (jusqu'à la délibération n° 2022-62),
Madame Anne-Sophie SERRA-DAVISSEAU (sauf délibération n° 2022-54),
Madame Sylvie BARDEY,
Monsieur Cyrille BLATTES (à partir de la délibération n° 2022-27 jusqu'à la délibération n° 2022-44),
Madame Claudine PEYRAMAURE,
Madame Amanda LESPINASSE,
Madame Corinne PEQUIGNOT,
Monsieur Ammar BERDAI (sauf pour la délibération n° 2022-55),
Madame Charlotte TOUSSAINT (à partir de la délibération n° 2022-36 et sauf pour la délibération 2022-69),
Monsieur Thierry BARON,
Madame Dominique DEREN,
Monsieur Laurent DAVIET
Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE,
Monsieur Pierre DIETZ (à partir de la délibération n° 2022-27),
Monsieur Jean-Philippe MACHON,
Monsieur Jean-Pierre ROUDIER,
Monsieur Rémy CATROU (jusqu'à la délibération n° 2022-46),
Madame Eliane TRAIN.

M. Alexandre GRENOT donne pouvoir à M. Bruno DRAPRON (pour les délibérations n° 2022-26 et n° 2022-34),
Mme Evelyne PARISI donne pouvoir à Mme Véronique CAMBON,
M. Jean-Michel ROUGER donne pouvoir à M. Jérôme GARDELLE,
Mme Claudine BRUNETEAU donne pouvoir à M. Francis GRELLIER,
Mme Véronique TORCHUT donne pouvoir à Mme Caroline AUDOUIN,
M. Philippe CREACHCADEC donne pouvoir à Mme Marie-Line CHEMINADE,
Mme Charlotte TOUSSAINT donne pouvoir à M. Philippe CALLAUD (pour les délibération n° 2022-26 à 2022-35 et la délibération n° 2022-69),
M. Joël TERRIEN donne pouvoir à M. Thierry BARON,
M. Pierre MAUDOUX donne pouvoir à Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE,
Mme Céline VIOLLET donne pouvoir à M. Jean-Pierre ROUDIER.

Mesdames Sylvie CHURLAUD (jusqu'à la délibération n°2022-26 et à partir de la délibération n°2022-45), Annie GRELET (à partir de la délibération n°2022-63), Anne-Sophie SERRA-DAVISSEAU (pour la délibération n°2022-54), Florence BETIZEAU, ainsi que Messieurs Bruno DRAPRON (pour les délibérations n°2022-27 à 2022-33), Jean-Luc MARCHAIS (pour la délibération n°2022-45), Alexandre GRENOT (pour les délibérations n°2022-27 à 2022-33), Jean-Claude DURRAT-SPRINGER, Gaby TOUZINAUD, Jacky RAGONNEAUD, Pierre Tual (pour les délibérations n°2022-70 et 2022-71), Michel ROUX (pour la délibération n°2022-42), Ammar BERDAÏ (pour la délibération n°2022-55), François EHLINGER, Charles DELCROIX, Pierre DIETZ (pour la délibération n°2022-26), Rémy CATROU (à partir de la délibération n°2022-47) et M. Patrick PAYET sont excusés.

Monsieur Raymond MOHSEN est désigné secrétaire de séance.

Monsieur le Président laisse la parole à Madame le Maire, Françoise LIBOUREL. Madame Françoise LIBOUREL souhaite la bienvenue aux membres au sein de la commune de Vénérand. Elle espère que leur prochaine visite à Vénérand correspondra à l'inauguration de la Maison de l'Aqueduc. Il s'agit d'un très beau projet de la CDA, dont la commune se réjouit. Elle aimerait que chacun ait toujours accès gratuitement au bassin, et souhaite une bonne réunion aux membres.

Monsieur le Président remercie Madame LIBOUREL pour son accueil, et assure que les élus sont impatients d'inaugurer cette maison ainsi que le site de manière générale.

En préambule, il souhaite effectuer un point concernant l'accueil des familles ukrainiennes. Un grand nombre de dons ont été reçus, les habitants de l'Agglomération sont nombreux à s'être mobilisés. Certains élus sont venus bénévolement aider les personnes chargées de la gestion de ces dons. Ce bel élan de solidarité se poursuit. Une partie importante de ces dons a été acheminée à la frontière de la Pologne. Des denrées alimentaires et des produits d'hygiène continuent à être récoltés et sont acheminés vers la mairie de Saintes. A ce jour, une cinquantaine d'Ukrainiens, majoritairement des femmes et des enfants, ont été accueillis sur le territoire. Grâce à M. Philippe DELHOUME et notre délégataire Kéolis, il a été possible de les emmener en bus à la Préfecture afin qu'ils effectuent les démarches administratives. Des élus ont également fait le voyage, et l'accueil réservé par la ville de la Rochelle a été remarquable. Depuis une quinzaine de jours, un guichet unique a été mis en place, avec un traducteur qui aide à effectuer les démarches en lien avec l'école, les aides alimentaires ou les cartes de transport. Plusieurs habitants hébergent des familles, ce qui montre à nouveau un bel élan de solidarité sur le territoire de l'Agglomération.

Dans le cadre de la guerre en Ukraine, Monsieur le Président a souhaité convier les entrepreneurs du territoire, afin qu'ils puissent partager leurs problématiques. Un déjeuner a ainsi eu lieu une dizaine de jours auparavant. Une demande du Préfet est en effet de pouvoir remonter rapidement les problématiques rencontrées sur le territoire par les entreprises. Un certain nombre de mauvaises nouvelles ont été apprises récemment, comme la hausse importante des matières premières. Les restaurateurs craignent par ailleurs un retour massif au télétravail, qui éloignerait les personnes travaillant en centre-ville. Certaines entreprises craignent également de perdre des collaborateurs, certains ont déjà perdu des salariés au motif qu'ils habitaient trop loin. Au vu du prix du carburant et des perspectives d'avenir, les salariés ont préféré démissionner plutôt que de continuer leur travail. Il s'agit d'un phénomène nouveau. Ces éléments ont été transmis au Préfet. Les élus qui percevraient des fragilités chez certaines entreprises de leurs communes ne doivent pas hésiter à les remonter à la sous-préfecture.

Les délibérations vont être nombreuses au cours de la soirée. Cependant, l'organisation d'un Conseil Communautaire tous les mois et demi représente énormément de travail pour les agents de l'Agglomération. Un travail devra certainement être mené afin de rendre certaines compétences délibératives au bureau communautaire, comme auparavant. Ce point pourra être évoqué lors d'une conférence des maires, la décision sera prise de manière conjointe.

Le sujet le plus important de la soirée concerne les finances et le vote du budget. Philippe CALLAUD présentera au préalable les comptes administratifs. Plusieurs budgets annexes seront également présentés. Une délibération portera sur le lancement de la nouvelle piscine intercommunale.

La soirée sera clôturée par une proposition d'aide exceptionnelle au profit du CCAS de la ville de Saintes pour contribuer aux aides accordées aux familles ukrainiennes. En effet, il est compliqué pour le CCAS de refuser celles et ceux hébergés sur le territoire de l'Agglomération, toutefois le budget prévu sur cette enveloppe est épuisé. La possibilité que l'Agglomération abonde à hauteur de 5 000 euros a été évoquée en conférence des maires. Il est difficile de déterminer le nombre de personnes accueillies, celui-ci évoluant constamment. Il est d'environ 500 au niveau départemental. L'arrivée de 1 100 personnes est prévue, correspondant aux contingents définis par l'Union Européenne. Elles devront être accompagnées, et seront

majoritairement logées par le privé. En cas de difficultés pour savoir où loger des personnes arrivant dans les communes, il convient de contacter Tremplin 17, qui dispose de la compétence pour loger. En cas d'urgence, le 115 peut être contacté. Il dispose de directives spécifiques relatives à l'Ukraine.

Monsieur le Président donne lecture des pouvoirs et procède à l'appel des membres.

Monsieur Raymond MOHSEN est désigné Secrétaire de séance.

Approbation du Procès-verbal du Conseil Communautaire du 10 février 2022

Monsieur le Président s'enquiert d'éventuelles remarques concernant ce procès-verbal.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE fait savoir qu'elle ne prendra pas part au vote, étant absente et représentée lors de ce Conseil. Elle représente par ailleurs Monsieur MAUDOUX et s'abstient en son nom, n'ayant pas reçu ses instructions pour ce point.

Le Procès-verbal du Conseil Communautaire du 10 février 2022 est approuvé à la majorité des membres.

UNE AGGLOMÉRATION DOTÉE DE SERVICES SUPPORTS

FINANCES

2022-26. Approbation des comptes de gestion 2021 du Budget Principal et des budgets annexes (Régie des déchets, Transports Urbains et Mobilités, Hôtels d'Entreprises, ZAC Centre Atlantique, ZA les Charriers Sud, ZA la Sauzaie)

Monsieur Philippe CALLAUD précise que la commission des finances ne s'est pas réunie préalablement. Le souhait était en effet de lui confier un rôle différent que celui de recherche préalable des délibérations afin de travailler sur des fonds. Un travail a d'ailleurs été mené sur l'appel à projets, et le souhait est de travailler sur un pacte financier et fiscal. L'objectif est que la commission effectue des choix afin de les proposer aux assemblées délibérantes. Certains s'en sont néanmoins émus. Ce point a été entendu, et à l'avenir les délibérations seront soumises d'abord à la commission des finances.

Au vu de la durée prévisible du Conseil, Monsieur Philippe CALLAUD va effectuer une présentation allégée.

Les comptes de gestion représentent la situation patrimoniale. La délibération est purement formelle.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE indique qu'elle s'abstient en son nom et celui de Monsieur Pierre MAUDOUX, pour la raison exposée par Monsieur CALLAUD.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que l'exercice budgétaire et comptable 2021 étant clos, le trésorier a procédé à l'arrêté des comptes des différents budgets. Le document qui reprend les éléments relatifs à l'exécution du budget 2021 ainsi que les données relatives au bilan est dressé par le trésorier et se nomme « le compte de gestion ». Il existe un compte de gestion par budget. Ces documents sont concordants avec les comptes administratifs de l'ordonnateur.

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1 et L.2121-31 relatifs à l'adoption du compte administratif et du compte de gestion,

Considérant les budgets primitifs de l'exercice 2021 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres relatifs aux créances à recouvrer, les mandats relatifs aux dépenses réalisées, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats,

Considérant les comptes de gestion dressés par le receveur qui reprend : la situation patrimoniale de la Communauté d'agglomération de Saintes avec la présentation du bilan, le compte de résultat, les résultats budgétaires, l'état de consommation des crédits, la balance des comptes ainsi que celle des valeurs inactives, l'état de l'actif,

Considérant que le receveur a repris dans ses écritures tous les titres de recettes émis par l'ordonnateur de même que les mandats ordonnancés au titre de l'exercice 2021 y compris les opérations passées sur la journée complémentaire,

Considérant la conformité du compte de gestion avec la comptabilité de l'ordonnateur,

Considérant l'avis n° AVIS_2022_8 formulé par le Conseil d'Exploitation de la Régie des déchets en date du 22 mars 2022,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- **de déclarer** que les comptes de gestion du budget principal et des budgets annexes (Régie des déchets, Transports Urbains et Mobilités, Hôtel d'Entreprises, ZAC Centre Atlantique, ZA les Charriers Sud, ZA la Sauzaie) de la Communauté d'Agglomération de Saintes, dressés pour l'exercice 2021 par le Receveur, visés et certifiés conformes par l'ordonnateur, n'appellent ni observation ni réserve de sa part.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX).
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-27. Approbation du Compte Administratif 2021 du Budget Principal

Monsieur Philippe CALLAUD rappelle que l'ordre de présentation résulte de la loi.

En ce qui concerne le compte administratif, il précise qu'il a été possible de demeurer dans le cadre d'une communauté solidaire, qui faisait face à l'ensemble des engagements antérieurs pris. Une progression a pu être observée au cours des années 2020, 2021 et 2022 dans l'objectif d'investissement, qui constitue le cœur même de l'Agglomération.

Le Compte Administratif s'établit comme à l'accoutumée en section d'investissement et en section de fonctionnement. La présentation demeure également identique en ce qui concerne les dépenses et recettes réelles. Les dépenses de fonctionnement, qui s'élèvent à 31 millions, correspondent aux dépenses de fonctionnement du chapitre 12, notamment les charges de personnel. Le chapitre 65 correspond aux cotisations aux syndicats et aux subventions aux associations, qui s'élèvent à près de deux millions. Les autres charges de fonctionnement sont essentiellement constituées par la subvention d'équilibre au budget annexe des transports.

Les recettes proviennent des produits et services, des impôts et taxes pour 20,7 millions, de la CVAE et des impôts directs locaux. Les recettes de dotations et subventions, pour plus de 8 millions, sont en hausse par rapport à 2020. Les autres recettes de la section de fonctionnement sont constituées d'atténuations de charges, d'autres produits de gestion courante et d'opérations d'ordre.

La crise du Covid a également eu des répercussions en 2021, et d'autres sont à craindre en 2022. Les dépenses sont inférieures d'environ 300 000 euros aux prévisions, principalement en raison de la fermeture des écoles et des piscines. A l'inverse, la crise sanitaire a entraîné une hausse de certaines dépenses comme la fourniture de petits équipements, les vêtements de travail et masques.

La section d'investissement présente un résultat de clôture de 6, 067 millions d'euros. Pour mémoire, le résultat de clôture de 2020 était de - 2,699 millions. Les investissements ont progressé de manière importante. Pour ce qui est des dépenses d'investissement produites en 2021, elles sont présentées selon le triptyque habituel. Certains investissements sont effectués dans le cadre des autorisations de programme, et d'autres sont réalisés en dehors. Les recettes d'investissement sont composées de dotations, de subventions et de restes à réaliser.

Le résultat de clôture de l'exercice 2020 est de 11 125 791 euros pour la section de fonctionnement, et de 3 367 000 euros pour la section d'investissement.

Monsieur le Président précise qu'il est obligé de quitter l'assistance lors du vote. Il propose d'effectuer la présentation des neuf délibérations, puis de sortir ensuite pour laisser les membres procéder au vote. Il propose également d'élire Monsieur Éric PANNAUD comme président de séance pendant ce temps.

Les délibérations des comptes administratifs 2021 ont donc été soumises au vote après les différentes présentations.

Le rapporteur expose que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. A la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Celle-ci s'établit à 31 101 470,11 € en dépenses et 32 552 122,22 € en recettes, ce qui représente un excédent de clôture de 1 450 652,11 € au 31-12-2021.

Pour mémoire, le résultat antérieur reporté 2020 était de + 9 675 139,40 € (002).

Les dépenses réelles sont réalisées à 96,74 %. Ce taux de réalisation comprend les crédits mis en réserve suite à la prise en compte de l'affectation du résultat 2020 (022).

- Les charges à caractère général présentent un taux de réalisation de 82,51 % (011),
- Les dépenses de personnel sont réalisées à 98,74 % (012),
- Les subventions versées aux associations font ressortir un taux de réalisation de 91,85 % (6574),
- Les subventions de fonctionnement aux budgets annexes affichent un taux de réalisation de 37,50 % (67441).

Les recettes réelles sont réalisées, quant à elles, à 100,18 %.

Les agrégats financiers sont les suivants :

	CA 2021
Recettes réelles de fonctionnement	32,49 M€
Dépenses réelles de fonctionnement	29,84 M€
Epargne Brute	+ 2,65 M€
Remboursement du capital de la dette	0,19 M €
Epargne nette	+ 2,46 M €
Encours de dette au 31/12 de l'année	3,358 M€
Taux d'épargne brute : Epargne brute/ Recettes réelles de fonctionnement	12,25 %
Capacité de désendettement (exprimée en nombres d'années) : Encours de dette / Epargne brute	1,27 soit moins de 1 an 1/2

1. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 31 101 470,11 € en 2021.

	Budget 2021	Réalisations 2021
Charges à caractère général (011)	5 913 413 €	4 879 233,96 €
Dépenses de personnel (012)	19 597 325 €	19 349 653,25 €
Atténuation de produits (014)	1 706 838 €	1 704 923,94 €
Autres charges de gestion courante (65)	3 536 620 €	3 335 649,33
Charges financières (66)	57 920 €	57 897,75 €
Charges exceptionnelles (67) Dont subventions aux budgets annexes	8 804 180 € 800 000 €	511 990,84 € 300 000.00 €
Opérations d'ordre	1 565 899 €	1 262 121,04 €
TOTAL	42 150 283 €	31 101 470,11 €

Les dépenses du chapitre 011 - Charges à caractère général- s'élèvent en 2021 à 4 879 233,96 € (budget 2021 : 5 913 413,15 €).

La réalisation budgétaire est la suivante pour les postes principaux :

- L'alimentation (compte 60623) pour 1 070 059,32 €. Ce sont les structures de restauration scolaire et les centres de loisirs qui sont les plus consommatrices de denrées alimentaires.
- Les contrats de prestations de services (compte 611) pour 789 971,77 € dont 198 586,34 € pour l'entretien du réseau des eaux pluviales, 109 721,23 € pour la gestion des aires des gens du voyage et 266 150,72 € pour le suivi de l'animation OPAH-RU et SOLIHA.
- Les fluides sont constitués de l'eau (compte 60611), l'électricité et le bois de chauffage (comptes 60612 et 60621) et le gaz (compte 60613), pour 466 705,69 €.
- La maintenance (compte 6156) pour 294 024,05 € dont 229 208,37 € pour la maintenance informatique et des photocopieurs, 34 259,48 € pour les piscines et 21 284,50 € pour les bâtiments et matériels de la CDA.
- Les fournitures d'entretien (compte 60631) pour 179 546,33 €,
- Les fournitures de petit équipement (compte 60632) pour 148 830,50 €,
- Les fournitures scolaires (compte 6067) pour 134 616,09 €,
- L'entretien des terrains (compte 61521) pour 141 946,83 €,
- Les frais de télécommunications (compte 6262) pour 112 825,18 €.

Les dépenses du chapitre 012 - Charges de personnel- s'élèvent à 19 349 653,25 € (budget 2021 : 19 597 325 €) dont environ 70 % pour la rémunération du personnel titulaire, et 30 % pour celle des agents non titulaires.

D'autres dépenses impactent ce chapitre tels que les chèques déjeuners et la médecine du travail.

Le chapitre 014 - Atténuation de produits- s'élève à 1 704 923,94 € (budget 2021 : 1 706 838 €) et comprend les dépenses suivantes :

- L'attribution de compensation versée aux communes pour 1 310 403,00 €,
- Le reversement au titre du fonds national de garantie individuelle des ressources intercommunales et communales (FNGIR) pour 124 632 €,
- Le département de Charente Maritime a par ailleurs institué une taxe additionnelle de 10 % à la taxe de séjour perçue par l'EPCI sur son territoire. Cette taxe additionnelle départementale est recouvrée par l'EPCI en même temps que la taxe de séjour intercommunale, elle est ensuite reversée au département (178 417,94 €).

Le chapitre 65 - Autres charges de gestion courante- s'élève à 3 335 649,33 € (budget 2021 : 3 536 620 €) et comprend pour l'essentiel :

- Les indemnités versées aux élus et les charges associées pour 381 791,44 €,
- Les cotisations versées aux syndicats dans lesquels la Communauté d'Agglomération de Saintes est partie prenante pour 390 214,21 € soit le Pays de Saintonge Romane (276 701,00 € pour la cotisation annuelle et 7 270,11 € pour le projet UNESCO), le SIPAR de Burie (16 880,00 €), SOLURIS (8 477,10 €), les syndicats de rivière (62 509,63 €),
- Les subventions versées aux associations (compte 6574) pour 1 994 095,27 €,
- La subvention de fonctionnement de 477 370,00 € (compte 65738) versée à l'office de Tourisme (EPIC) créé en 2019.

Les dépenses du chapitre 66 - Charges Financières- s'élèvent à 57 897,75 € (budget 2021 : 57 920 €).

Les autres charges de fonctionnement sont composées :

- Du chapitre 67 - Charges exceptionnelles- pour 511 990,84 € constitué principalement de la subvention d'équilibre versée au budget annexe transports urbains - mobilité pour 300 000 €,
- Du chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections- pour 1 262 121,04 € dont les amortissements pour 1 194 016,64 €, l'étalement des charges liées à la crise du COVID-19 (32 926,60 €)

2. Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 32 552 122,22 €.

Les recettes du chapitre 70 - Produits des services- s'élèvent à 3 393 017,51 € (budget 2021 : 3 386 476 €)

Ce chapitre comprend principalement :

- Les recettes des piscines pour 228 670,50 €,
- Les recettes issues de la compétence Education-Enfance-Jeunesse pour 1 899 721,29 € dont les recettes des cantines pour 1 555 288,71 €, les recettes CLSH-animations vacances pour 226 039,74 € et les accueils périscolaires pour 435 811,85 €

- Les recettes relatives aux remboursements de personnel pour 104 379,26 €, Les remboursements émanant des budgets annexes « transports urbains et mobilité » et « régie des déchets » pour le coût salarial porté par le budget principal au titre des fonctions supports s'élèvent à 236 072,35 €.
- Elles sont complétées par des remboursements des communes, communautés de communes et CCAS pour des prestations mutualisées (service informatique, référent pour le « Règlement général sur la protection des données » (RGPD), coordinateur CLS, chef de projet NOTT, et du reversement par la SEM des Pompes funèbres intercommunales de Saintonge (PFIS) pour 55 539,41 €.

Les recettes du chapitre 73 - Impôts et taxes- s'élèvent à **20 716 002,96 €** (budget 2021 : 20 421 269 €)
La Communauté d'agglomération de Saintes a perçu en 2021 les recettes principales suivantes :

- 11 854 942,00 € au titre des impôts directs locaux (et de la fraction de TVA, cette dernière venant à la suite de la suppression du produit de la taxe d'habitation sur les résidences principales),
- 3 295 648,00 € pour la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE),
- 1 043 007,00 € pour la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM),
- 761 873,00 € pour les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseau (IFER),
- 1 965 373,00 € pour l'attribution de compensation perçue auprès des communes,
- 722 926,00 € pour le Fonds national de péréquation des recettes intercommunales et communales (FPIC),
- 177 528,62 € pour la taxe de séjour,
- 374 584,34 € pour la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE),
- 268 812,00 € pour la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI),
- 251 309 € pour les autres impôts directs locaux ou assimilés.

Les recettes du chapitre 74 - Dotations et subventions- s'élèvent à **8 105 920,07€** (budget 2021 : 8 097 329 €)

Les principales recettes sont constituées :

- De la dotation d'intercommunalité pour 1 711 905,00 € (74124),
- De la dotation de compensation pour 2 612 013,00 € (74126),
- Des subventions perçues par les financeurs pour 3 146 739,00 € (74126, 74718, 7472, 7473),
- Des subventions perçues par d'autres organismes pour 2 614 581,44 € (7478),
- Des dotations de compensation :
 - 38 423,00 € au titre de l'exonération de la taxe professionnelle (748313),
 - 577 669,00 € au titre de l'exonération de la CET (CVAE, CFE) (74833),
 - 3 204,00 € au titre des exonérations des taxes foncières (74834).

Les autres recettes de cette section de fonctionnement sont constituées :

- **Du chapitre 013 - Atténuation de charges-** pour **104 379,26 €** (budget 2021 : 140 000 €). Ces recettes concernent les indemnités journalières et les décharges syndicales ainsi que des versements de l'assurance du personnel,
- **Du chapitre 75 - Autres produits de gestion courante-** pour **119 467,44 €** (budget 2021 : 117 500 €) avec comme principale recette la redevance versée par la société d'économie mixte locale (SEML) des pompes funèbres intercommunales de la Saintonge pour 117 219,02 €,
- **Du chapitre 77 - Produits exceptionnels-** pour **51 838,08 €** (budget 2021 : 251 000 €). Il s'agit principalement du recouvrement de produits exceptionnels divers et de mandats annulés sur exercices antérieurs,
- **Du chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections-** pour **61 566,92 €** (budget 2021 : 61 570,00 €). Il s'agit de l'amortissement des subventions et de l'étalement des charges liées à la crise sanitaire.

❖ **Les impacts de la crise sanitaire sur le compte administratif 2021 :**

A l'instar de 2020, la crise sanitaire du COVID-19 a eu des répercussions sur les réalisations budgétaires de 2021, aussi bien en dépenses qu'en recettes de fonctionnement.

Les dépenses sont d'environ 300 000 € d'euros de moins que les prévisions, principalement en raison de :

- La fermeture des écoles durant trois semaines en avril 2021 : alimentation, activités périscolaires, transports scolaires et fournitures,
- La fermeture des piscines : fluides (eau, électricité, chauffage), travaux et maintenance, produits de traitement,
- Le fonctionnement des services pendant les périodes de confinement ou d'instauration du couvre-

feu : carburant, locations mobilières et immobilières, maintenance des photocopieurs, formations, catalogues et imprimés, foires et expositions, réceptions, frais de télécommunication...

A l'inverse, les postes suivants ont connu une hausse des dépenses en raison de la crise sanitaire : fournitures d'entretien, fournitures de petit équipement, vêtements de travail, autres fournitures (masques).

Dans le même temps, les recettes ont été moins importantes que prévu (environ 300 000 €), notamment en raison de la fermeture des piscines et des écoles.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Celle-ci s'établit à 5 307 125,22 € en dépenses et 11 374 534,57 € en recettes, ce qui représente un excédent de clôture de 6 067 409,35 € au 31-12-2021, hors restes à réaliser.

Pour mémoire, le résultat antérieur reporté 2020 était de - 2 699 444,28 € (001).

1. Les dépenses d'investissement s'élèvent à 5 307 125,22 €

Les dépenses d'équipement représentent 5 048 689,09 €.

Les principaux investissements réalisés sur l'année 2021 ont été les suivants :

- **Des opérations en lien avec des autorisations de programme (AP) dont :**

Autorisations de programme	Budget 2021	Commentaires	Réalisations 2021
PLH 2017-2022	86 400 €	Logements sociaux : St Georges des Coteaux, Burie, Fontcouverte, Pessines, Villars les Bois	78 200,00 €
	250 000 €	Aides logement : OPAH-RU : aides aux travaux	64 234,68 €
	100 000 €	Soutien accession propriété centres bourgs	79 600,00 €
	30 000 €	Etude stratégie foncière	0,00 €
	45 100 €	Habitat : Aménagement innovant	0,00 €
Réserve foncière	407 659 €	Acquisition pour aire d'accueil des gens du voyage ZAE les Champs Breuillet ZAE les Charriers Acquisition local Préemption SAFER	4 127,20 €
Requalification zones d'activité	495 000 €	ZAE Les Charriers ZA La Bobinerie ZA L'Ormeau de pied	134 897,13 €
Subventions aux communes : bâtiments scolaires	8 195 €	Accompagnement des communes dans le cadre des travaux sur les bâtiments scolaires et en lien avec la carte scolaire	8 195,00 €
Flow Vélo	350 000 €	Travaux Les Gonds/Saintes + mise en tourisme	123 159,84 €
Aqueduc	2 511 320 €	Fin des travaux	443 545,49 €
Nouveau siège-déménagement « direction des systèmes informatiques »	574 000 €	Infrastructure informatique Cœur de réseau Fibre Téléphone Protection du bâtiment	100 175,86 €
Soutien à l'équilibre social de l'habitat	35 000 €	Fonds de concours aux communes pour l'équilibre d'opérations de logement social en milieu rural	0,00 €
PLUi	82 500 €	Etudes Frais de procédure Assistance juridique	224,38 €
Développement des énergies renouvelables	200 000 €	Investissements projets ENR	0,00 €

- **Les opérations hors autorisations de programme (AP) dont :**

Opérations	Budget 2021	Commentaires	Réalisations 2021
Travaux bâtiments et mobilier scolaire (385)	173 822 €		113 822,41 €
Nouveau siège de la communauté d'agglomération (483)	3 636 267 €	Honoraires SEMDAS. Mobilier.	2 160 639,47 €
Matériel informatique (474)	526 012 €	Renouvellement courant du matériel et copieurs. Ecoles numériques. Nouveaux logiciels métiers. Sécurité informatique.	286 786,49 €
ZA Les Charriers - Bassin Versant (BV 7) (504)	1 609 316 €	Etude et travaux	6 302,72 €
Itinéraires randonnées (482)	145 615 €	Etude cheminement de l'aqueduc et travaux. Itinéraire canoës.	9 288,00 €
Sentier du Coran (484)	160 090 €	Travaux.	0,00 €
Travaux et matériel pour les piscines (475)	50 097 €		17 157,58 €
Travaux et matériel/mobilier (371)	37 263 €	Siège actuel Travaux pour le local du Point d'Accès aux Droits (PAD).	26 406,82 €
GEMAPI (477)	78 840 €	Co financement des travaux portés par les syndicats (Basse Seugne-SYMBA- Charente Arnoult)	48 753,31 €
Aire accueil des gens du voyage (418)	18 000 €	Travaux Aire d'accueil (route de Chermignac à Saintes)	0,00 €
Nouvelle piscine (507)	300 000 €	Etude Achat de terrain	0,00 €

• **Les investissements hors opérations dont :**

Art/ serv	Budget 2021	Intitulé	Réalisation 2021
204172-17	700 000 €	Subvention Eau 17/compétences « gestion des eaux pluviales urbaines »	492 042,66 €
-02	181 483 €	Travaux (Gestion 695)	194,65 €
20421-02	200 000 €	Subvention dans le cadre du règlement d'intervention des aides à l'économie	33 988,04 €
2188-02	138 000 €	Signalétique des ZAE	0,00 €
202-24	113 653 €	PLUI : étude de diagnostic environnemental	44 876,43 €
2135-05	135 000 €	Aménagement du local Point d'accès aux droits	126 369,88 €
21538-17	269 362 €	Travaux de réseaux en lien avec la gestion des eaux pluviales urbaines	99 233,75 €
21745-05	35 000 €	Travaux campus connecté	30 546,58 €

Des restes à réaliser sont constatés au 31/12/2021 pour **2 763 739,66 €**, dont :

- 109 377,30 € pour l'aménagement et la valorisation de l'aqueduc,
- 27 787,63 € pour du matériel informatique,
- 1 329 213,69 € pour le nouveau siège de la CDA,
- 113 822,53 € pour les travaux des bâtiments et le mobilier scolaire,
- 160 000,00 € pour l'aménagement du cheminement du Coran par le Département.
- 400 000,00 € de participation dans le capital de la SEMPAT.

Le remboursement du capital de la dette est de **191 267,21 €**. L'encours de dette au 31 décembre 2021 était de 3 358 388.97 €.

Les opérations d'ordre pour **61 566,92 €** correspondent à l'amortissement des subventions.

2. Les recettes d'investissement s'élèvent à 11 374 534,57 €.

Les principales recettes se répartissent ainsi :

Le Chapitre 10 -dotations et réserves - pour **6 428 550,58 €** dont **344 995,25 €** au titre du FCTVA (10222) et **6 083 555,33 €** d'affectation en réserve suite à l'affectation des résultats n-1 (1068).

Le Chapitre 13 - Subventions -pour **1 067 395,79 €** dont 228 058,72 € pour la valorisation des aqueducs (opération 561), 235 513,29 € pour la Flow Vélo (opération 466), 195 103,78€ pour le nouveau siège de la CDA (opération 483), 285 611,00 € au titre des attributions de compensations concernées par le transfert des zones d'activités et des terrains familiaux, 48 393 € pour les travaux de bâtiments et mobilier scolaire (opération 385) et 20 000 € pour l'acquisition de matériel informatique (opération 474).

Le Chapitre 040 - Opérations d'ordre entre sections - pour **1 262 121,04 €** dont les amortissements des dépenses d'équipement pour 1 194 617,24 €.

Le Chapitre 27 - Autres immobilisations financières - pour **261 687,95 €** correspondant aux remboursements par les budgets annexes Hôtel d'Entreprises (21 000 €) et Transports urbains (22 482,20 €), de la restitution par Initiative Nouvelle Aquitaine, de la contribution du fonds de solidarité et de proximité pour les commerçants, artisans et associations de Nouvelle Aquitaine (123 362,00 €), de la cession à échéance différée de locaux à la commune de Burie (93 413,45 €).

Des restes à réaliser sont constatés au 31/12/2021 pour **2 184 731,28 €**, soit :

- 71 357,65 € de recettes hors opérations
- 90 000,00 € de subvention de la CAF pour le futur siège RAM,
- 2 023 373,63 € de subventions et dotations pour les locaux du nouveau siège de la CDA,

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121 -31 et L. 2121-14,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

Après la présentation du budget primitif de l'exercice 2021 et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2021, les finances de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2021 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire,

- **de procéder** au règlement définitif du Budget Principal de l'exercice 2021 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

BALANCE GENERALE DU BUDGET PRINCIPAL
DU 1^{er} JANVIER 2021 AU 31 DECEMBRE 2021

	Réalizations		Restes à réaliser
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	32 552 122,22 €	11 374 534,57 €	2 184 731,28 €
Dépenses de l'exercice	31 101 470,11 €	5 307 125,22 €	2 763 739,66 €
Résultats de l'exercice	+ 1 450 652,11 €	+ 6 067 409,35 €	
Solde des restes à réaliser	-		- 579 008,38 €

Résultats antérieurs reportés	+ 9 675 139,40 €	- 2 699 444,28 €	
Résultats de clôture	+ 11 125 791,51 €	+ 3 367 965,07 €	

- de déclarer toutes les opérations de l'exercice 2021 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 49 Voix pour
- 0 Voix contre
- 6 Abstentions (Mme Dominique DEREN, Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, M. Jean-Philippe MACHON, M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLLET).
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-28. Approbation du Compte Administratif 2021 du Budget Annexe "Régie des Déchets"

Monsieur Philippe CALLAUD présente les principaux chiffres de la délibération. La crise sanitaire a impacté les postes de dépenses du recours à l'intérim en remplacement des agents absents, et d'achats de produits comme les gants ou les visières.

Le résultat de clôture s'établit à 89 726 euros pour la section de fonctionnement, et à 2,850 millions pour la section d'investissement.

Le rapporteur expose que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. A la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice :

SECTION D'EXPLOITATION

- **Les dépenses de fonctionnement s'élèvent pour l'année 2021 à 7 901 516,85 € (Budget 2021 : 8 417 732,62 €).**

Les dépenses du chapitre 011 - Charges à caractère général - s'établissent à 1 337 031,84 € (Budget 2021 : 1 373 396 €) et se déclinent pour les comptes les plus importants comme suit :

- Le carburant (cpt 6066) pour un montant de 354 604,29 €,
- L'entretien des véhicules du service (cpt 61551) pour 402 898,40 €,
- Les prestations de service (cpt 611) pour 164 130,53 € : comprennent essentiellement la collecte du verre et du papier avec une prestation de service pour l'année entière, la mise en place d'agents de sécurité dans les déchetteries et l'abonnement à la géolocalisation des véhicules,
- Les équipements de protection individuelle pour 20 395,63 € et les sacs jaunes pour 66 598,25 € (cpt 6068),
- La maintenance (cpt 6156) pour 42 426,26 €,
- Les primes d'assurance (cpt 6161) pour 38 687,27 €.

Les dépenses du chapitre 012 - Charges de personnel - s'élèvent à 3 081 678,15 € (Budget 2021 : 3 101 568 €) dont :

- 581 958,65 € pour le personnel intérimaire,
- 167 430,00 € au titre des charges de personnel dites « à répartir ». Ces dernières concernent le remboursement au budget principal de la quote-part des rémunérations portées par celui-ci pour les fonctions supports, politiques et techniques (Vice-Président, direction générale, ressources humaines, finances, juridique, travaux)

Le chapitre 65 - Autres charges de gestion courante - s'élève à 2 654 299,35 € (Budget 2021 : 2 701 635 €).

Il s'agit principalement de la contribution versée au syndicat mixte CYCLAD (2 598 830,90 €) dont :

- 1 927 580,00 € pour le traitement des déchets de la collecte en porte à porte et en points d'apport volontaire (G 741),
- 497 440,00 € pour le traitement en déchetterie (G 740),
- 32 488,13 € pour le traitement des déchets de l'hôpital de Saintonge (G 630).

S'ajoutent 28 173,42 € pour l'accès donné aux habitants du territoire de la Communauté d'agglomération de Saintes à la déchetterie de Bercloux.

Par ailleurs, 124 797,50 € concernent les admissions en non-valeur suite au non recouvrement de factures.

Le chapitre 66 - Charges financières pour 150,89 € (Budget 2021 : 170 €) au titre des intérêts d'emprunts.

Le chapitre 67 - Charges exceptionnelles pour 151 725,39 € (Budget 2021 : 501 132,62 €) concerne les titres annulés sur exercices antérieurs. L'annulation des titres est initiée par la trésorerie en fonction de situations particulières.

Enfin, le chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections- pour un montant de 676 092,77 € (Budget 2021 : 676 126 €) est constitué essentiellement de la dotation aux amortissements des biens pour 650 968,09 €.

La crise sanitaire a impacté les postes de dépenses suivants :

- Augmentation du recours à l'intérim en remplacement des agents absents (isolement d'agents vulnérables),
 - Achats d'EPI (masques, gants, visières) et de produits supplémentaires (lingettes, gel hydroalcoolique).
- **Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 7 911 510,45 € pour l'année 2021 (Budget 2021 : 8 417 732,62 €).**

Les recettes du chapitre 70 - Ventes de produits et services rendus - s'élèvent à 7 653 664,48 € (Budget 2021 : 7 720 000 €).

Ce chapitre est constitué essentiellement des recettes suivantes :

Redevance des ordures ménagères pour un montant de 7 444 116,13 € (G 919),

Recettes des déchetteries pour 94 937,90, €.

Elles concernent l'accès aux déchetteries de Burie et Corme-Royal à certains usagers de CALITOM. Celles-ci sont de 21 367,70 € pour la déchetterie de Burie ; et 73 570,20 € pour la déchetterie de Corme-Royal.

Facturation au centre hospitalier de Saintonge de la collecte et du traitement des déchets assimilables aux ordures ménagères pour 103 870,78 € (G 630),

Mise à disposition de bacs pour des manifestations pour 5 205 € (G 810).

Les recettes du chapitre 74 - Subventions d'exploitation - s'élèvent à 38 034,55 € (Budget 2021 : 48 000 €) et concernent les participations des organismes OCAD3E et ECODDS au processus de tri des déchets spécifiques. La subvention versée par l'ADEME au titre de la généralisation de la redevance incitative à l'ensemble des usagers du territoire n'est plus versée depuis 2019.

Par ailleurs, les autres recettes sont constituées :

- **Du chapitre 013- Atténuation de charges-** pour 12 713,78 € (Budget 2021 : 65 500 €). Ce chapitre concerne essentiellement les remboursements d'indemnités journalières et de décharges syndicales.
- **Du chapitre 75 - Autres produits de gestion courante-** pour 37 277,13 € (Budget 2021 : 40 000 €) pour le remboursement de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE).
- **Du chapitre 77 - Produits exceptionnels-** pour 110 644,38 € (Budget 2021 : 10 000 €) correspondant aux remboursements d'assurance, ainsi qu'une subvention exceptionnelle de 75 239,30 € pour l'exonération de la redevance de ramassage de OM suite crise sanitaire du COVID sur la période du 2^{ème} semestre 2021.
- **Du chapitre 042 - Opérations d'ordre entre sections-** pour 59 176,13 € (Budget 2021 : 59 500 €) au titre de l'amortissement des subventions d'investissement perçues.

SECTION D'INVESTISSEMENT

- **Les dépenses d'investissement s'établissent à 211 071,34 € en 2021 (Budget 2021 : 4 080 443 €).**

Les charges de remboursement du capital de la dette (chap. 16) sont de **28 666,68 €**. Le capital restant dû au 31/12/2021 était de 93 166,51 €.

Les dépenses d'équipement, d'un montant de 123 228,53 €, concernent notamment :

- L'achat de 2 caissons de 35 m3 pour un total de 11 342,40 € (opération 102),
- L'achat de bacs pour 39 241,80 € (opération 63),
- L'acquisition d'armoires de vestiaires pour l'écosite pour 14 977,55 € (opération 32),
- L'achat d'une micro-benne pour les points d'apport volontaire pour un montant de 44 100,00 € (opération 86),
- L'acquisition de colonnes aériennes en bois et de plateformes béton pour les points d'apport volontaires pour 13 566,78 €.

Des restes à réaliser sont constatés au 31/12/2021 pour 925 114,16 €, soit **358 500,48 €** pour la mise aux normes des déchetteries, **28 759,00 €** pour l'achat d'un véhicule de service, **35 097,65 €** pour l'achat de matériel informatique, **11 888,96 €** pour la modernisation de l'éclairage du parc Ecosite, **24 190,80 €** pour l'acquisition de bacs destinés à la collecte, et **466 677,27 €** pour l'achat de 3 bennes d'ordures ménagères (1 de 19 tonnes et 2 de 26 tonnes de PTAC).

Les dépenses du chapitre 040 - Opérations d'ordre entre sections - d'un montant de **59 176,13 €** portent sur l'amortissement de subventions d'investissement perçues.

- **Les recettes d'investissement s'élèvent à 696 414,24 € (Budget 2021 : 4 080 443 €).**

Les principales recettes concernent :

- **Le chapitre 040 - Opérations d'ordre entre sections** - pour un montant de **676 092,77 €**, est composé essentiellement de la dotation aux amortissements des biens,
- **Le chapitre 10 - Dotations fonds divers et réserves** - pour un montant de **20 321,47 €**, comprend le reversement du FCTVA.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121 -31 et L.2121-14,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 7°) « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »

Considérant qu'après la présentation du budget primitif du Budget Annexe -Régie des Déchets- de l'exercice 2021, et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2021, les finances de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2021 du Budget Annexe Régie des Déchets présenté ci-dessus,

Considérant l'avis n°AVIS_2022-9 favorable formulé par le Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets en date du 22 mars 2022,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire,

- **de procéder au règlement définitif du Budget Annexe Régie des Déchets de l'exercice 2021 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :**

**BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE REGIE DES DECHETS
DU 1^{er} JANVIER 2021 AU 31 DECEMBRE 2021**

	Réalizations		Restes à réaliser
	Section d'exploitation	Section d'Investissement	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	7 911 510,45 €	696 414,24 €	515,00 €
Dépenses de l'exercice	7 901 516,85 €	211 071,34 €	925 114,16 €
Résultats de l'exercice	+ 9 993,60 €	+ 485 342,90 €	-
Solde des restes à réaliser		-924 599,16 €	
Résultats antérieurs reportés	+ 479 732,62 €	+ 3 289 517,62 €	
Résultats de clôture	+ 489 726,22 €	+ 2 850 261,36 €	

- de déclarer toutes les opérations de l'exercice 2021 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 48 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Rémy CATROU)
- 6 Abstentions (Mme Dominique DEREN, Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, M. Jean-Philippe MACHON, M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLLET).
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-29. Approbation du Compte Administratif 2021 du Budget Annexe "Transports Urbains et Mobilité"

Monsieur Philippe CALLAUD présente les principaux chiffres de la délibération.

Le résultat de clôture s'établit à 527 096 euros pour la section de fonctionnement et est de - 93 198 euros pour la section d'investissement.

L'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. A la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice :

SECTION D'EXPLOITATION

- **Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 5 088 306,32 €** (Budget 2021 : 5 895 574,17 €).

Chapitre 011 - Charges à caractère général - s'établit à **84 771,56 €** (Budget 2021 : 139 910 €).

Les dépenses sont constituées principalement de :

- La maintenance des applications métiers pour un montant de 36 751,07 € (art 6156) dont 31 959,63 € pour le système de billettique,
- La location de l'espace commercial « Buss » pour 26 524,48 € (art 6132),
- Les dépenses liées aux actions de sensibilisation aux nouvelles modalités de déplacement, alternatives à l'utilisation du véhicule, pour 673,34 € (art 618),
- Différentes adhésions pour 7 615,50 € (art 6281).

Chapitre 012 - Charges de personnel - s'établit à **214 354,15 €** (Budget 2021 : 243 663 €)

Ce poste comprend les salaires et charges des agents affectés à ce service. Par ailleurs se rajoutent les charges de personnel dites « à répartir ». Ces dernières concernent le remboursement au budget principal de la quote-part des rémunérations portées par celui-ci pour les fonctions supports, politiques et techniques (Vice-Président, direction générale, ressources humaines, finances, juridique, travaux) soit la somme de 59 482,00 €.

Chapitre 014 - Atténuation de produits - s'établit à **0,00 €** (Budget 2021 : 1 200 €)

Pas de demande de remboursement de versement mobilité (VM) aux tiers éligibles pour 2021.

Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante- s'établit à **4 373 394,35 €** (Budget 2021 : 4 478 800 €).

Les principales dépenses sont constituées :

- Du forfait de charges d'un montant de 3 835 694,34 € versé par Kéolis en vertu de la concession de service public en cours (art 6518),
- Des prestations de transport exécutées par la région Nouvelle Aquitaine pour 450 000 € (art 6518),
- De la subvention d'équipement versée à la ville de Saintes en co-financement des travaux de mise en accessibilité des arrêts de bus pour 50 000 € (art 65714),
- De l'adhésion au syndicat mixte intermodal de la région Nouvelle Aquitaine pour 20 000 € (art 65735).

Chapitre 66 - Charges financières - s'établit à **3 334,83 €** (Budget 2021 : 3 335 €).

Ces dépenses correspondent aux intérêts des emprunts en cours.

Chapitre 042- Opérations d'ordre entre sections - s'établit à **412 451,43 €** (Budget 2021 : 412 626 €) et concerne la dotation aux amortissements des dépenses d'équipement.

- **Les recettes de fonctionnement** s'élèvent à **4 976 701,97 €** (Budget 2021 : 5 895 574,17 €).

Chapitre 70 -Produit des services - s'élève à **593 521,62 €** (Budget 2021 : 592 580 €)

Les recettes usagers sont en baisse en 2021 en raison de la crise sanitaire.

Chapitre 73 - Impôts et taxes - s'élève à **1 818 861,03 €** (Budget 2021 : 2 186 944 €) et concerne le versement mobilité (VM).

Chapitre 74 - Dotations et subventions - s'élève à **1 648 916,12 €** (Budget 2021 : 1 648 646 €).

Cette somme intègre :

- Le transfert financier de la région Nouvelle Aquitaine en lieu et place du Département de Charente Maritime (convention du 12 août 2013) pour 186 035 €,
- Le transfert financier de la région Nouvelle Aquitaine (convention du 17 juillet 2017) pour 1 425 610,68 €,
- La participation du Centre Communal d'Action Sociale de Saintes (25 270,44 €) selon la convention relative au titre solidaire « pass'buss »,
- Le rattachement de la subvention de l'ADEME pour le poste de chargé de mission mobilité (12 000 €).

Les autres recettes sont constituées :

- **Du Chapitre 75 -Autres produits de gestion courante** - pour 358 037,20 € (Budget 2021 : 10 000 €). Ces recettes correspondent à la redevance d'occupation du dépôt et de la boutique Buss par Keolis pour 10 193,54 € et à la somme de 347 843,66 € versée par la Région au titre de la mutualisation de l'organisation des transports entre la Région Nouvelle Aquitaine et la CDA.
- **Du Chapitre 77 - Produits exceptionnels** - pour **538 663,00 €** (Budget 2021 : 800 000 €). Cette somme est constituée principalement de la subvention d'équilibre versée par le budget principal pour 300 000 € et de la restitution, par Kéolis, du trop-perçu de forfait de charges pour 2020, soit 197 431,00 €.
- **Des opérations d'ordre** pour 18 703,00 € relatives aux amortissements de subventions.

SECTION D'INVESTISSEMENT

- **Les dépenses d'investissement** s'élèvent à **888 675,58 €** (Budget 2021 : 975 680,15 €).

Les dépenses d'équipement s'élèvent à 778 122,35 € et concernent principalement :

- L'acquisition de 3 bus dont 2 de 12 mètres pour la somme de 695 457,20 € (art 2156),
- La climatisation de 6 véhicules pour 20 133,53 € (art 2156),
- Divers travaux au dépôt et locaux BUSS pour 29 525,00 € (art 2135)

Des restes à réaliser sont constatés au 31 décembre 2021 pour la somme de **55 077,89 €** et comprennent, notamment :

- La réalisation de l'étude du schéma directeur piste cyclable pour un montant de 19 986,09 €,
- L'achat de VAE Vélos Solidaires pour un montant de 18 247,50 €,
- Le remplacement du moteur d'un véhicule pour un montant de 10 682,39 €

Le remboursement du capital des emprunts s'élève à **69 368,03 €**, le **remboursement de l'avance budgétaire** au budget principal de **22 482,20 €**. Le capital restant dû au 31/12/2021 était de 341 469,15 €.

Les opérations d'ordre pour 18 703 € relatives aux amortissements de subventions.

- **Les recettes d'investissement s'élèvent à 557 554,43 €** (Budget 2021 : 975 680,15 €).

Elles comprennent les dotations aux amortissements des dépenses d'équipement pour 412 451,43 € et une subvention du fonds européen de développement régional (FEDER) pour le nouveau système de billettique d'un montant de 145 103 €.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121 -31 et L. 2121-14,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2°), c) « Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la 1^{ère} partie du Code des Transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code »,

Considérant qu'après la présentation du budget primitif du Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilité » de l'exercice 2021, et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2021, les finances de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2021 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire,

- **de procéder** au règlement définitif du Budget Annexe « Transports Urbains et Mobilité » de l'exercice 2021 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

**BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE TRANSPORTS URBAINS ET MOBILITE
DU 1^{er} JANVIER 2021 AU 31 DECEMBRE 2021**

	Réalizations		Restes à réaliser
	Section d'exploitation	Section d'investissement	Section d'investissement
Recettes de l'exercice	4 976 701,97 €	557 554,43 €	-
Dépenses de l'exercice	5 088 306,32 €	888 675,58 €	55 077,89 €
Résultats de l'exercice	- 111 604,35 €	-331 121,15 €	-
Solde des restes à réaliser	-		- 55 077,89 €
Résultats antérieurs reportés	+ 638 701,17 €	+ 293 000,99 €	-
Résultats de clôture	+ 527 096,82 €	-93 198,05 €	

- **de déclarer** toutes les opérations de l'exercice 2021 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Rémy CATROU)
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

* * * * *

2022-30. Approbation du Compte Administratif 2021 du Budget Annexe "Hôtel d'Entreprises"

Monsieur Philippe CALLAUD précise qu'il s'agit d'un petit budget. Les charges correspondent à des dépenses liées aux bâtiments, et les recettes aux loyers encaissés.

Le résultat de clôture s'établit à 61 263 euros en section de fonctionnement, et à 94 518 euros en section d'investissement.

Le rapporteur rappelle que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. A la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le rapport du compte administratif 2021 est présenté ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

- **Les dépenses de fonctionnement** s'élèvent pour l'année 2021 à **55 389,74 €** (budget 2021 : 120 628,61 €) et se composent :
 - **Des charges à caractère général** (chapitre 011) pour **12 136,74 €** comprenant les charges de fonctionnement du bâtiment (fluides, entretien, assurance, taxe foncière). On notera, sur 2021, les travaux sur bâtiment suite à la visite de maintenance pour un montant de 7 057,46 €,
 - **Des amortissements** pour **43 253,00 €**.
- **Les recettes de fonctionnement** s'élèvent à **75 056,00 €** et se composent comme suit :
 - Des autres produits de gestion courante** (chapitre 75) pour **62 325 €** comprenant les loyers versés par les entreprises occupantes. En 2020, ce poste est en progression de 12 150 € l'hôtel d'entreprises ayant été complet toute l'année. A noter une exonération des loyers de mars et avril 2020 pour 2 entreprises en raison de la crise sanitaire.
 - Des opérations de transfert entre sections** (Chapitre 042) pour **12 731 €** au titre des amortissements de subventions d'investissement perçues antérieurement.

SECTION D'INVESTISSEMENT

- **Les dépenses d'investissement** s'élèvent à **33 371,00 €** (budget 2021 : 128 249,73 €) soit 21 000 € au titre du remboursement de l'avance faite par le budget principal et 12 731 € pour l'amortissement des subventions.
- **Les recettes d'investissement** s'élèvent à **43 253,00 €** et concernent les dotations aux amortissements.

Après avoir entendu le rapporteur,

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121 *31 et L.2121-14,*

Après la présentation du budget primitif du Budget Annexe -Hôtel d'Entreprises- de l'exercice 2021, et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, Président de la CDA de Saintes, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2021, les finances de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2021 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire,

- de procéder au règlement définitif du Budget Annexe -Hôtel d'Entreprises- de l'exercice 2021 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

**BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE HOTEL D'ENTREPRISES
DU 1^{er} JANVIER 2021 AU 31 DECEMBRE 2021**

	Réalizations	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	75 056,00 €	43 253,00 €
Dépenses de l'exercice	55 389,74 €	33 731,00 €
Résultats de l'exercice	+ 19 666,26 €	+ 9 522,00 €
Résultats antérieurs reportés	+ 41 597,61 €	+ 84 996,73 €
Résultats de clôture	+ 61 263,87 €	+ 94 518,73 €

-de déclarer toutes les opérations de l'exercice 2021 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX).
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-31. Approbation du Compte Administratif 2021 du Budget Annexe "ZAC Centre Atlantique"

Monsieur Philippe CALLAUD indique que les dépenses de fonctionnement concernent la poursuite des travaux, les prestations de service ou encore les bornages parcellaires. Les recettes correspondent essentiellement à des ventes de terrains.

Le résultat de clôture est de 0% en section de fonctionnement, et de - 5,6 millions en section d'investissement du fait du décalage dans les ventes.

Le rapporteur rappelle que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. A la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice,

Le rapport du compte administratif 2021 est présenté ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

- **Les dépenses d'un montant de 645 142,89 €** (budget 2021 : 4 591 993 €) concernent :
 - La poursuite des travaux pour 2 891,14 € dont déplacement des candélabres (art 605),
 - Des prestations de services (bornages et divisions parcellaires) pour 4 163,75 € (art 6045),
 - Des frais accessoires sur terrains en cours d'aménagement (plus-values de cessions) pour 40 138,00 € (art 608),
 - Les écritures d'ordre relatives à la valorisation du stock de terrains aménagés pour 597 950,00 € (art 71355).
- **Les recettes, d'un montant de 645 142,89 €,** intègrent les écritures de valorisation du stock de terrains aménagés pour 47 192,89 (71355), des ventes de terrains pour 596 750,00 € (art 7015), ainsi qu'un remboursement divers pour 1 200 € (art 7788).

SECTION D'INVESTISSEMENT

- **Les dépenses s'élèvent à 47 192,89 €** (budget 2021 : 8 965 647,00 €) et correspondent aux écritures d'ordre de valorisation du stock de terrains aménagés.

- Les recettes s'élèvent à 597 950,00 € et correspondent aux écritures d'ordre relatives à la mise à jour du stock de terrains aménagés.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121-31 et L.2121-14,

Après la présentation du budget primitif du Budget Annexe -ZAC Centre Atlantique- de l'exercice 2021, et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, Président de la CDA de Saintes, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2021, les finances de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2021 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de procéder au règlement définitif du Budget Annexe -ZAC Centre Atlantique- de l'exercice 2021 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

**BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE ZAC CENTRE ATLANTIQUE
DU 1^{er} JANVIER 2021 AU 31 DECEMBRE 2021**

	Réalisations	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
<i>Recettes de l'exercice</i>	645 142,89 €	597 950,00 €
<i>Dépenses de l'exercice</i>	645 142,89 €	47 192,89 €
Résultats de l'exercice	0 €	+ 550 757,11 €
<i>Résultats antérieurs reportés</i>	0 €	-6 157 447,00 €
Résultats de clôture	0 €	-5 606 689,89 €

- de déclarer toutes les opérations de l'exercice 2021 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 51 Voix pour
- 0 Voix contre
- 4 Abstentions (Mme Dominique DEREN, Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, M. Jean-Philippe MACHON)
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-32. Approbation du Compte Administratif 2021 du Budget Annexe "ZAC des Charriers Sud"

Monsieur Philippe CALLAUD donne lecture des principaux chiffres de la délibération.

Le rapporteur rappelle que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. A la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

- Les dépenses effectuées en 2021 s'élèvent à 703,27 € (budget 2021 : 703,27 €) et concernent :
 - L'indemnisation d'agriculteurs pour un montant de 408,33 € suite à la réalisation de la deuxième phase du diagnostic archéologique,
 - Les frais de publication de documents officiels pour 294,94 €.
- Les recettes d'un montant de 703,27 € équilibrent la section de fonctionnement. Elles permettent de constater les écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production.

SECTION D'INVESTISSEMENT

- Les dépenses s'élèvent à 703,27 € (budget 2021 : 503 069,55 €) et correspondent aux écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121 -31 et L. 2121-14,

Après la présentation du budget primitif du Budget Annexe « ZAC Les Charriers Sud » de l'exercice 2021, et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2021, les finances de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2021 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de **procéder** au règlement définitif du Budget Annexe -ZA Les Charriers Sud- de l'exercice 2021 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE ZA LES CHARRIERS SUD DU 1^{er} JANVIER 2021 AU 31 DECEMBRE 2021

	Réalizations	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	703,27 €	0 €
Dépenses de l'exercice	703,27 €	703,27 €
Résultats de l'exercice	0 €	-703,27 €
Résultats antérieurs reportés	0 €	-204 207,55 €
Résultats de clôture	0 €	- 204 910,82 €

-de **déclarer** toutes les opérations de l'exercice 2021 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-33. Approbation du Compte Administratif 2021 du Budget Annexe "ZA La Sauzaie"

Monsieur Philippe CALLAUD indique que les dépenses ont principalement concerné l'extension de la zone d'activités.

La section de fonctionnement s'établit à zéro, et la section d'investissement à - 618 828 euros.

Monsieur Éric PANNAUD, Président de séance, s'enquiert des éventuelles questions concernant ces délibérations.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE s'étonne de ne pas disposer des comparatifs par rapport à l'année précédente. Ils permettent de comprendre plus facilement les transferts de propriétés et les transferts de dettes au niveau des terrains, des ventes ou des achats.

Monsieur Philippe CALLAUD partage cet avis, il considère que les comparaisons permettent une lecture plus simple. Malheureusement, il n'a pas pu obtenir de réponse favorable à sa demande, qui requiert un travail important de la part des services. Il est néanmoins d'accord avec cette remarque.

Monsieur Jean-Philippe MACHON souhaiterait obtenir une clarification sur certains chiffres, en particulier concernant le réalisé par rapport au budget 2021. En page 2 par exemple, il apparaît que le budget 2021 des dépenses de fonctionnement s'élève à 42 millions, pour un réalisé de 31 millions, essentiellement du fait de la ligne des charges exceptionnelles. En section d'investissement, le total des réalisations par rapport au budget est à 3,7 millions en dessous du budget sur les AP, tandis que le total des investissements se situe à 4,5 millions en-dessous du budget. Au niveau du budget de la Régie des Déchets, le constat est que les recettes d'investissement s'élèvent à 696 000 euros en réalisé, contre 4 080 000 euros budgétés. Pour ce qui est du budget annexe de la ZAC Centre Atlantique, les dépenses s'élèvent à 645 000 euros, pour un budget de 4 591 000 euros. Les écarts entre le réalisé et le budget sont très importants, et il se demande si une difficulté est rencontrée au niveau de la réalisation, ou si les budgets ont été surestimés.

Monsieur Philippe CALLAUD explique qu'au niveau du budget général, la différence entre 42 et 31 millions correspond au report de l'épargne de l'année précédente. Les réserves cumulées abondent le budget de fonctionnement. En ce qui concerne la différence entre ce qui est budgété et réalisé au niveau des différents budgets, le budget est annuel, ce qui n'est pas le cas du travail des entreprises, et explique les restes à réaliser au niveau des différents budgets.

Monsieur Jean-Philippe MACHON estime que dans ce cas, le reste à réaliser devrait être beaucoup plus important. Il prend l'exemple de la page 5, et notamment de la ligne des réserves foncières et de l'Aqueduc. Un décalage dans les travaux s'entend, mais ne correspond pas au total.

Monsieur Philippe CALLAUD précise qu'il s'agit d'une écriture comptable.

Monsieur Jean-Philippe MACHON remarque que l'écart se retrouve au niveau du tableau des AP/CP.

Monsieur Philippe CALLAUD assure que les restes à réaliser correspondent à ce qui n'a pas été effectué, et le sera plus tard du fait du décalage des entreprises. Ce phénomène risque d'être de plus en plus fréquent, les marchés étant très difficiles à obtenir.

Monsieur Jean-Philippe MACHON en déduit que les budgets sont surestimés.

Monsieur Philippe CALLAUD explique qu'ils ne sont pas surestimés, le temps budgétaire de la fonction publique n'est pas le même que le temps des entreprises.

Monsieur Éric PANNAUD propose de passer aux votes.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE précise qu'elle s'abstient en son nom et celui de Monsieur MAUDOUX.

Monsieur Jean-Philippe MACHON souligne qu'il ne s'abstient pas par principe, mais parce qu'il ne retrouve pas l'explication.

Monsieur Rémy CATROU indique qu'en ce qui concerne la Régie des Déchets, son vote contre n'est pas un vote contre le travail réalisé, mais qu'il souhaite signifier que la tarification à la hausse est régulière et très mal acceptée. Ce point mérite d'être signalé. Par ailleurs, la question de la gratuité des transports se doit d'être posée au niveau des collectivités. Si elle n'est pas évoquée, elle ne fait pas l'objet des discussions. Les personnes rencontrées se questionnent largement sur l'organisation des transports.

En l'absence d'autres remarques, Monsieur PANNAUD soumet les différentes délibérations des comptes administratifs au vote.

* * * * *

Le rapporteur rappelle que l'ordonnateur rend compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées. A la clôture de l'exercice budgétaire, il établit le compte administratif du budget principal ainsi que les comptes administratifs correspondant aux différents budgets annexes.

Le compte administratif rapproche les prévisions ou autorisations inscrites au budget (au niveau du chapitre ou de l'article selon les dispositions arrêtées lors du vote du budget primitif) des réalisations effectives en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice. Il est soumis par l'ordonnateur, pour approbation, à l'assemblée délibérante qui l'arrête définitivement par un vote avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le rapport du compte administratif 2021 est présenté ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'établit à **228 806,76 €** (budget 2021 : 437 466,42 €).

- Les dépenses effectuées en 2021 ont concerné essentiellement l'extension de la zone d'activité.
- Les recettes d'un montant de **228 806,76 €** concernent les écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production pour 144 217,04 € (art 7133) et la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) pour un montant de 84 589,72 € (art 748371).

SECTION D'INVESTISSEMENT

- Les dépenses s'élèvent à **144 217,04 €** (budget 2021 : 791 887,91 €) et correspondent aux écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production (art 3355).
- Les recettes s'élèvent à **84 589,72 €** et correspondent également aux écritures de valorisation du stock de terrains en cours de production (art 3355).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-1, L. 2121 31 et L.2121-14,

Après la présentation du budget primitif du Budget annexe -ZA La Sauzaie- de l'exercice 2021, et les délibérations modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte administratif dressé par l'ordonnateur accompagné du compte de gestion du receveur,

Considérant que Monsieur Bruno DRAPRON, ordonnateur, a normalement administré, pendant le cours de l'exercice 2021, les finances de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant le rapport du compte administratif 2021 présenté ci-dessus,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- de **procéder** au règlement définitif du Budget annexe -ZA La Sauzaie- de l'exercice 2021 en fixant comme suit les résultats des différentes sections budgétaires :

BALANCE GENERALE DU BUDGET ANNEXE ZA LA SAUZAIE DU 1^{er} JANVIER 2021 AU 31 DECEMBRE 2021

	REALISATIONS	
	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement
Recettes de l'exercice	228 806,76 €	84 589,72 €
Dépenses de l'exercice	228 806,76 €	144 217,04 €
Résultats de l'exercice	0 €	-59 627,32 €
Résultats antérieurs reportés	0 €	-559 201,49 €
Résultats de clôture	0 €	-618 828,81 €

- de **déclarer** toutes les opérations de l'exercice 2021 définitivement closes et les crédits annulés.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-34. Affectation des résultats de l'exercice 2021 du Budget Principal

Monsieur Bruno DRAPRON revient en séance et reprend la Présidence de l'Assemblée.

Monsieur Philippe CALLAUD indique que le résultat de l'exercice s'élève à 1 450 000 euros. En reportant le résultat antérieur, il atteint 11 125 000 euros pour la section de fonctionnement.

En ce qui concerne la section d'investissement, le solde est de 6 067 000 euros, et de 3 368 000 euros en intégrant le résultat reporté.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir à quoi correspondent les comptes 002 et 001.

Monsieur Philippe CALLAUD explique que le compte 002 est un compte de réserve. Le solde d'exécution cumulé au compte 001 correspond à des réserves provenant de la section d'investissement.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur expose que l'exercice budgétaire et comptable 2021 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats de fonctionnement.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2021 en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2021	31 101 470,11 €	32 552 122,22 €	+ 1 450 652,11 €
Résultat antérieur reporté (002)	-		+ 9 675 139,40 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2021	-		+ 11 125 791,51 € = Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2021	5 307 125,22 €	11 374 534,57 €	+ 6 067 409,35 €
Solde d'exécution reporté (001)	-		- 2 699 444,28 €
Solde d'exécution au 31/12/2021	-		+ 3 367 965,07 €
Restes à réaliser			
Solde des restes à réaliser au 31/12/2021	2 763 739,66 €	2 184 731,28 €	- 579 008,38 €
Solde d'exécution au 31/12/2021 corrigé des restes à réaliser	-		+ 2 788 956,69 €

- La section de fonctionnement laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2021 de + 11 125 791,51 €. Cet excédent constitue le résultat à affecter.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2021, un solde d'exécution de + 3 367 965,07 €. Celui-ci, corrigé des restes à réaliser, aussi bien en dépenses qu'en recettes, fait apparaître un solde d'exécution de + 2 788 956,69 €.

L'instruction comptable M14 dispose qu'après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat :

- En priorité à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement.
- Puis au choix pour le solde à affecter :
 - o Soit au financement de la section d'investissement

- Soit au financement de la section de fonctionnement

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

Considérant que la section d'investissement dégage un solde d'exécution corrigé des restes à réaliser, positif,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les résultats de clôture constatés au 31/12/2021,

- d'approuver l'affectation du résultat de la manière suivante :

- Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : 11 125 791,51 €
- Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : 3 367 965,07 €

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-35. Bilan annuel des Autorisations de Programme / Crédits de Paiement (AP/CP)

Monsieur le Président rappelle que les AP/CP permettent de réaliser des projets pluriannuels. Ce point doit être remis à jour tous les ans.

Monsieur Philippe CALLAUD indique que la mise en place et le suivi des AP/CP nécessitent une délibération du Conseil Communautaire chaque année. Il présente les principaux chiffres de la délibération.

Monsieur Michel ROUX aurait souhaité obtenir une explication concernant la modification d'AP/CP. Il demande si elle signifie qu'il n'existe pas de besoins en 2022 concernant le PLUI, et souhaite savoir pourquoi elle n'a pas été étalée d'un montant égal sur les différentes années. Il considère que ce service va être largement sollicité au vu des modifications prévues sur certaines zones artisanales.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS précise qu'il s'agit de l'AP/CP PLUI. La phase de recrutement des bureaux d'études est en cours, et les frais seront donc très limités cette année. Ils ont de ce fait été étalés sur les années qui suivent.

Monsieur Philippe CALLAUD poursuit la présentation des AP/CP.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande s'il serait possible, la prochaine fois, de disposer des AP/CP dans le même tableau, afin que les colonnes soient disponibles par années.

Monsieur Philippe CALLAUD souligne que les AP/CP constituent des engagements pluriannuels, qui dépendent d'un certain nombre d'éléments. Il est difficile de les estimer de manière juste dès le départ, c'est pourquoi la loi oblige à les modifier tous les ans.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE le comprend, mais estime qu'une vision par année serait néanmoins plus simple. Par ailleurs, elle souhaite savoir si l'investissement concernant la voie de chemin de fer est définitivement abandonné.

Monsieur le Président explique que les engagements pris concernant la LGV n'ont pas été tenus. De ce fait, la décision a été prise de ne pas achever le paiement. La promesse convenue au départ n'est pas celle qui a été réalisée. L'Agglomération se bat néanmoins pour une desserte améliorée vers Niort et vers Bordeaux. Le souhait est d'être connecté de manière plus rapide à Bordeaux le plus tôt possible. En effet, un tram va connecter l'aéroport et la gare de Bordeaux en 20 minutes. Si l'Agglomération se trouvait à 1 heure 05 de

Bordeaux, elle serait donc à 1 heure 30 de l'avion, ce qui change tout d'un point de vue économique.

Monsieur Philippe CALLAUD indique que d'un point de vue juridique, il s'agit d'une exception de non-exécution. Si une partie ne respecte pas ses engagements, l'autre peut s'en dispenser.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande à partir de quel moment des nouvelles seront disponibles.

Monsieur le Président explique que l'Agglomération effectue du lobbying, toutefois elle n'est pas seule à décider.

Monsieur Jean-Philippe MACHON souligne qu'en regardant les AP/CP précédentes et les modifications, les écarts entre le réalisé et ce qui était prévue au budget 2021 se retrouvent. Un décalage dans le temps est observé sur les programmes d'AP/CP. Le décalage est normal dans le cas d'une actualisation, en revanche des difficultés à réaliser sont indéniables. Il va donc s'abstenir concernant cette délibération, non pas sur le fond, mais sur le fait qu'une accélération des investissements devrait être observée conformément aux AP/CP proposés.

Monsieur le Président rappelle que certains AP/CP ont été votés avant 2020. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

Destinées à faciliter la gestion des investissements pluriannuels, les Autorisations de Programmes et Crédits de Paiement (AP/CP) sont régies par les articles L. 5211-36, L. 2311-3 et R. 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Les Autorisations de Programme (AP) sont les limites supérieures des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles sont sans limite de durée jusqu'à ce qu'il soit décidé de leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les Crédits de Paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pour couvrir des engagements contractés dans le cadre des AP.

La mise en place et le suivi annuel des AP/CP nécessitent une délibération du Conseil Communautaire, distincte de celle du budget. Cette délibération fixe l'enveloppe globale de la dépense, ainsi que la répartition dans le temps.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1612-1, L.2311-3 et R.2311-9,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Considérant que, chaque année, obligation est faite de réaliser un bilan des autorisations de programme et de crédits de paiement (AP/CP) en cours et d'effectuer, éventuellement, les modifications qui s'imposent du fait des adaptations apportées ou subies par les différents programmes.

Considérant qu'il est proposé de constater la réalisation 2021 et d'apporter les modifications qui s'imposent, soit au niveau de l'échelonnement des crédits de paiement, soit au niveau de l'autorisation de programme et des crédits de paiement, s'il y a lieu.

Budget Principal

❖ AP/CP Réserve foncière :

Par délibération n° 2021-39 du 30 mars 2021, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a modifié la répartition des crédits de paiement de cette autorisation de programme comme suit :

Autorisation de programme	CP réalisés				CP prévisionnels	
	antérieures (2014)	2018	2019	2020	2021	2022
1 798 190 €	1 466,80 €	570 278,09 €	159 401,97 €	2 158,39 €	407 659 €	657 225,75 €

- Au vu des crédits réalisés en 2021 et des prévisions de réalisation pour les années suivantes, il convient de prolonger cette autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

Autorisation de programme	CP réalisés		CP prévisionnels			
	antérieures (2014-2020)	2021	2022	2023	2024	2025
1 798 190 €	733 305,25 €	4 127,20 €	825 959,00 €	100 000,00 €	100 000,00 €	34 798,55 €

❖ AP/CP Requalification des ZAE :

Par délibération n° 2022-39 du 30 mars 2021, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a modifié la répartition des crédits de paiement de cette autorisation de programme comme suit :

Autorisation de programme	CP réalisés			CP prévisionnels	
	2018	2019	2020	2021	2022
989 882 €	25 178,81 €	26 355,58 €	315 279,04 €	495 000 €	128 068,67 €

- Au vu des crédits réalisés en 2021 et des prévisions de réalisation pour les années 2022 et 2023, il convient de prolonger et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

Autorisation de programme	CP réalisés				CP prévisionnels	
	2018	2019	2020	2021	2022	2023
989 882 €	25 178,81 €	26 355,58 €	315 279,04 €	134 897,13 €	60 000,00 €	428 171,44€

❖ AP/CP Modernisation signalisation : ligne ferroviaire La Rochelle-Saintes :

Par délibération n° 2021-39 du 30 mars 2021, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a prolongé l'autorisation de programme et modifié la répartition des crédits de paiement comme suit :

Autorisation de programme	CP réalisés					CP prévisionnels	
	Réalisations cumulées au 31/12/2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
645 755 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	645 755 €

- Au vu des crédits non réalisés, il convient de clore cette autorisation de programme :

Autorisation de programme	CP réalisés				
	Réalisations cumulées au 31/12/2017	2018	2019	2020	2021
0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

❖ AP/CP Véhicules :

Par délibération n° 2021-39 du 30 mars 2021, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a prolongé l'autorisation de programme et modifié la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés				CP prévisionnels	
Autorisation de programme	2017	2018	2019	2020	2021	2022
218 000 €	0 €	36 499,71 €	108 565,48 €	3 082,12 €	0 €	69 852,69 €

- Au vu des crédits non réalisés, il convient de clore cette autorisation de programme et de diminuer son montant global de la façon suivante :

	CP réalisés				
Autorisation de programme	2017	2018	2019	2020	2021
148 147.31 €	0 €	36 499,71 €	108 565,48 €	3 082,12 €	0 €

❖ AP/CP Flow vélo :

Par délibération n° 2021-39 du 30 mars 2021, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a modifié la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés				CP prévisionnels	
Autorisation de programme	antérieurs (2016-2017)	2018	2019	2020	2021	2022
6 172 973 €	290 545,41 €	232 607,55 €	271 483,86 €	8 040, 00 €	350 000 €	5 020 296,18 €

- Au vu des crédits réalisés en 2021 et des prévisions de réalisation pour les années suivantes, il convient de prolonger la durée de l'autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés					CP prévisionnels	
Autorisation de programme	antérieurs (2016-2017)	2018	2019	2020	2021	2022	2023
6 172 973 €	290 545,41 €	232 607,55 €	271 483,86 €	8 040, 00 €	123 159,84 €	595 000,00 €	4 652 136,34€

❖ AP/CP Programme Local de l'Habitat 2017-2022 :

Par délibération n°2021-202 du 24 novembre 2021, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés			CP prévisionnels				
Autorisation de programme	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
3 372 032 €	18 000 €	199 324,18 €	258 840,19 €	778 500 €	730 000 €	575 000 €	453 000 €	359 367,63 €

- Au vu des crédits réalisés en 2021 et des prévisions de réalisation pour les années 2022 et suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés				CP prévisionnels			
Autorisation de programme	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
3 372 032 €	18 000 €	199 324,18 €	258 840,19 €	220 034,68 €	1 618 417 €	570 100 €	303 400 €	183 915,95 €

❖ **AP/CP Aqueduc :**

Par délibération n°2022-16 du 10 février 2022, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés			CP prévisionnels
Autorisation de programme	2019	2020	2021	2022
2 818 104,46 €	5 576,63 €	239 743,28 €	443 545,49 €	2 129 239,06 €

➤ Cette autorisation de programme ne fait pas l'objet de modifications.

❖ **AP/CP Informatique : nouveau siège :**

Par délibération n°2021-202 du 24 novembre 2021, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés	CP prévisionnels	
Autorisation de programme	2020	2021	2022
830 000 €	54 056,42 €	574 000 €	364 743,58 €

➤ Au vu des crédits réalisés en 2021 et des prévisions de réalisation pour les années 2022 et 2023, il convient de prolonger l'autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés		CP prévisionnels	
Autorisation de programme	2020	2021	2022	2023
830 000 €	54 056,42 €	100 175,86 €	364 743,58 €	311 024,14 €

❖ **AP/CP Soutien à l'équilibre des opérations de logement social :**

Par délibération n°2021-39 du 30 mars 2021, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a prolongé et a ventilé la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés		CP prévisionnels			
Autorisation de programme	2019	2020	2021	2022	2023	2024
140 000 €	0 €	0 €	35 000 €	35 000 €	35 000 €	35 000 €

➤ Au vu des crédits non réalisés en 2021 et des prévisions de réalisation pour les années 2022 et suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés			CP prévisionnels		
Autorisation de programme	2019	2020	2021	2022	2023	2024
140 000 €	0 €	0 €	0 €	14 000 €	49 000 €	77 000 €

❖ **AP/CP Subventions d'équipement aux communes : bâtiments scolaires :**

Par délibération n°2021-39 du 30 mars 2021, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés		CP prévisionnels	
Autorisation de programme	2019	2020	2021	2022
4 000 000 €	0 €	0 €	8 195 €	3 991 805 €

- Au vu des crédits réalisés en 2021, il convient de prolonger l'autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés			CP prévisionnels	
Autorisation de programme	2019	2020	2021	2022	2023
4 000 000 €	0 €	0 €	8 195 €	0 €	3 991 805 €

❖ AP/CP Développement des énergies renouvelables :

Par délibération n° 2021-39 du 30 mars 2021, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ventilé la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP prévisionnels				
Autorisation de programme	2021	2022	2023	2024	2025
1 000 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €

- Au vu des crédits non réalisés en 2021, il convient de prolonger la durée de cette autorisation de programme et de ventiler la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés	CP prévisionnels				
Autorisation de programme	2021	2022	2023	2024	2025	2026
1 000 000 €	0 €	50 000 €	200 000 €	200 000 €	200 000 €	350 000 €

❖ AE/CP Subvention EPIC Office de Tourisme de Saintes :

Par délibération n° 2021-39 du 30 mars 2021, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a réparti des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés	CP prévisionnels	
Autorisation d'engagement	2020	2021	2022
1 455 000 €	490 000 €	475 000 €	490 000 €

- Cette autorisation d'engagement ne fait pas l'objet de modifications.

	CP réalisés		CP prévisionnels
Autorisation d'engagement	2020	2021	2022
1 455 000 €	490 000 €	475 000 €	490 000 €

❖ AP/CP « PLUi » :

Par délibération n° 2021-39 du 30 mars 2021, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a décidé de créer une autorisation de programme « PLUi » et de ventiler les crédits de paiement comme suit :

	CP prévisionnels				
Autorisation de programme	2021	2022	2023	2024	2025
990 000 €	82 500 €	226 875 €	226 875 €	226 875 €	226 875 €

- Au vu des crédits réalisés en 2021 et des prévisions de réalisation pour les années 2022 et suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés	CP prévisionnels			
Autorisation de programme	2021	2022	2023	2024	2025
990 000 €	224,38 €	68 000 €	226 875 €	226 875 €	468 025,62 €

Budget Annexe ZAC Centre Atlantique

❖ AP/CP « ZAC Centre Atlantique » :

Par délibération n° 2021-39 du 30 mars 2021, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés			CP prévisionnels		
Autorisation de programme	Réalisations cumulées au 31/12/2018	2019	2020	2021	2022	2023
12 646 292,40 €	6 687 132,95 €	700 392,22 €	582 062,93 €	2 808 200 €	1 000 000 €	868 504,30 €

Au vu des crédits réalisés en 2021 et des prévisions de réalisation pour les années 2022 et suivantes, il convient d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés				CP prévisionnels	
Autorisation de programme	Réalisations cumulées au 31/12/2018	2019	2020	2021	2022	2023
12 646 292,40 €	6 687 132,95 €	700 392,22 €	582 062,93 €	47 192,89 €	2 294 211,00 €	2 335 300,41 €

Budget Annexe ZAC des Charriers Sud

❖ AP/CP « ZAC des Charriers Sud » :

Par délibération n° 2021-39 du 30 mars 2021, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a augmenté la durée de cette autorisation de programme et a ajusté la répartition des crédits de paiement comme suit :

	CP réalisés		CP prévisionnels				
Autorisation de programme	Réalisations cumulées au 31/12/2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
15 993 749,84 €	188 473 ,55 €	22 209 €	298 862 €	2 173 310,10 €	1 487 469,86 €	9 372 443,45 €	2 450 981,88 €

Au vu des crédits réalisés en 2021 et des prévisions de réalisation pour les années 2022 et suivantes, il convient d'augmenter la durée de l'autorisation de programme et d'ajuster la ventilation des crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés		CP prévisionnels				
Autorisation de programme	Réalisations cumulées au 31/12/2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
15 993 749,84 €	210 682,55 €	703,27 €	202 071,00 €	2 173 310,10 €	1 487 469,86 €	9 372 443,45 €	2 547 069,61 €

Budget Annexe ZA La Sauzaie

❖ AP/CP « ZA La Sauzaie » :

Par délibération n° 2021-39 du 30 mars 2021, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a augmenté la durée de cette autorisation de programme et a ajusté les crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés				CP prévisionnels
Autorisation de programme	Réalisations cumulées au 31/12/2017	2018	2019	2020	2021
791 887,91 €	0 €	35 591,93 €	182 545,98 €	341 063,58 €	232 686,42 €

Au vu des crédits réalisés en 2021 et des prévisions de réalisation pour les années 2022 et suivantes, il convient d'augmenter la durée de cette autorisation de programme et d'ajuster les crédits de paiement de la façon suivante :

	CP réalisés			CP prévisionnels	
Autorisation de programme	Réalisations cumulées au 31/12/2019	2020	2021	2022	2023
791 887,91 €	218 137,91€	341 063,58 €	144 217,04 €	13 300,00 €	75 169,38 €

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** l'ensemble des modifications d'autorisations de programme et des crédits de paiement telles que décrites ci-dessus.
- **de prévoir** l'inscription aux budgets primitifs 2022 des crédits de paiements correspondants, tels qu'ils figurent dans les tableaux ci-dessus.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant délégué en charge des Finances à liquider et mandater les dépenses à hauteur des crédits de paiement 2022 approuvés dans les autorisations de programme et d'engagement et crédits de paiement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 51 Voix pour
- 0 Voix contre
- 6 Abstentions (Mme Dominique DEREN, Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, M. Jean-Philippe MACHON, M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLETT)
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-36. Rapport 2021 développement durable

Monsieur Fabrice BARUSSEAU indique qu'il s'agit de prendre acte, comme chaque année, du rapport de développement durable qui a été communiqué. Le stade envisagé en début d'année 2021 n'a pas été tout à fait atteint, la situation du pays ayant ralenti de nombreux projets. D'autres sont en cours, ils devraient sortir en 2022 et consommer une partie des AP/CP prévus dans ce domaine. En 2021, l'accent a été mis sur la problématique du pluvial. Les travaux sont partiellement réalisés, notamment en ce qui concerne la station d'épuration. La plus grande partie des budgets ont été engagés dans ce domaine. Les projets en lien avec le photovoltaïque se poursuivent, ils en sont encore au stade des études. Ils devraient émerger en 2022. En ce qui concerne la préservation de la ressource en eau, des programmes ressources vont être à l'ordre du jour. Ils ont été travaillés en 2021 et seront normalement signés en 2022. L'animation du site Natura 2000 a été reprise, il s'agit d'un point important pour une meilleure animation sur le territoire, en lien direct avec la compétence eau. Les éléments en lien avec la GEMAPI et la préservation des milieux sont délégués à des syndicats, qui œuvrent sous délégation.

Monsieur Michel ROUX a relevé une phrase en page 9 au sujet de la préservation et la mise en valeur du patrimoine naturel. La phrase indique que la CDA a travaillé en 2021 sur les sentiers de randonnée. Il avait cru comprendre que la compétence liée aux chemins de randonnée était revenue aux communes, hormis en ce qui concerne les chemins de randonnée d'intérêt communautaire.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU n'a pas eu d'informations concernant le retour de cette compétence aux communes.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE a pris acte de l'existence de nombreux projets pertinents et encourageants. Elle regrette que Saintes ne suive pas cet exemple. Elle remarque par ailleurs que l'autonomie alimentaire territoriale est évoquée. Or, dans le cadre d'une prochaine délibération, il est prévu d'enlever 6 hectares de terres agricoles pour les transformer en zone d'activités.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU laissera Monsieur ROUAN répondre sur ce point. Par ailleurs, les projets saintais n'apparaissent pas dans ce cadre, toutefois il existe des projets en gestation, qui devraient émerger en 2022. Il espère que les projets saintais seront notés dans le prochain rapport 2022, néanmoins Saintes n'est pas à la traîne des autres communes dans ce domaine, des études sont bien en cours de ce côté.

Monsieur Frédéric ROUAN explique que si 6 hectares sont pris quelque part, ils devront être compensés, d'où la stratégie foncière développée depuis quelques mois d'acquérir des terrains.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER évoque le signal d'alarme lancé par le GIEC. Ce dernier travaille évidemment au niveau mondial, toutefois chacun peut agir à son niveau. Il en va de même pour les communes, notamment en matière d'économies d'énergie. Il convient d'accélérer, et de budgéter de nombreux éléments. Le dernier rapport du GIEC est particulièrement alarmiste.

Monsieur le Président remercie Jean-Pierre ROUDIER d'évoquer le GIEC. Un jeune chef d'entreprise bordelais ayant permis d'établir un résumé du rapport du GIEC a été reçu récemment. Il considère que tous les élus devraient avoir connaissance du rapport du GIEC, afin de savoir ce qu'il convenait de faire et de ne surtout plus faire. Il a ainsi créé avec ses équipes un résumé d'une vingtaine de pages, et a également proposé à un sénateur du Nord de déposer un projet de loi imposant qu'à chaque début de mandat, le rapport simplifié du GIEC soit présenté. Il serait intéressant de pouvoir recevoir un spécialiste du GIEC au sein de l'Agglomération, afin d'effectuer une présentation pédagogique du rapport. Monsieur le Président propose donc d'inviter à la rentrée les personnes ayant réalisé ce résumé du GIEC. Même les petites mesures mises en place localement sont importantes.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER confirme que le rapport est peu lisible pour quelqu'un de novice.

Monsieur Rémy CATROU est très satisfait. Il considère que prendre en considération les écrits du GIEC constitue une grande victoire pour ceux qui se battent depuis des décennies en faveur de l'environnement et du nécessaire virage écologique. Il signifie que le GIEC n'en est pas à sa première alerte. Un long chemin de prise de conscience a été mené par un certain nombre de militants pour que des évolutions dans les modes de vie et de production soient considérées.

En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle qu'en application des articles L. 2311-1-1 et D. 2311-15 du CGCT, il y a lieu, préalablement aux débats sur le projet de budget 2022, de présenter un rapport sur la situation en matière de développement durable intéressant le fonctionnement de la CDA, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L. 2311-1-1 et D. 2311-15,

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, et son décret d'application n°2011-687 du 17 juin 2011,

Considérant le rapport sur le développement durable présenté par le Vice-Président en charge entre autres de la transition écologique, de la protection et de la mise en valeur de l'Environnement et du cadre de vie,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de prendre acte du rapport 2021 sur le développement durable présenté préalablement aux débats sur le projet de budget 2022.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

PREND ACTE à l'unanimité de la présentation du rapport sur le développement durable.

2022-37. Extension de la zone d'activités communautaire des Brandes à Chaniers

Monsieur le Président indique qu'un travail quotidien est mené avec Monsieur ROUAN afin de permettre aux entreprises qui souhaitent venir ou se développer sur le territoire de trouver du foncier. Aujourd'hui, une opportunité d'acquérir du terrain se présente, et est compensée au niveau des agriculteurs. Elle permettra de conserver une belle entreprise du territoire, et d'en faire venir d'autres. Le terrain représente 8,4 hectares, et nécessite un permis d'aménager pour le lancement d'études archéologiques et environnementales. Un budget d'1 033 200 euros est prévu à cet effet. Les recettes, avec une revente du foncier à hauteur de 20 euros par mètre carré, s'élèveront à 1,3 millions d'euros. Cette délibération permettra de lancer les études nécessaires à l'extension de la zone de Brandes. En l'absence de questions, il soumet la délibération au vote.

Contexte et objectifs :

Le rapporteur rappelle que plusieurs entreprises locales ont sollicité la Communauté d'Agglomération de Saintes concernant des projets de développement de leurs activités. Elles souhaitent acquérir des terrains à court terme pour pouvoir développer leur activité.

Il convient de noter que la Communauté d'Agglomération de Saintes ne dispose pas à ce jour du foncier adapté à ces entreprises.

La zone d'activités des Brandes, à Chaniers, a été transférée à l'agglomération de Saintes lors du transfert de la compétence ZAE par délibération du Conseil communautaire du 14 septembre 2017. Depuis ce transfert de compétence, la Communauté d'agglomération de Saintes est seule compétente pour étendre ou aménager des zones d'activités sur son territoire.

La zone d'activités des Brandes présente un potentiel d'extension d'environ 8ha identifié dans le PLU communal (zones Ux et AUx). Le SCOT du Pays de Saintonge Romane classe la commune de Chaniers dans le pôle saintais. La consommation d'espace de l'extension de la zone d'activités des Brandes viendra impacter l'enveloppe de 35ha dédiée aux activités économiques sur le secteur Est du pôle saintais.

Aussi, au vu des éléments de contexte présentés ci-avant, il est proposé de réaliser une extension de la zone d'activités des Brandes afin de répondre aux besoins urgents de développement de ces entreprises du territoire.

Proposition de montage opérationnel :

Le projet devra permettre la réalisation des voiries et accès desservant les futurs terrains, l'extension et la création des réseaux et équipements nécessaires, les divisions parcellaires définissant l'emprise des espaces « publics » et des futures parcelles privées.

Un permis d'aménager sera nécessaire pour la réalisation de ce projet, qui, de par sa typologie et sa superficie sera soumis à :

- *déclaration au titre de la Loi sur l'eau, avec évaluation des incidences du projet sur Natura 2000,*
- *évaluation environnementale au cas par cas : cette procédure pouvant aboutir, si l'évaluation environnementale est prescrite, à la réalisation d'une étude d'impact,*
- *archéologie préventive, nécessitant une demande d'avis auprès de la DRAC qui pourrait prescrire la réalisation d'un diagnostic et/ou de fouilles archéologiques*

Il est proposé de faire appel à un (ou plusieurs) prestataire(s) extérieur(s) afin de réaliser les études du permis d'aménager jusqu'au suivi des travaux. Ces études intégreront la réalisation des dossiers environnementaux ainsi que les études techniques et de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation des travaux. Un levé topographique et une étude de sols (géotechnique) seront également nécessaires à l'élaboration du dossier de permis d'aménager. L'agglomération missionnera également les opérateurs compétents pour la réalisation des investigations archéologiques (diagnostic et/ou fouilles) si celles-ci étaient requises.

Périmètre d'études :

Le périmètre d'étude est annexé à la présente délibération et couvre une surface de 8,4ha.

Celui-ci inclus des parcelles, appartenant à 10 propriétaires différents, que la Communauté d'Agglomération de Saintes devra acquérir.

Ces terrains sont en partie exploités par un exploitant agricole (~6ha) qui souhaite être compensé prioritairement en foncier. La Communauté d'agglomération de Saintes devra donc rechercher, sur son territoire, du foncier à acquérir correspondant aux attentes de l'exploitant afin d'assurer sa compensation foncière.

Sursis à statuer :

Dans l'attente de la réalisation de ce projet, est ouverte la possibilité d'instituer « un périmètre de sursis à statuer », correspondant au périmètre d'études.

L'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ouvre la possibilité de prendre en considération un projet d'opération d'aménagement. Dans ce périmètre d'études, indépendamment du zonage du document d'urbanisme (PLU), l'autorité compétente peut décider de surseoir à statuer sur toutes les demandes d'utiliser ou d'occuper le sol relatives à des projets susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation de l'opération d'aménagement projetée.

Le bilan estimatif prévisionnel :

Dépenses d'études opérationnelles et techniques	34 606 €
Dépenses d'acquisitions foncières à réaliser	361 325 €
Dépenses travaux + maîtrise d'œuvre	589 258 €
Dépenses archéologie DIAGNOSTIC (si prescrit)	48 011 €
Dépenses archéologie FOUILLES	Non connues
TOTAL DEPENSES	1 033 200 €
Recettes sur vente du foncier (20€/m ²)	1 300 000 €
TOTAL RECETTES	1 300 000 €

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L. 421-2, L. 424-1 et R. 424-24,

Vu le Code de l'Environnement, notamment les articles L. 122-1, L. 214-1 et suivants, L. 414-4, R.122-2 et R. 214-1,

Vu le Code du Patrimoine, notamment les articles R. 523-1 (et suivants) et R. 523-14,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif à la compétence obligatoire « Développement économique » et comprenant entre autres « la création et l'aménagement des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale »,

Vu la délibération n°2017-172 du Conseil Communautaire du 14 septembre 2017 déterminant des espaces objets du transfert des zones d'activité économique (ZAE),

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Chaniers approuvé le 30 octobre 2006,

Considérant les éléments précédemment apportés par le rapporteur,

Considérant les crédits nécessaires inscrits au Budget primitif du Budget annexe Zones d'activités communautaires,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le lancement des études pour la création d'une zone d'activités économique à Chaniers, en extension de la zone d'activités des Brandes, et d'autoriser l'engagement des négociations amiables pour les acquisitions foncières nécessaires au projet et à la compensation agricole de l'exploitant impacté par le projet.
- **d'approuver** le périmètre d'études joint en annexe, conformément à l'article L. 424-1 du Code de l'Urbanisme, pour une surface d'environ 8,4 hectares. En application de l'article R. 151-52 du Code de l'Urbanisme, le périmètre sera reporté sur un document graphique annexé au document d'urbanisme concerné.

- **d'instaurer** à l'intérieur de la zone ainsi délimitée, et à compter de la présente délibération, un sursis à statuer qui pourra être opposé aux demandes d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations, dans les formes prévues à l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, à effectuer toutes les démarches et formalités ainsi qu'à signer tous les documents se rapportant à cette affaire.
- **de préciser** qu'en application de l'article L. 424-1 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes et en Mairie de Chaniers pendant 1 mois, et d'une mention, en caractère apparent, dans un journal diffusé dans le département de la Charente-Maritime.
- **d'inscrire** au budget les sommes nécessaires à la réalisation du projet.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-38. Vote des taux de fiscalité directe locale et du produit de la taxe GEMAPI pour 2022

Monsieur Philippe CALLAUD donne lecture d'extraits de la délibération.

Monsieur le Président insiste sur le fait que le choix a été fait de ne pas augmenter la fiscalité. De nombreuses agglomérations ont profité de la disparition de la taxe d'habitation pour augmenter les autres taxes. L'Agglomération de Saintes n'a pas souhaité faire ce choix. Par ailleurs, en ce qui concerne le versement transport, elle est la moins chère du département. Là encore, nous avons décidé de ne pas imputer de nouvel impôt aux entreprises, au regard de la situation actuelle.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE s'assure d'avoir bien compris qu'outre les taxes foncières sur les propriétés bâties et non-bâties, les autres impôts n'augmentaient pas par rapport à l'année précédente.

Monsieur le Président le confirme. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

Depuis 2010, la Cotisation Economique Territoriale (CET) s'est substituée à la Taxe Professionnelle. La CET est composée de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), produit d'une base foncière à laquelle est appliqué un taux local, et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée (CVAE) elle-même calculée à partir de la valeur ajoutée produite par les entreprises et à laquelle s'applique un taux national. La CFE est, pour sa part, assise sur la valeur locative des biens passibles de taxe foncière ; elle est affectée en totalité aux intercommunalités.

Pour l'année 2022, compte tenu des prévisions budgétaires, il est proposé de reconduire le taux de l'année 2021, soit 25,38 %.

Depuis 2011, suite à la réforme de la fiscalité locale introduite par la loi de Finance initiale de 2010, les Communautés d'Agglomérations percevaient une part de taxe d'habitation, ainsi qu'une part de foncier bâti et non bâti. La loi de Finance de 2020 a acté la suppression définitive de la taxe d'habitation à compter de 2023 pour l'ensemble des contribuables (à l'exception de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires). Afin de compenser financièrement la perte de cette taxe d'habitation, une nouvelle répartition des recettes fiscales des collectivités territoriales est mise en œuvre depuis 2021. Ainsi, la Communauté d'Agglomération de Saintes -à l'instar des autres collectivités concernées- perçoit, en compensation de la taxe d'habitation, une fraction de TVA.

Par conséquent, il n'est plus nécessaire de voter un taux de taxe d'habitation, seuls les taux de foncier bâti et non bâti demeurent.

Pour l'année 2022, compte tenu des prévisions budgétaires, il est proposé au Conseil Communautaire de reconduire les taux de 2021 des deux taxes restantes, soit un taux de 2,33 % sur les propriétés non bâties, et 0,00% sur les propriétés bâties.

Enfin, le vote des taux de fiscalité directe locale doit intervenir avant 15 avril 2022, et doit faire l'objet d'une délibération spécifique distincte de celle portant approbation du budget, même si les taux restent inchangés et que leur examen a lieu au cours de la même séance du conseil communautaire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général des Impôts et notamment les articles 1639 A et 1530 bis,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

Vu la délibération n°2018-196 du Conseil Communautaire en date du 27 septembre 2018 portant instauration de la Taxe GEMAPI,

Considérant les ressources nécessaires pour assurer l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Considérant les recettes fiscales de la Communauté d'Agglomération de Saintes qui sont assises à la fois sur la fiscalité des ménages et sur la fiscalité économique,

Considérant le souhait de maintenir au niveau de 2021 les taux de fiscalité et le produit d'imposition de la taxe GEMAPI,

Considérant que cette délibération intervient avant la réception de l'état 1259 relatif à la notification des taux,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

1. **de fixer** le taux applicable à la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) à 25,38 %,
 2. **de fixer** le taux applicable à la part de taxe foncière sur les propriétés non bâties à 2,33 % ;
 3. **de fixer** le taux applicable à la part de taxe foncière sur les propriétés bâties à 0,00% ;
 4. **de fixer** le produit d'imposition de la taxe GEMAPI à 275 000 € ;
 5. **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Finances à signer tous les documents nécessaires et d'entreprendre toutes les démarches à cet effet.
- **De préciser** que le taux applicable à la taxe d'habitation pour les résidences secondaires est figé au taux 2019 de 7,85 depuis la réforme de la taxe d'habitation.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 57 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-39. Budget Primitif 2022 - Budget Principal

Monsieur Philippe CALLAUD donne lecture des chiffres de la délibération.

Monsieur le Président ajoute que les membres disposent des documents exhaustifs.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir si le projet de la piscine sera modeste, comme celui réalisé au niveau du Centre Aquatique Aquarelle, ou s'il s'agira d'un projet davantage d'ampleur. Il n'existe plus de bassin de 50 mètres pour les nageurs, ni de possibilités de disposer d'équipes de water-polo. Elle avait déjà interpellé au sujet du dojo, qui concerne un certain nombre de sportifs. La piscine concerne quant à elle tout le monde. La précédente avait été très mal calibrée. Elle espère que cette fois, le projet sera utile à tout le territoire.

Monsieur Alexandre GRENOT explique qu'une longueur de 50 mètres couverts ne sera pas possible. En revanche, un travail sera mené avec les clubs et les associations afin de connaître leurs attentes. Le projet envisagé est ambitieux, mais demeure modeste par rapport aux finances de l'Agglomération.

Monsieur le Président ajoute qu'en cette période, les prix sont très incertains. Un budget de 7 millions avait été inscrit pour ce projet, et le souhait est de le tenir. L'ambition initiale devra peut-être être revue à la baisse. Dans tous les cas, il est nécessaire de disposer d'une piscine pour les clubs ainsi que les enfants.

Monsieur Francis GRELLIER confirme que les prix s'élèvent de manière vertigineuse, au point que certaines communes renoncent à leurs projets de construction de piscine.

Madame Mireille ANDRÉ souhaite savoir si la piscine de Saint-Césaire va demeurer malgré ce projet de construction.

Monsieur Alexandre GRENOT assure que la piscine de Saint-Césaire sera maintenue. Elle présente un attrait touristique certain.

Monsieur le Président ajoute que les problématiques ont été réglées.

Monsieur Alexandre GRENOT souligne que la nouvelle piscine sera dédiée aux associations, aux clubs et aux scolaires. Elle ne sera pas en concurrence avec Aquarelle ou avec Saint-Césaire.

Monsieur Francis GRELLIER précise que la piscine de Saint-Césaire attirait entre 5 000 et 6 000 utilisateurs par an en 2018 et 2019. Ces niveaux étaient un peu plus bas en 2020 et 2021 du fait des circonstances particulières.

Monsieur Rémy CATROU considère qu'un bassin de 50 mètres constitue le marqueur d'une ambition. Tous les bassins autour de Saintes sont nécessaires, puisque la première mission des piscines est d'abord d'être accessibles aux élèves. Actuellement, ils n'y vont pas tous, et le projet natation en France est absolument nécessaire. Les noyades d'enfants sont encore trop nombreuses, et une façon efficace de les éviter est que les enfants se rendent régulièrement à la piscine. Multiplier par deux la surface d'une piscine revient également à multiplier par deux le nombre d'enfants qui peuvent y accéder. Il est certain que le coût est important.

Monsieur le Président a appris à nager dans une piscine de 50 mètres, et observe qu'il s'agit d'une longueur importante. Cette longueur peut être impressionnante.

Monsieur Rémy CATROU considère qu'il convient d'être ambitieux. Un bassin de 50 mètres est présent à Cognac, et les premiers bassins couverts se trouvent à La Rochelle, Angoulême ou Bordeaux. L'Agglomération a besoin de ces équipements. Par ailleurs, la demande des clubs de natation porte plutôt sur un bassin de 50 mètres.

Monsieur Alexandre GRENOT précise que les clubs ont été consultés. L'important est que l'apprentissage de la natation soit gratuit sur l'ensemble du territoire de la CDA. L'état de la piscine Starzinsky n'est plus tolérable. Être raisonnable ne signifie pas ne pas être ambitieux. Le principal est que les enfants sachent nager. Ils ne sauront pas mieux nager dans une piscine de 50 mètres, et ne seront pas forcément plus nombreux non plus, puisque pour accueillir plus d'enfants, plus de vestiaires et de maîtres-nageurs seront nécessaires.

Monsieur le Président observe que la piscine est élargie, avec 6 lignes au lieu de 5.

Monsieur Alexandre GRENOT ajoute que cet élargissement permettra d'accueillir des compétitions régionales.

Monsieur le Président déclare que l'Agglomération de Saintes peut s'enorgueillir de permettre aux maternelles d'accéder à la piscine, ce qui est plutôt rare. A proximité de la côte, il semble essentiel que les enfants de l'Agglomération sachent nager.

Monsieur Alexandre GRENOT précise que l'idée est d'aller chercher le maximum de subventions, afin de minimiser le coût pour le territoire.

Monsieur Michel ROUX compare les budgets primitifs 2021 et 2022, et observe une augmentation de 13 millions en fonctionnement. Le budget d'investissement diminue quant à lui d'1 million. Il n'y voit pas le signe d'une bonne dynamique.

Monsieur Philippe CALLAUD précise qu'il s'agit du réalisé. L'ambition est bien présente. La baisse du fonctionnement vise à dégager de l'autofinancement, qui permet d'investir plus.

Monsieur Jean-Philippe MACHON remarque que le budget 2022 a été construit de la même manière que le budget primitif 2021. En revanche, en ajoutant le reste à réaliser au réalisé 2021, le montant atteint 7,4 millions, pour un budget 2022 de 14,5 millions, soit un écart extrêmement important. La question se pose également sur le budget primitif de la ZAC Centre Atlantique. Il souhaiterait obtenir des précisions sur ce point. Par ailleurs, au niveau du parc Atlantique, il semblerait que l'ensemble des terrains soient vendus. En revanche, il ne voit pas de travaux en cours, et demande si une liste des entreprises ayant signé un achat ferme de terrain est disponible. Enfin, en ce qui concerne le Ferrocampus, la CDA est adhérente. Il s'agit d'un projet très important, et il souhaiterait obtenir un point sur l'avancement du projet et la participation de la CDA à celui-ci.

Monsieur Philippe CALLAUD explique que la section de fonctionnement s'équilibre à 14 millions. Les dépenses d'équipement sont d'environ 8 millions, dont 5,5 millions en lien avec les Autorisations de Programme. Le réalisé de 2021 était de 5 millions, mais celui de 2022 était de 8 millions. L'ambition est encore plus élevée en 2022 qu'en 2021.

Monsieur Jean-Philippe MACHON demande ce qui explique cet écart.

Monsieur le Président précise que le Covid a empêché certains travaux.

Monsieur Philippe CALLAUD ajoute que l'exécution a été retardée, les entreprises ne répondant pas comme auparavant, ayant subi le Covid.

Monsieur le Président confirme que l'ensemble des terrains de la ZAC Centre Atlantique sont vendus. Du temps est nécessaire pour que les entreprises s'installent, elles doivent acheter le terrain, présenter un projet, solliciter un permis de construire et valider le financement avant d'entamer les travaux. Sous un an à un an et demi, tout sera commencé. Il existe un seul terrain pour lequel l'offre n'est pas validée, il s'agit de celui de Leroy Merlin. L'entreprise doit toujours déposer son permis de construire. Par ailleurs, l'achat de la deuxième phase est en cours de finalisation. Certaines entreprises attendent avec impatience que des terrains soient mis à disposition. Le territoire est attractif, et de nombreuses entreprises souhaitent soit s'y développer, soit s'y installer. De l'emploi industriel est créé.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE observe que des terrains demeurent sur la deuxième partie de l'extension. Elle demande si l'un d'entre eux sera conservé afin d'héberger un centre de conservation des œuvres d'art du territoire.

Monsieur le Président note l'idée.

Monsieur Jean-Philippe MACHON demande si les actes de vente sont bien signés, et s'il ne s'agit pas uniquement de promesses. Si les actes sont signés, il est possible de connaître le nom des entreprises.

Monsieur le Président explique que des compromis sont signés avant l'acte authentique. Dans la plupart des cas, la situation en est à un stade intermédiaire. Si l'entreprise ne dépose pas le permis, le terrain est récupéré. Pour le moment, l'ensemble des terrains sont sous engagement.

En ce qui concerne le Ferrocampus, Monsieur Eric PANNAUD indique qu'un travail est mené afin de déterminer ce que sera demain cet écosystème particulièrement intéressant pour le territoire. De nouvelles formations vont être ouvertes progressivement, avec une montée en puissance puisque l'objectif est de 180 étudiants et 250 apprenants à l'horizon 2026-2027 sur la place de Saintes. L'Agglomération fait part d'une demande forte de connaître ce calendrier précis de montée en charge. Certaines formations auront lieu à temps plein, d'autres seront ponctuelles. Il convient donc d'ajuster l'offre locative mise à disposition, afin qu'elle ne soit ni trop importante ni trop courte. Ferrocampus est actuellement en pleine acquisition des bâtiments SNCF. Des demandes d'urbanisme parviennent à la mairie de Saintes, sans avoir été partagées au préalable. Ce point est en train de changer, et le président Rousset a répondu favorablement à la demande d'entrée de l'Agglomération dans le Conseil d'Administration. Cette entrée sera effective dès l'Assemblée Générale du jeudi suivant.

Monsieur Jean-Philippe MACHON a entendu dire que l'accueil des élèves ingénieurs sur un site industriel nécessitait une mise en conformité du PLU. Il demande confirmation de ce point.

Monsieur Eric PANNAUD confirme que la question a été soulevée. Il est clair que des ateliers vont devoir être réaménagés pour accueillir des élèves en formation. Les normes ont effectivement changé, et les modifications seront plus importantes que celles qui avaient été estimées dans chaque bâtiment.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER a constaté que le Ferrocampus figurait à l'ordre du jour de la session plénière du Conseil Régional. Il souhaite savoir si un montant a été fléchi sur le Ferrocampus.

Monsieur le Président considère qu'il s'agissait à l'origine d'une AP de 45 millions, qui sera décaissée au fur et à mesure. Il sera possible d'avoir plus d'informations lorsque l'Agglomération fera partie du Conseil d'Administration. Il va se renseigner sur ce point.

Monsieur Rémy CATROU votera contre ce budget. Il souhaite manifester son opposition, pour une raison politique claire qui est que le budget n'est selon lui pas à la hauteur des enjeux. Le budget proposé est dans la lignée du précédent, pour lequel il avait voté contre. Il va devenir nécessaire d'accélérer, en particulier en ce qui concerne les enjeux environnementaux et sociaux.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le Budget primitif 2022 s'inscrit dans le cadre du Rapport d'Orientations Budgétaires présenté au Conseil Communautaire du 10 février dernier, conformément à l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Budget Principal de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 14, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L.2312-3 et R.2312-1,

Plusieurs activités sont gérées sous forme de budgets annexes ; leur vote est proposé par chapitre.

La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au 15 avril 2022 (article L.1612-2 du Code général des collectivités territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire opérations réelles et opérations d'ordre ainsi que les reports.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°2022-15 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2022 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget principal repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 10 février 2022 et les derniers ajustements budgétaires.

A. SECTION DE FONCTIONNEMENT

Celle-ci s'équilibre à 44 231 813,51 €, soit :

	Dépenses	BP 2021	BP 2022
011	Charges à caractère général	5 596 013,15 €	5 409 667,50 €
012	Charges de personnel	18 947 325,00 €	19 912 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	3 530 884,00 €	3 670 779,05 €
66	Charges financières	57 920,25 €	62 104,55 €
67	Charges exceptionnelles	800 000,00 €	800 000,00 €
67	RESERVE		8 308 071,78 €
67	Charges exceptionnelles	11 650,00 €	17 350,00 €
014	Atténuation de produits	1 583 454,00 €	1 557 652,00 €
022	Dépenses imprévues		300 000,00 €
023	Virement à la section d'investissement	- €	2 852 958,63 €
042	opérations d'ordre Amort (art 6811)	1 195 000,00 €	1 303 000,00 €
042	opérations d'ordre études (art 6812)	58 499,60 €	38 230,00 €

31 780 746,00 €	44 231 813,51 €
------------------------	------------------------

	Recettes	BP 2021	BP 2022
70	Produits des services	3 386 476,00 €	3 485 093,00 €
73	Impôts et taxes	20 464 367,00 €	21 242 455,00 €
74	Dotations, subventions...	7 559 833,00 €	7 938 614,00 €
75	Autres produits de gestion courante	117 500,00 €	112 860,00 €
76	Produits financiers		
77	Produits exceptionnels	51 000,00 €	170 000,00 €
78	Reprise sur provisions		
013	Atténuation de charges	140 000,00 €	100 000,00 €
042	opérations d'ordre subv amort (art 777)	61 570,00 €	57 000,00 €
042	opérations d'ordre (art 791)		
002	Excédent de fonctionnement reporté		11 125 791,51 €
		31 780 746,00 €	44 231 813,51 €

1. Les dépenses comprennent :

- **Les charges à caractère général - chapitre 011 - :** s'établissent à 5 409 667,50 € et se répartissent essentiellement comme suit :
 - Habitat : 230 250 € dont 222 000 € pour le suivi de l'animation de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat et de rénovation urbaine (OPAH-RU).
 - Développement économique dont 58 240 € dont 10 000 € pour une étude de mise en place d'un projet de plan alimentaire territorial, 21 240 € pour différentes adhésions (Charente Maritime Initiatives - Spirits Valley et Ferrocampus) et 10 000 € pour la mise en œuvre d'une partie du programme d'actions porté par la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS) ;
 - Social - Santé - Insertion - Gens du voyage : 160 850 € dont 102 000 € pour les contrats de gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage, l'aire de grands passages des gens du voyage et les terrains familiaux ;
 - Travaux : 261 200 €. Ces dépenses concernent le siège actuel de l'agglomération, les agences postales, les crèches, l'aire d'accueil des gens du voyage et l'aire de grand passage. Les fluides de manière globale (eau-électricité-gaz) sont estimés à 89 830 €. L'entretien des bâtiments et la maintenance des installations pour les différents sites sont inscrits pour 100 300 €, la location de modulaires pour 17 200 € ; l'entretien des véhicules (16 500€)
 - Finances : 28 600 €, soit 19 000 € de fournitures administratives, et 9 600 € pour les adhésions à l'Association des Maires de France (AMF) et l'Association Des Communautés de France (ADCF) ;
 - Environnement : 44 100 €, soit 38 500 € pour les actions liées à la démarche TEPOS (structure du bâti suite au cadastre, mise en œuvre de la démarche Citergie, Plan climat-air-énergie territorial...), et 5 600 € pour diverses adhésions ;
 - Education : 2 024 480 € dont l'alimentation 1 006 830 € dédiée à la restauration scolaire, aux centres de loisirs, aux accueils périscolaires, aux crèches et aux haltes garderies. S'ajoutent à cette enveloppe :
 - les fournitures scolaires (226 500 €),
 - les intervenants spécialisés (145 334 € dont 50 000 € pour des activités sur le temps scolaire et 95 334 € hors temps scolaire),
 - les produits d'entretien pour les différents sites (112 650 €),
 - les sorties pédagogiques (36 000 €),
 - le transport collectif à l'occasion des sorties sportives et autres objets (91 734 €),
 - la Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères Incitative ou REOMI (48 000 €) ;
 - Ressources humaines : 243 850 € dont la formation pour les agents 60 000 € en lien avec le plan de formation, la fourniture de masques anti-COVID pour 15 000 €, les frais d'aménagement des postes

de travail pour 10 000 €, la réalisation d'un diagnostic pour les Risques Psycho-Sociaux (RPS) pour 20 000 € et divers frais d'avocats pour 20 000 € ;

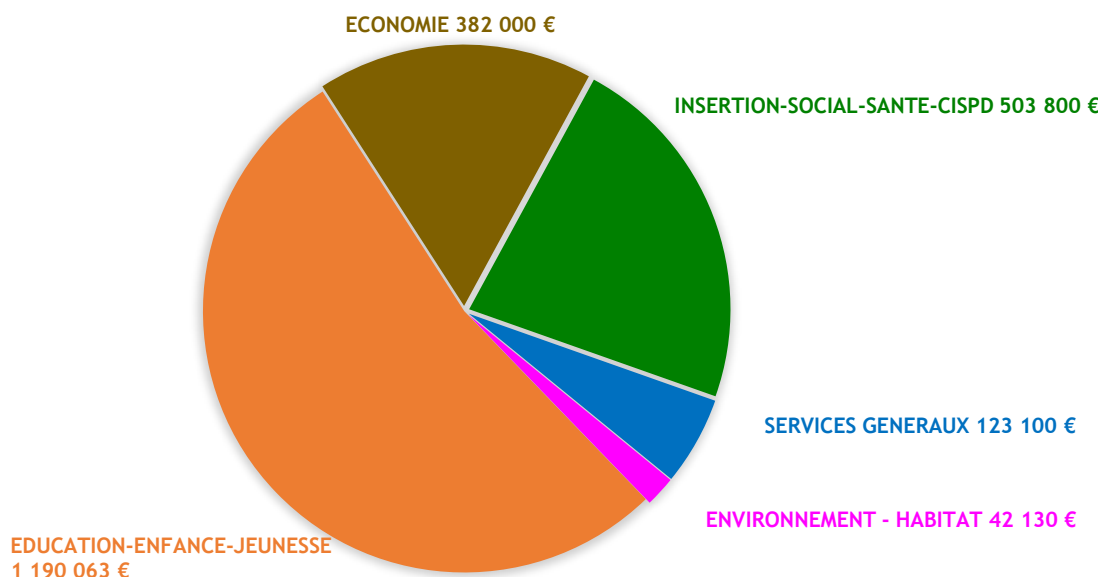
- Communication : 366 814,50 € dont 123 200 € pour les différents supports de communication (Esprit d'agglo- supports de communication pour les services- supports pour des événements grand public), 27 000 € pour les frais d'affranchissement, 30 000 € pour le site internet, 152 160 € pour les événementiels liés au tourisme.
 - Direction générale : 69 100,00 € dont le carburant des véhicules de service (22 500 €), l'affranchissement (39 500 €)
 - Informatique : 389 995 € dont la maintenance des outils informatiques pour 257 573 €, la téléphonie pour 108 470 € ;
 - Piscines : 556 151 € dont les fluides (369 400 €), les contrats de maintenance - d'entretien et de contrôles (46 360 €), les produits d'entretien pour 27 000 € et l'entretien des bâtiments pour 35 500 € ;
 - Espaces naturels-randonnées : 377 098 € dont 265 000 € pour les dépenses liées à la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » prise au 1^{er} janvier 2020, 30 000 € pour des études ponctuelles, 21 000 € pour la remise en état de chemins existants, 15 000 € pour l'entretien de réseaux (hors pluvial) ; 15 878 € pour la régularisation des populations de ragondins en liaison avec la FREDON de Charente Maritime, ainsi que les abonnements auprès de la FREDON, 15 000 € pour l'entretien par une structure d'insertion de la Flow Vélo, 10 000 € pour l'entretien par une structure d'insertion du cheminement « vélo de Coran » et 10 000 € pour l'adhésion à l'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) Charente ;
 - Projet de territoire-politiques contractuelles : 700 € d'adhésion à la Commission Nationale de Coopération Décentralisée (CNCD) ;
 - Affaires juridiques : 263 161 € dont les assurances (65 620 €), les locations immobilières (48 400 €), les taxes foncières (71 149 €), la documentation (14 593 €), la prestation de service de la ville de Saintes pour les marchés publics (25 000 €), les honoraires, frais d'actes et de contentieux (10 000 €), 17 000 € pour les frais d'insertion occasionnés lors du lancement de consultations de marchés publics ;
 - Fonctionnement des zones d'activités : 271 500 €, soit 203 000 € pour l'entretien de la voirie et des espaces verts, 38 500 € de prestations refacturées par les communes, et 30 000 € de frais d'électricité.
 - Tourisme : 16 000 €, soit 10 000 € pour le Pass Découverte et 6 000 € pour l'édition de catalogues et imprimés.
- **Les dépenses de personnel - chapitre 012- s'établissent à 19 912 000 €**

Le glissement-vieillesse-technicité est de + 1,16 % en moyenne pour 2022, soit une évolution modérée.

L'évolution du nombre de contractuels représente les besoins identifiés pour conduire différents projets communautaires.

Plusieurs postes sont financés par des aides de partenaires extérieurs.

- **Les atténuations de produits - chapitre 014 - s'établissent à 1 557 652 €** et comprennent, entre autres, le versement de l'attribution de compensation de fonctionnement à certaines communes pour 1 273 020 € ainsi que le fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR) pour 124 632 €, le reversement à l'EPIC tourisme de la taxe de séjour (160 000 €).
- **Les autres charges de gestion courante - chapitre 65 - s'établissent à 3 670 779,05 €** et se répartissent comme suit :
 - 2 241 093,40 € pour l'enveloppe des subventions versées aux associations (compte 6574) dont la répartition par domaine d'intervention est la suivante :



- 386 225 € pour les indemnités des élus et les charges associées ;
- 495 100 € de dotation versée à l'EPIC tourisme. Cette dotation est complétée par le reversement de la taxe de séjour estimée à 160 000 € pour l'année comme indiqué ci-dessus.
- 406 484 € pour les participations (compte 65548) versées par la Communauté d'Agglomération de Saintes, soit 276 701 € pour la participation au Pays de Saintonge Romane, 104 783 € pour les différents syndicats en lien avec la compétence GEMAPI, 16 000 € pour le Syndicat Intercantonal des Personnes Agées et Retraitées (SIPAR) de Burie et 9 000 € pour SOLURIS.
- 63 858 € pour le renouvellement des licences informatiques.
- 30 000 € pour les éventuelles admissions en non-valeur et créances éteintes.
- **Les charges financières - chapitre 66 - s'établissent à 62 104,55 € et concernent les intérêts des emprunts contractés.**
- **Les charges exceptionnelles - chapitre 67 - s'établissent à 9 125 421,78 € et comprennent, pour l'essentiel, la subvention prévisionnelle au budget annexe Transports et mobilité pour 800 000 € ainsi que la constitution d'une « réserve » de 8 308 071,78 €.**
- **Les opérations d'ordre de transferts entre sections - chapitre 042 - s'établissent à 1 341 230 €, soit 1 303 000 € au titre des dotations aux amortissements portant sur les biens acquis antérieurement et 38 230 € pour l'amortissement de frais d'études et des charges liées à la crise sanitaire.**

2. Les recettes comprennent :

- **Les atténuations de charges - chapitre 013- s'établissent à 100 000 €**
 - Celles-ci correspondent à des remboursements et notamment les indemnités journalières et décharges syndicales.
- **Les produits des services - chapitre 70- s'établissent à 3 485 093 € dont, pour l'essentiel :**
 - 2 530 000 € de recettes pour la direction « Education -Enfance-Jeunesse, dont : la restauration scolaire (1 610 000 €), les accueils périscolaires (456 000 €), les centres de loisirs et des animations vacances (235 000 €), les structures de petite enfance (249 000 €),

- 318 150 € de recettes attendues sur les trois piscines ;
 - 572 976 € de remboursement de charges de personnel par le budget annexe « transports urbains et mobilité » pour 53 737 € et par le budget annexe « Régie des déchets » pour 149 406 €, les pompes funèbres de Saintonge pour 37 000 €, la commune de Burie pour 13 500 €, la commune de Saintes pour les missions portées par la Communauté d'Agglomération de Saintes dans le cadre du règlement général de protection des données (RGPD) pour 12 600 €, la participation de la Communauté de communes « Canton de Gémovac » au coût des postes de chargés de missions dans le domaine de la santé pour 8 000 €, le tourisme et le développement de filières pour 14 500 €, la prestation informatique rendue par la Communauté d'Agglomération de Saintes à la ville de Saintes et au CCAS de Saintes pour 200 000 €.
- **Les impôts et taxes - chapitre 73- s'établissent à 21 242 455 €**

NB : les éléments officiels ont été communiqués, dernièrement, par l'administration fiscale.

Ce chapitre se compose des recettes fiscales prévisionnelles suivantes :

- La cotisation foncière des entreprises (CFE), la taxe d'habitation (TH) sur les résidences secondaires, la taxe sur le foncier non bâti (TFNB) et la taxe additionnelle sur le foncier non bâti (taxe additionnelle sur FNB) pour 5 311 271 € (art 73111), soit :
 - 4 735 400 € au titre de la CFE ;
 - 432 349 € au titre la TH sur résidences secondaires ;
 - 51 446 € au titre de la TFNB ;
 - 92 076 € au titre de la taxe additionnelle sur FNB.
 - Un rôle complémentaire complète la fiscalité directe locale, soit 258 500 € (art 7318).
 - La compensation de la taxe d'habitation (fraction de TVA) s'élève, pour sa part à 6 836 321 (art 7382)
 - La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est estimée à 3 571 988 € (art 73112);
 - La taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) est estimée à 1 025 838 € (art 73113) ;
 - Les impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER) sont estimées à 773 313 € (art 73114) ;
 - Les attributions de compensation reversées par les communes pour 1 939 266 € (art 73 211) ;
 - La taxe locale sur les publicités extérieures (TLPE) pour 360 000 € (art 7368) et la taxe de séjour pour 160 000 € (art 7362) ;
 - La taxe GEMAPI : 268 573 € (art 7346) ;
 - Le Fonds National de Péréquation sur les recettes Intercommunales et Communales (FPIC) pour 737 385 € (art 73223).
- **Les dotations et participations - chapitre 74- s'établissent à 7 938 614 €**

Ce chapitre se compose pour l'essentiel des recettes prévisionnelles suivantes :

- 1 711 905 € pour la dotation d'intercommunalité (art 74124) ;
- 2 554 549 € pour la dotation de compensation des groupements de communes (art 74126) ;

- 38 423 € pour la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (art 748313) ;
- 528 427 € de compensation au titre de la Contribution Economique Territoriale (CVAE et CFE) - (art 74833) ;
- 3 105 310 € de subventions diverses dont :
 - ✓ 30 000 € de l'ARS pour le Contrat Local de Santé (CLS) ;
 - ✓ 68 040 € de la Région dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) plateformes de la rénovation énergétique ;
 - ✓ 43 652 € de subvention Leader au titre de l'étude PAT ;
 - ✓ 189 562 € de la Banque des Territoires pour le suivi-animation de l'OPAH-RU 2018-2022 (sur l'activité 2021) ;
 - ✓ 833 000 € de la CAF pour le Contrat Enfance Jeunesse 2018-2022 ;
 - ✓ 19 500 € de prestations MSA pour la petite enfance ;
 - ✓ 20 000 € de la CAF pour la Prestation de Service Ordinaire ALSH versée en fonction de la fréquentation (il s'agit du solde de 2021) ;
 - ✓ 187 000 € de la CAF pour la Prestation de Service Unique Petite Enfance ;
 - ✓ 97 000 € de la CAF pour la Prestation de Service Ordinaire accueil périscolaire ;
 - ✓ 43 000 € de la CAF pour la Prestation de Service Ordinaire ALSH versée en fonction de la fréquentation ;
 - ✓ 470 000 € de la CAF pour la Prestation de Service Unique Petite Enfance ;
 - ✓ 53 000 € de la CAF pour la Prestation de Service RAM ;
 - ✓ 230 000 € de la CAF pour la Prestation de Service Ordinaire accueil périscolaire ;
 - ✓ 40 000 € pour l'aire d'accueil des Gens du Voyage ;
 - ✓ 56 000 € de l'ADEME pour Cit'ergie ;
 - ✓ 26 456 € de l'Agence de l'Eau pour l'étude de prise de compétence Eau Purifiée (EPU) ;
 - ✓ 35 000 € pour le poste de chargé de coopération au titre de la Convention Territoriale Globale (CTG) ;
 - ✓ 27 000 € pour le poste de coordonnateur jeunesse au titre de la Convention Territoriale Globale (CTG) ;
 - ✓ 50 000 € de l'Etat pour le Programme de Réussite Educative (PRE) ;
 - ✓ 310 000 € pour le Contrat enfance Jeunesse 2018-2022 (solde du versement au titre de l'année 2021) ;
 - ✓ 15 000 € de participation du département pour le fonctionnement des RAM ;
 - ✓ 32 000 € de subvention exceptionnelle de la CAF pour l'accueil des enfants handicapés sur le temps périscolaire et extrascolaire ;

✓ 80 000 € de la CDC pour les conseillers numériques ;

✓ enfin, 40 000 € de l'Etat et de l'Union Européenne pour le plan Natura 2000.

- **Les autres produits de gestion courante - chapitre 75- s'établissent à 112 860 €** correspondant à la redevance versée par les Pompes Funèbres de Saintonge dans le cadre de la délégation de service public (DSP).
- **Les produits exceptionnels -chapitre 77- s'établissent à 170 000 €** et concernent principalement les versements de l'assurance en lien avec les désordres constatés au Centre Aquatique Aquarelle.
- **Les opérations d'ordre de transferts entre sections -chapitre 042- s'établissent à 57 000 €** pour l'amortissement des subventions

B. SECTION D'INVESTISSEMENT

Celle-ci s'équilibre à 14 513 753,21 €, soit :

	Dépenses	BP 2021	BP 2022
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	308 053,00 €	837 035,00 €
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	926 197,91 €	1 319 200,00 €
21	Autres immobilisations corporelles (hors opérations)	692 740,00 €	1 000 000,00 €
	Total des opérations d'équipement	12 354 412,00 €	8 234 978,55 €
27	Immobilisations financières	5 000,00 €	5 000,00 €
4581	4581497 - MO Ecole St Césaire	81 563,00 €	
041	Opérations patrimoniales	989 998,37 €	
040	Opérations d'ordre 13912-13918	61 570,00 €	57 000,00 €
040	Opérations d'ordre charges à étaler - 4818		
16	Emprunts et dettes	193 768,00 €	296 800,00 €
020	Dépenses imprévues		
A	REPORTS		2 763 739,66 €
		15 613 302,28 €	14 513 753,21 €

	Recettes	BP 2021	BP 2022
10	Dotation, fonds divers FCTVA	2 654 169,00 €	1 021 955,00 €
13	Subvention d'investissement	4 757 493,96 €	2 800 516,23 €
16	Emprunts et dettes assimilées	4 982 182,05 €	800 000,00 €
16	Caution 165	2 500,00 €	2 500,00 €
27	Autres immobilisations financières	141 897,00 €	141 897,00 €
040	Étalement études + covid 4818-4815	58 499,60 €	38 230,00 €
040	Amortissements	1 195 000,00 €	1 303 000,00 €
041	Opérations patrimoniales	989 998,37 €	
021	Virement de la section de fonctionnement	- €	2 852 958,63 €
024	Cession d'immobilisations	500 000,00 €	

4582	4582497 MO St Césaire	331 562,30 €	
001	Excédent d'investissement reporté		3 367 965,07 €
	REPORTS		2 184 731,28 €
		15 613 302,28 €	14 513 753,21 €

1. Les dépenses comprennent, pour l'essentiel :

- **Des opérations en lien avec des autorisations de programme (AP) : 5 725 358 €**

Autorisations de programme	Budget 2022	Commentaires	Numéro Opé
PLH 2017-2022	471 000 €	Logements sociaux : St Georges, Burie, Fontcouverte, Pessines, Villars les Bois	488
	1 017 417 €	Aides logement : OPAH-RU : aides aux travaux	489
	100 000 €	Soutien accession propriété centres bourgs	490
	30 000 €	Etude stratégie foncière	491
Réserve foncière	825 959 €	Acquisition pour aire d'accueil des gens du voyage ZAE les Champs Breuillet ZAE les Charriers Acquisition local Préemption SAFER	462
Requalification zones d'activité	60 000 €	ZAE Les Charriers ZA La Bobinerie ZA L'Ormeau de pied	494
Flow Vélo	595 000 €	Travaux Les Gonds/Saintes + mise en tourisme	466
Aqueduc	2 129 239 €	Fin des travaux	561
Nouveau siège-déménagement « direction des systèmes informatiques »	364 743 €	Infrastructure informatique Cœur de réseau Fibre Téléphone Protection du bâtiment	503
Soutien à l'équilibre social de l'habitat	14 000 €	Fonds de concours aux communes pour l'équilibre d'opérations de logement social en milieu rural	496
PLUi	68 000 €	Etudes Frais de procédure Assistance juridique	505

Développement des énergies renouvelables	50 000 €	Investissements projets ENR	506
---	----------	-----------------------------	-----

- **Des opérations hors autorisations de programme (AP) : 2 509 619.91 € dont :**

Numéro Opé	Opérations	Budget 2022	Commentaires
385	Matériel et mobilier : écoles - restaurants scolaires- crèches	289 100.00 €	Crèche 123 soleil
483	Nouveau siège de la communauté d'agglomération	335 898.00 €	Honoraires SEMDAS. Mobilier. parking
474	Matériel informatique	343 337.91 €	Renouvellement courant du matériel et copieurs. Ecoles numériques. Nouveaux logiciels métiers. Sécurité informatique.
504	ZA Les Charriers - Bassin Versant (BV 7)	1 058 500.00 €	Etude et travaux
482	Itinéraires randonnées	52 500.00 €	Accès et sécurisation point d'accueil itinéraire canoé Balisage boucle des aqueduc
484	Sentier du Coran	161 000.00 €	Travaux.
475	Travaux et matériel pour les piscines	49 000.00 €	Bac rétention de sécurité Compresseur, filtre à sable
371	Travaux et matériel/mobilier	20 000.00 €	
477	Rivières (Gemapi et hors Gemapi)	40 284.00 €	Co financement des travaux portés par les syndicats (Basse Seugne-SYMBA-Charente Arnoult)
461	AQUEDUC	60 000.00 €	
507	Nouvelle piscine	100 000.00 €	Etude

- **Des investissements hors opérations : 3 156 235 € dont :**

96 000 €	Etude et travaux
500 000 €	Subvention dans le cadre du règlement d'intervention des aides à l'économie

110 000 €	Matériel informatique - Cybersécurité
415 200 €	Fonds de concours aux communes, soit 360 000 € de fonds de concours élargi, 48 000 € à la commune de Montils et 7 200 € pour les bornes de recharge destinées aux véhicules électriques
48 000 €	Contrat fleuve pontons Charente
50 000 €	Politique de la Ville : structures
90 000 €	Véhicules
90 000 €	Etude Plan climat air énergie territorial PCAET
350 000 €	Participation aux travaux assainissement pour l'eau pluvial - renouvellement du réseau unitaire - fonds de concours EPU
72 000 €	Création WC handicapé sur l'aire accueil GDV
160 000 €	Réfection toiture stand de tir
102 635 €	Modification PLU, frais de procédures
120 000 €	Etude pré-opérationnelle pour OPAH
270 000 €	Réalisation des inventaires des ZH pour le PLUi
400 000 €	Travaux de réseaux en lien avec la gestion des eaux pluviales urbaines
50 000 €	Frais étude Mission Locale

- Le remboursement du capital de la dette s'élève à 294 300 €.
- L'amortissement de subventions d'équipement pour 57 000 €.

2. Les recettes comprennent pour l'essentiel :

- 1 021 955 € de remboursements du Fonds de Compensation de la TVA ;
- 1 303 000 € de dotation aux amortissements ;
- 2 800 516 € de subventions ;
- Les attributions de compensation pour 309 740 € ;
- 5 304 € d'amortissements de frais d'études et 32 926,60 € pour l'étalement des charges liées à la crise sanitaire ;
- 43 483 € relatifs aux remboursements d'avances des budgets annexes soit : Hôtel d'entreprises (21 000 €) et Transports urbains (22 483 €).
- 93 414 € pour le remboursement par la commune de Burie des cessions différées.
- La section d'investissement s'équilibre par un emprunt prévisionnel de 800 000 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** le budget primitif 2022 du Budget principal par nature, au niveau du chapitre, pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou « par opération » pour la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 50 Voix pour
- 3 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, M. Rémy CATROU)
- 4 Abstentions (Mme Dominique DEREN, M. Jean-Philippe MACHON, M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLLET)
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-40. Affectation des résultats de 2021 - Budget Annexe "Régie des Déchets"

Monsieur Jérôme GARDELLE rappelle qu'une hausse importante de tarif avait été observée en 2021. Le budget des déchets doit être financé par la redevance des usagers, et non par le budget général. La transparence des budgets constitue une obligation. Ces augmentations sont regrettables, mais doivent inévitablement être répercutées sur les usagers. En fonctionnement, un résultat d'environ 10 000 euros vient renforcer le résultat antérieur pour un résultat de clôture de 489 726,22 euros. En investissement, le solde de l'exercice s'élève à 485 000 euros.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE a noté que le montant des plus-values nettes serait affecté aux dépenses d'investissement. Elle demande si une évaluation des postes d'investissement prévus est disponible.

Jérôme GARDELLE explique qu'au niveau de ce budget, il est connu que des investissements importants se profilent. Les problématiques techniques sont nombreuses, et beaucoup d'argent doit être investi. Les dépenses réalisées en 2022 ne seront pas forcément importantes, mais l'argent provisionné sera utilisé au cours du mandat pour résoudre les problèmes liés aux déchets au sein de l'Agglomération.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE se demande si cet argent sera suffisant. Les investissements à prévoir sont effectivement très importants, et les résultats nets d'exploitation sont relativement modestes.

Monsieur Jérôme GARDELLE confirme qu'ils sont très limités. Les décisions seront prises au moment opportun. Le budget annexe n'est pas endetté, il comporte très peu d'emprunts. Il est néanmoins très contraint, et des choix devront être effectués.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2021 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats de fonctionnement.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2021 en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2021	7 901 516,85 €	7 911 510,45 €	+ 9 993.60 €
Résultat antérieur reporté			+ 479 732,62 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2021			+ 489 726.22 € = Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2021	211 071,34 €	696 414,24 €	+ 485 342.90 €
Solde d'exécution reporté			+ 3 289 517,62 €

Solde d'exécution au 31/12/2021			+ 3 774 860.52 €
Restes à réaliser section d'investissement			
Solde des restes à réaliser au 31/12/2021	925 114,16 €	515,00 €	- 924 599,16 €
Solde d'exécution au 31/12/2021 corrigé des restes à réaliser			+ 2 850 261.36 €

- La section d'exploitation laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2021 de + 489 726,22 €. Cet excédent constitue le résultat à affecter.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2021, un solde d'exécution de + 3 774 860,52 €. Celui-ci, corrigé des restes à réaliser de dépenses, fait apparaître un solde d'exécution corrigé de + 2 850 261,36 €.

L'instruction comptable M4 dispose qu'après constatation du résultat cumulé d'exploitation, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat, s'il est excédentaire, en tout ou partie au financement de la section d'investissement, au financement de la section d'exploitation ou au reversement de la collectivité de rattachement (articles R .2221-48 et R. 2221-90 du CGCT).

Le résultat cumulé excédentaire doit être affecté en priorité :

- pour le montant des plus-values nettes de cessions d'éléments d'actif au financement des dépenses d'investissement ;
- pour le surplus, à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement apparu à la clôture de l'exercice précédent et diminué du montant des plus-values de cessions d'éléments d'actif visées ci-dessus ;
- pour le solde et selon la décision de l'assemblée délibérante, au financement des dépenses d'exploitation, en une dotation complémentaire en section d'investissement ou au reversement à la collectivité locale de rattachement. Dans cette dernière hypothèse, le reversement n'est possible que si l'excédent revêt un caractère exceptionnel et n'est pas nécessaire au financement des dépenses d'exploitation ou d'investissement à court terme du SPIC (Conseil d'État, 9 avril 1999, commune de Bandal).

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 7°), «collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés»,

Considérant que la section d'investissement dégage au 31/12/2021 un solde d'exécution corrigé des restes à réaliser positif,

Considérant que l'avis favorable formulé par le Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets a le 22 mars 2022,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver les résultats de clôture constatés au 31/12/2021.**
- **d'approuver l'affectation de résultat de la manière suivante :**
 - **Résultat cumulé d'exploitation reporté au compte 002 : 489 726,22 €**
 - **Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : 3 774 860,52 €.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 1 Voix contre (M. Rémy CATROU)
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-41. Autorisation de programme / crédits de paiement (AP/CP) du Budget Annexe Régie des Déchets "Colonnes d'apport volontaires" - Annulation

Monsieur Jérôme GARDELLE précise qu'une AP/CP avait été ouverte lors de la mise en place du point d'apport volontaire pour le verre et le papier. Celle-ci n'a plus forcément lieu d'être, d'importants investissements ont été réalisés. Quelques points demeurent à traiter, mais pourront être portés par le budget d'investissement. La proposition est donc de clore cette AP/CP.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que destinées à faciliter la gestion des investissements pluriannuels, les Autorisations de Programmes et Crédits de Paiement (AP/CP) sont régies par les articles L. 5211-36, L. 2311-3 et R. 2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Les Autorisations de Programme (AP) sont les limites supérieures des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles sont sans limite de durée jusqu'à ce qu'il soit décidé de leur annulation. Elles peuvent être révisées chaque année.

Les Crédits de Paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pour couvrir des engagements contractés dans le cadre des AP.

La mise en place et le suivi annuel des AP/CP nécessitent une délibération du Conseil Communautaire, distincte de celle du budget. Cette délibération fixe l'enveloppe globale de la dépense, ainsi que la répartition dans le temps.

La présente délibération proposée au Conseil consiste à supprimer l'AP/CP du Budget Annexe - Régie des déchets dénommée « Colonnes d'apport volontaires » pour des raisons de simplifications financières et comptables.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 1612-1 et R. 2311-9,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 7°) « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »,

Considérant l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie des Déchets du 22 mars 2022,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Considérant que, chaque année, obligation est faite de réaliser un bilan des autorisations de programme et de crédits de paiement (AP/CP) en cours et d'effectuer, éventuellement, les modifications qui s'imposent du fait des adaptations apportées ou subies par les différents programmes,

Considérant qu'il est proposé de constater la réalisation 2021 et d'apporter les modifications qui s'imposent, soit au niveau de l'échelonnement des crédits de paiement, soit au niveau de l'autorisation de programme et des crédits de paiement, s'il y a lieu,

AP/CP Colonnes d'apport volontaire 4

Par délibération n°2021-40 du 30 mars 2021, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Saintes a modifié la répartition des crédits de paiement comme suit :

Autorisation de programme	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Réalisé 2020	CP prévisionnels	
				2021	2022
544 646,93 €	431 435,49 €	13 211,44 €	19 155,44 €	25 000,00€	55 844,56 €

- Cette AP/CP pouvant être supprimée pour des raisons financières et comptables, il convient de prononcer son annulation, ce qui se traduit comme suit :

Autorisation de programme	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	CP prévisionnels	
					2022	
544 646,93 €	431 435,49 €	13 211,44 €	19 155,44 €	5 291,70 €	0,00 €	

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver l'annulation de l'autorisation de programme « Colonnes d'apport volontaire » à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 2 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-42. Budget Primitif 2022 - Budget Annexe "Régie des Déchets"

Monsieur Jérôme GARDELLE présente les principales dépenses. Les charges de gestion courante portent essentiellement sur la contribution versée à CYCLAD pour la partie relative au traitement des déchets. Les charges à caractère général comprennent le carburant, l'entretien des véhicules ainsi que quelques prestations de service. Les recettes proviennent majoritairement de la redevance. Quelques revenus complémentaires sont liés aux déchèteries et au contrat avec l'hôpital.

En ce qui concerne l'investissement, les réserves ne seront pas affectées pour 2022, elles seront dédiées aux dépenses futures. En revanche, 936 500 euros sont fléchés pour l'achat de matériel (bennes ou camions), les travaux de modernisation des déchèteries, des études pour la déchèterie Sud ou encore du matériel informatique. Les recettes proviennent essentiellement des excédents reportés ou du FCTVA.

Monsieur Jean-Philippe MACHON note qu'un certain nombre d'expérimentations ont été menées sur les containers enterrés à Saintes. Afin d'éviter les dépôts sauvages, la solution testée a été d'ouvrir les containers et de ne plus badger. Il s'agit d'un succès, et il souhaite savoir s'il est prévu de continuer dans cette voie et de laisser des containers enterrés libres.

Monsieur Jérôme GARDELLE ne considère pas qu'il s'agisse d'un succès. Une baisse minime des quantités de dépôts sauvages a été observée. A certains endroits, l'ouverture a entraîné davantage de dépôts sauvages. Le constat a malheureusement été que le libre accès au PAE ne décourageait pas l'incivilité, et l'aggravait même sur certains points. Ensuite, l'Agglomération de Saintes a effectué le choix de la redevance incitative. Il ne s'agit sans doute pas de la bonne piste, et de nombreuses autres idées sont à l'étude afin de réduire ce problème de dépôts sauvages. L'idée est de déployer un plan d'action global. Ce travail est mené depuis plusieurs mois, et une série d'initiatives devraient permettre d'améliorer la situation.

Monsieur le Président profite de cette délibération pour remercier pour le travail réentrepris sur la rive gauche de Saintes, avec une réelle envie d'aboutir.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE a une question concernant les dépenses imprévues au niveau de la section d'exploitation. Une somme de 352 000,72 euros apparaît, et elle demande si une facture correspond déjà à cette somme, ou si elle provient d'un calcul qui n'a pas été arrondi. Elle souhaite également savoir pourquoi les dépenses imprévues passent de 63 000 à 350 000 euros.

Monsieur Jérôme GARDELLE craint que cette ligne ne soit fortement utilisée en 2022. Le budget de la Régie est contraint par les dépenses extérieures, et les dépenses de carburant suscitent une forte inquiétude. Le budget a été construit avec les prix qui étaient ceux d'avant la crise actuelle. Le risque est de devoir faire appel à des décisions modificatives en cours d'exercice.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le Budget primitif 2022 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientations budgétaires présenté au Conseil Communautaire du 10 février dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Budget Principal de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 14, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1.

Plusieurs activités sont gérées sous forme de budgets annexes ; leur vote est proposé par chapitre.

La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2022** (article L.1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire les opérations réelles et les opérations d'ordre ainsi que les reports.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 7°), « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés»,

Vu la délibération n°2022-15 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2022 et du débat intervenu,

Vu l'avis n°2022-12 du Conseil d'exploitation de la régie pour les déchets dotée de la seule autonomie financière en date du 22 mars 2022 portant sur le Budget Primitif 2022 du Budget Annexe Régie des déchets,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « Régie des déchets » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 10 février 2022 et les derniers ajustements budgétaires,

SECTION D'EXPLOITATION

Celle-ci s'équilibre à 8 515 026,22 €, soit :

Dépenses		BP 2021	BP 2022
011	Charges à caractère général	1 373 396,00 €	1 469 794,50 €
012	Charges de personnel	3 101 568,00 €	3 183 059,00 €
65	Autres charges de gestion courante	2 631 635,00 €	2 800 000,00 €
66	Charges financières	170,00 €	220,00 €
67	Charges exceptionnelles	100 000,00 €	70 000,00 €
68	Provision / ADNV	- €	
014	Atténuation de produits		
022	Dépenses imprévues	63 705,00 €	352 368,72 €
023	Virement à la section d'investissement		
042	Amortissement + étalement COVID	667 526,00 €	639 584,00 €
		7 938 000,00 €	8 515 026,22 €
Recettes		BP 2021	BP 2022
70	Produits des services	7 720 000,00 €	7 910 000,00 €
73	Impôts et taxes		
74	Dotations, subventions...	48 000,00 €	38 000,00 €
75	Autres produits de gestion courante	40 000,00 €	38 000,00 €

76	Produits financiers		
77	Produits exceptionnels vente terrain	10 000,00 €	10 000,00 €
013	Atténuation de charges	60 500,00 €	16 500,00 €
042	Amortissement des subventions	59 500,00 €	12 800,00 €
002	Excédent de fonctionnement reporté		489 726,22 €
		7 938 000,00 €	8 515 026,22 €

1. Les dépenses comprennent :

- **Les charges à caractère général -chapitre 011 - s'établissent à 1 469 794,50 € dont :**

- 429 500 € pour les frais de carburant (art 6066) ;
- 226 500 € pour les prestations de services (art 611) dont notamment 120 000 € pour la prestation de collecte des points d'apport volontaire et 38 000 € pour la prestation de lavage des conteneurs enterrés, 30 000 € pour le contrat relatif au système d'identification et de géolocalisation des bennes à ordures ménagères et 10 000 € pour la prestation de lavage des vêtements de travail ;
- 267 000 € pour l'entretien des matériels roulants (art 61551) ;
- 120 700 € pour les autres matières et fournitures (art 6068) dont 80 000 € pour les sacs jaunes et 25 000 € pour les vêtements de travail et équipements de protection ;
- 52 400 € pour les polices d'assurances (art 6161) ;
- 75 484,50 € pour la maintenance du matériel et des installations (art 6156) ;
- 29 500 € pour la fourniture d'eau et d'électricité (art 6061) ;
- 21 000 € pour la communication, la réalisation des calendriers de collecte et des campagnes de sensibilisation aux modalités de collecte et l'accès aux déchetteries (art 6236) ;
- 10 000 € pour le flochage de véhicules (art 6236).

Les dépenses de personnel -chapitre 012- s'établissent à 3 183 059 €

- Prise en compte du glissement-vieillesse-technicité (GVT) de + 1,54 % en moyenne ;
- Outre la rémunération du personnel permanent, ce chapitre comprend le remboursement au budget principal des charges salariales pour les fonctions supports pour 149 406 € (art 6215) et l'enveloppe destinée à financer le personnel intérimaire pour 600 000 € (art 6211).

- **Les autres charges de gestion courante -chapitre 65- s'établissent à 2 800 000 €**

Il s'agit essentiellement de la contribution à CYCLAD (2 675 000 €) dont :

- 2 125 000 € pour le traitement de la collecte en porte à porte pour les particuliers ;
- 500 000 € pour le traitement en déchèterie ;
- 50 000 € pour le traitement des déchets du Centre hospitalier de Saintonge.

Par ailleurs, 75 000 € sont prévus pour les admissions en non valeurs éventuelles (art 6541).

- **Les charges financières -chapitre 66- s'établissent à 220 €.** Cette enveloppe permet le paiement des intérêts de l'emprunt contracté.

- **Les charges exceptionnelles -chapitre 67- s'établissent à 70 000 €.** Les crédits sont prévus pour prendre en compte d'éventuelles annulations de titres sur exercices antérieurs.
- **Les opérations d'ordre de transfert entre sections -chapitre 042- s'établissent à 639 584 €, soit 632 000 € au titre des dotations aux amortissements (art 6811) et 7 584 € pour les charges à étaler (art 6812).**
- **Les dépenses imprévues -chapitre 022- sont de 352 368,72 €.**

2. Les recettes comprennent :

Les produits des services -chapitre 70- s'établissent à 7 910 000 € et se répartissent comme suit :

- 7 700 000 € de recettes attendues au titre de la redevance incitative ;
- 110 000 € pour la facturation au Centre Hospitalier de Saintonge de la prestation de service « collecte et traitement des déchets assimilables aux ordures ménagères » dans le cadre d'un marché public ;
- 73 000 € pour la déchetterie de Corme-Royal ;
- 11 000 € pour la déchetterie de Burie ;
- 10 000 € pour la mise à disposition de bacs lors de manifestations.
- **Les subventions d'exploitation -chapitre 74- s'établissent à 38 000 €**
 - Il s'agit de subventions versées par les éco-organismes.
- **Les autres produits de gestion courante -chapitre 75- s'établissent à 38 000 €**
 - Ces crédits correspondent au remboursement, par l'Etat, de la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE).
- **Les atténuations de charges -chapitre 013- s'établissent à 16 500 €** dont principalement l'assurance statutaire, les indemnités journalières et les remboursements au titre de décharges syndicales.
- **Les amortissements de subventions -chapitre 042- s'établissent à 12 800 €.**
- **Les produits exceptionnels -chapitre 77- sont de 10 000 €** et correspondent à des remboursements potentiels de l'assurance suite aux sinistres intervenus sur les véhicules.

À noter que l'affectation de 137 357,50 € provenant de l'excédent de fonctionnement 2021 et figurant en recette de fonctionnement du BP, s'explique par des facteurs conjoncturels :

- Sur l'entretien du matériel roulant : les délais de livraison des pièces détachées et des véhicules neufs ont fortement impacté ce poste de dépenses en 2021, obligeant à revoir ces crédits à la hausse. La livraison de 2 bennes à ordures ménagères neuves au 1^{er} semestre 2022 devraient permettre de limiter cette hausse à l'avenir.
- Sur le carburant : indépendamment du contexte actuel, le BP 2022 prévoit déjà une hausse de 20 centimes/litre par rapport à la moyenne du prix payé en 2021. L'actualité rend difficiles les prévisions sur ce poste.
- L'âge moyen des camions de rotations de déchetteries combiné aux délais actuels de livraison des camions neufs (environ 1 an à ce jour) nécessitent de prévoir de louer ponctuellement un camion polybenne en cas de défaillance d'un camion existant. La commande d'un nouveau véhicule permettra d'éviter cette location à l'avenir.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Celle-ci s'équilibre à 4 717 057,52 €, soit :

Dépenses		BP 2021	BP 2022
040	Amortissement des subventions	59 500,00 €	12 800,00 €
21	Immobilisations corporelles (<i>hors opérations</i>)	100 000,00 €	11 500,00 €
21	Réserve		2 738 973,36 €
	Total des opérations d'équipement	1 020 000,00 €	925 000,00 €
	dt Op 32 - matériel de bureau	4 000,00 €	
	dt Op 33 - acquisition matériel de transport	30 000,00 €	30 000,00 €
	dt Op 36 matériel industriel		
	dt Op 54 - travaux bâtiment collecte	20 000,00 €	70 000,00 €
	dt Op 63 - Conteneurs	30 000,00 €	
	dt Op 69 - réhabilitation lgt gardien	20 000,00 €	30 000,00 €
	dt Op 86 - Matériel roulant collecte	230 000,00 €	310 000,00 €
	dt Op 70 - logt gardien		
	dt Op 102- Caissons et compacteurs	16 000,00 €	75 000,00 €
	dt Op 103 - Polybennes	160 000,00 €	280 000,00 €
	dt Op 107 - mise aux normes déchetteries	300 000,00 €	50 000,00 €
	dt Op 111 - déchetterie Sud	20 000,00 €	20 000,00 €
	dt Op 44 Colonnes apport volontaire	25 000,00 €	50 000,00 €
	dt Op 474 - Matériel informatique	165 000,00 €	10 000,00 €
020	Dépenses imprévues		75 000,00 €
16	Emprunts et dettes	28 670,00 €	28 670,00 €
	REPORTS		925 114,16 €
		1 208 170,00 €	4 717 057,52 €

Recettes		BP 2021	BP 2022
10	Dotation, fonds divers	114 800,00 €	302 098,00 €
13	Subvention d'investissement		
16	Emprunts	425 844,00 €	0.00 €
27	Autres immobilisations financières		
040	Opérations ordre	667 526,00 €	639 584,00 €
021	Virement de la section de fonctionnement		
001	Excédent d'investissement reporté		3 774 860,52 €
	REPORTS		515,00 €
		1 208 170,00 €	4 717 057,52 €

1- Les dépenses comprennent notamment :

- Les travaux d'équipement d'un montant de 925 000 € (voir liste ci-avant) ;
- Le remboursement du capital de la dette pour 28 670 € (chapitre 16) ;
- L'amortissement des subventions pour 12 800 € (chapitre 040) ;
- Une « réserve » de 2 738 973,36 € (chapitre 21).

2- Les recettes comprennent notamment :

- Le remboursement de la TVA via le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) pour la somme de 302 262,43 € (chapitre 10) ;

- L'amortissement des immobilisations pour 639 584 € (chapitre 040) dont l'étalement des charges liées à la crise sanitaire pour 7 584 € ;
- Pas d'appel à l'emprunt prévu.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** le budget primitif 2022 du Budget annexe « Régie des Déchets », par nature, au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou « par opération » pour la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 3 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, M. Rémy CATROU)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-43. Affectation des résultats de 2021 - Budget Annexe "Transports Urbains et Mobilité"

Monsieur Philippe DELHOUME présente les chiffres de la délibération.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2021 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats de fonctionnement.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2021 en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION D'EXPLOITATION			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2021	5 088 306,32 €	4 976 701,97 €	- 111 604,35 €
Résultat antérieur reporté		-	+ 638 701,17 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2021			+ 527 096,82 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2021	888 675,58 €	557 554,43 €	-331 121,15 €
Solde d'exécution reporté		-	+ 293 000,99 €
Solde d'exécution au 31/12/2021			- 38 120,16 €
Restes à réaliser			
Solde des restes à réaliser au 31/12/2021	55 077,89 €	42 033,00 €	- 13 044,89 €
Solde d'exécution au 31/12/2021 corrigé des restes à réaliser			-51 165,05 €

- La section d'exploitation laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2021 de + 527 096,82 €. Cet excédent constitue le résultat à affecter.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2021, un solde d'exécution de - 38 120,16 €. Celui-ci, corrigé des restes à réaliser, en dépenses, fait apparaître un solde d'exécution négatif corrigé de -51 165,05 €.

L'instruction comptable M14 dispose qu'après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat en tout ou partie :

- En priorité :

- A la couverture d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
- A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement,
- Puis pour le solde :
 - Au financement de la section de fonctionnement
Et/ou
 - Au financement de la section d'investissement

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2°), c) « Organisation de la mobilité au sens du titre III du livre II de la 1^{ère} partie du Code des Transports, sous réserve de l'article L. 3421-2 du même code »,

Considérant que la section d'investissement dégage un solde d'exécution corrigé des restes à réaliser, négatif,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2021.
- **d'approuver** l'affectation du résultat de la manière suivante :
 - Couverture du besoin de financement de la section d'investissement, compte 1068 : 51 165,05 €,
 - Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : 475 931,77 €,
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : -38 120,16 €.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 3 Voix contre (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, M. Rémy CATROU)
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-44. Budget Primitif 2022 - Budget Annexe "Transports Urbains et Mobilité"

Monsieur Philippe DELHOUME présente les chiffres de la délibération.

Monsieur Jean-Philippe MACHON demande si les deux véhicules de neuf places achetés sont des véhicules électriques, et plus largement s'il est prévu de remplacer les bus actuels par des bus électriques.

Monsieur Philippe DELHOUME répond qu'il ne s'agit pas de véhicules électriques mais de véhicules diesel, qui étaient les moins chers. Le passage à une autre énergie est à l'étude. L'électrique demeure relativement cher, puisqu'un bus électrique coûterait le double d'un bus diesel. D'autres motorisations méritent d'être étudiées.

Monsieur Jean-Philippe MACHON s'interroge sur l'existence de subventions concernant l'électrique.

Monsieur Philippe DELHOUME admet que des subventions seront sûrement possibles, toutefois le budget disponible ne permet pas une telle dépense. De plus, la fiabilité n'est pas encore garantie.

Monsieur le Président observe que des progrès ont été réalisés, puisqu'une ligne de 22 000 euros est consacrée à la rénovation des moteurs. L'objet est d'installer sur les véhicules des équipements qui permettent une consommation moindre. L'électricité n'est pas la seule solution, d'autres énergies méritent d'être étudiées.

Monsieur Jean-Philippe MACHON remarque que ce point est également valable pour la collecte des déchets.

Monsieur Rémy CATROU s'assure que les 613 250 euros correspondent aux recettes payées par les usagers sur un an.

Monsieur Michel ROUX prévient qu'il ne votera pas ce budget. Le GIEC a été évoqué précédemment, et il considère qu'il s'agit du moment de transmettre un signal fort, notamment en augmentant le versement mobilité. A Saintes, il est actuellement de 0,55%. Ce chiffre provient du site de l'URSSAF. En comparaison, il s'élève à 1,7% à La Rochelle, ou encore 0,8% à Rochefort. Un signal fort doit absolument être envoyé, et le versement mobilité doit être augmenté afin de préparer la transition écologique et énergétique.

Monsieur le Président rappelle que l'Agglomération est la moins chère du département. Il serait possible d'aller vers 0,8%. Cette mesure ne sera pas mise en place cette année, en effet la sortie de crise est compliquée par l'arrivée de crises nouvelles concomitantes. Le versement transport ne touche que les entreprises, et la préférence était d'accentuer l'arrivée d'entreprises pour augmenter le versement transport. Un débat a eu lieu sur ce point au niveau de l'exécutif. Il n'est pas exclu d'étudier dès l'année prochaine l'augmentation de ce versement. Avec 0,7%, il rapporterait 600 000 euros de plus, ce qui n'est pas anodin. Le déficit du budget principal, qui abonde le budget secondaire, s'élève tout de même à 800 000 euros. Pour équilibrer le budget, 1,4 million d'euros seraient donc nécessaires.

Monsieur Rémy CATROU estime que le problème concerne la volonté politique d'aller vers la gratuité. Il évoque régulièrement le sujet. La gratuité permettrait de remplir des bus qui ne sont pas toujours pleins, et de retirer des véhicules de la circulation. Il est nécessaire de se pencher sur cette problématique. L'avenir est à la gratuité des transports, aucun autre choix ne sera possible. Savoir que les entreprises participent moins à l'effort que partout ailleurs dans le département devrait interroger. Les conséquences de la crise économique qui se profile sont partout les mêmes, et aucune communauté d'agglomération ne baissera le pourcentage vis-à-vis des entreprises. Le problème doit être envisagé sous un autre angle.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER a appris très récemment qu'il était assez simple de modifier un moteur et de le faire fonctionner avec du bio-éthanol. L'avantage porte à la fois sur le coût et sur l'aspect écologique. Un investissement de ce type mérite d'être regardé attentivement.

Monsieur Jean-Luc MARCHAIS indique qu'en ce qui concerne le bio-éthanol, même si les rejets sont relativement neutres, la production est issue de terres agricoles, qui se trouvent mobilisées, et sur lesquelles des intrants sont utilisés. Le bilan du bio-éthanol n'est donc pas complètement neutre.

Monsieur Jean-Pierre ROUDIER est d'accord avec cette remarque.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE est favorable à ces propositions alternatives. Elle évoque la piste de l'amélioration du maillage des lignes desservies et des fréquences. Certaines communes s'intéressent à ce type de problèmes, et ont mis au point des systèmes d'arrêts de voitures sur le modèle des arrêts de bus. Il s'agit de lignes et de tournées établies. Ce système pourrait constituer une réponse.

Monsieur Philippe DELHOUME indique que ce système existe déjà au sein de l'Agglomération, il s'agit du réseau Pouce.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE s'en félicite.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le Budget primitif 2022 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientation budgétaire présenté au Conseil Communautaire du 10 février dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code général des Collectivités Territoriales.

Le Budget Principal de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 14, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1.

Plusieurs activités sont gérées sous forme de budgets annexes ; leur vote est proposé par chapitre.

*La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2022** (article L. 1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.*

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire les opérations réelles et les opérations d'ordre ainsi que les reports.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°2022-15 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2022 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « Transports Urbains et Mobilité » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 10 février 2022 et les derniers ajustements budgétaires.

SECTION D'EXPLOITATION

La section d'exploitation s'équilibre à 6 009 127,77 €, soit :

Dépenses		BP 2021	BP 2022
011	Charges à caractère général	164 910,00 €	163 910,00 €
012	Charges de personnel	218 663,00 €	224 283,00 €
65	Autres charges de gestion courante	4 454 139,00 €	4 641 500,00 €
66	Charges financières	3 335,00 €	2 610,00 €
67	Charges exceptionnelles - RESERVE -		260 481,77 €
014	Atténuation de produits	1 200,00 €	1 200,00 €
022	Dépenses imprévues	- €	100 000,00 €
023	Virement à la section d'investissement		183 143,00 €
042	Amortissement des immobilisations	414 626,00 €	432 000,00 €
		5 256 873,00 €	6 009 127,77 €

Recettes		BP 2021	BP 2022
70	Produits des services	592 580,00 €	613 250,00 €
73	Impôts et taxes	2 186 944,00 €	2 300 000,00 €
74	Dotations, subventions...	1 648 646,00 €	1 648 646,00 €
75	Autres produits de gestion courante	10 000,00 €	160 000,00 €
76	Produits financiers		
77	Produits exceptionnels Subvention d'équilibre (art 774)	800 000,00 €	800 000,00 €
013	Atténuation de charges		
042	Amortissement des subventions	18 703,00 €	11 300,00 €
002	Excédent de fonctionnement reporté		475 931,77 €
		5 256 873,00 €	6 009 127,77 €

1. Les principales dépenses de fonctionnement comprennent :

- **Les charges à caractère général - chapitre 011- : 163 910 €**

Dont la maintenance des logiciels, de billettique et de suivi du versement transport, des frais de location des locaux, des cotisations diverses.

- **Les dépenses de personnel - chapitre 012- : 224 283 €**

Cette enveloppe est relativement stable par rapport au budget primitif 2021. Il est tenu compte de l'évolution de la carrière des agents. Par ailleurs, ces crédits comportent l'enveloppe nécessaire au remboursement des charges salariales engagées par le budget principal au titre des fonctions support ainsi qu'une quote-part d'un poste partagé entre les deux budgets. Ces flux réciproques entre le budget principal et ce budget annexe sont d'un montant de 53 737 € (art 6215).

Le poste de « chargé de mission mobilité » est financé à 70 % par l'ADEME.

- **Les atténuations de produits - chapitre 014- : 1 200 €.** Ce poste concerne les restitutions prévisionnelles de trop versé au titre du versement transport (VT).
- **Les autres charges de gestion courante - chapitre 65- : 4 641 500 €.**

Ces dépenses sont constituées :

- Du forfait de charges versé à l'exploitant (Kéolis) dans le cadre de la concession de service public pour 3 950 000 € ;
- De la convention passée avec la Région Nouvelle Aquitaine pour le transport des élèves pour 600 000 € (à noter un réajustement sensible intervenu en 2021 suite à la signature de l'avenant n° 1) ;
- De la participation versée à la ville de Saintes pour la mise en accessibilité des arrêts de bus pour 22 500 € ;
- De l'adhésion au syndicat mixte intermodal de la région Nouvelle Aquitaine pour 20 000 € ;
- De subventions aux associations et aux particuliers pour 49 000 €, soit 40 000 € d'aide aux particuliers pour l'achat de vélos à assistance électrique, et 9 000 € de subvention à Vélos Solidaires.
- **Les intérêts d'emprunt - chapitre 66- pour 2 610 € ;**
- **Les charges exceptionnelles -ou RÉSERVE- d'un montant de 260 481,77 € (chapitre 67) :**
- **Les dépenses imprévues pour 100 000 € (chapitre 022) ;**
- **Le virement à la section d'investissement pour un montant de 183 143 € (chapitre 023).**
- **Enfin, les dotations aux amortissements - chapitre 042- pour 432 000 €.**

2. Les recettes comprennent :

- **Les produits des services - chapitre 70- : 613 250 €,** qui correspondent au reversement, par le concessionnaire (Kéolis), des recettes des usagers ;
 - **Le versement transport (VT) - chapitre 73- : 2 300 000 € ;**
 - **Les dotations et participations - chapitre 74- : 1 648 646 €** correspondent aux transferts financiers 2008 et 2017 versés par la région Nouvelle Aquitaine (1 611 646 €), la compensation tarifaire versée par le CCAS de la ville de Saintes en lien avec les titres Pass'Buss (25 000 €), la subvention de l'ADEME de 12 000 € en co-financement du poste de « chargé de mission mobilité » ;
 - **Les autres produits de gestion courante - chapitre 75 : 160 000 €** soit 10 000 € de loyers versés par le concessionnaire pour la boutique « Buss », et 150 000 € versés par la Région Nouvelle Aquitaine aux termes de la convention passée avec la CDA ;
 - **L'amortissement de subventions - chapitre 042 : 11 300 €.**
- **Pour équilibrer la section d'exploitation, une subvention est versée par le budget principal pour un montant de 800 000 €.**

SECTION D'INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à 708 341,05 € comme suit :

	Dépenses	BP 2021	BP 2022
040	Amortissement des subventions	18 703,00 €	11 300,00 €
20	Immobilisations incorporelles	43 000,00 €	40 000,00 €
21	Immobilisations corporelles	772 500,00 €	473 840,00 €

020	Dépenses imprévues	10 000,00 €	0,00 €
16	Emprunts et dettes	91 851,00 €	90 003,00 €
001	Déficit d'investissement reporté		38 120,16 €
	REPORTS		55 077,89 €
		936 054,00 €	708 341,05 €

	Recettes	BP 2021	BP 2022
10	Dotation, fonds divers		
1068			51 165,05 €
13	Subvention d'investissement		
16	Emprunts	521 428,00 €	0,00 €
27	Autres immobilisations financières		
040	Amortissement des immobilisations	414 626,00 €	432 000,00 €
021	Virement de la section de fonctionnement		183 143,00 €
	REPORTS		42 033,00 €
		936 054,00 €	708 341,05 €

1. Les dépenses comprennent essentiellement :

- Les dépenses d'équipement d'un montant de 473 840 €, dont :
 - 200 000 € pour l'achat de 2 véhicules de 9 places, somme à laquelle il convient de rajouter 30 000 € d'aménagements et d'accessoires divers ;
 - 200 000 € pour les travaux de mise en œuvre du schéma directeur cyclable ;
 - 22 000 pour la rénovation de moteurs de véhicules ;
 - 20 000 € de provision pour les travaux à réaliser sur le dépôt.
- Le remboursement du capital de la dette pour un montant de 67 520 € (chapitre 16), montant auquel s'ajoute le remboursement de l'avance faite par le budget principal pour 22 483 € ;
- Les dépenses imprévues- chapitre 020- pour 0,00 € ;
- L'amortissement de subventions - chapitre 040- pour 11 300 €

2. Les recettes comprennent :

- L'excédent de fonctionnement capitalisé pour 51 165,05 € (article 1068) ;
- Les amortissements des biens acquis antérieurement pour 432 000 € (chapitre 040) ;
- Le virement de la section de fonctionnement pour 183 143 € (art 002) ;
- Pas d'appel à l'emprunt prévu.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'adopter le budget primitif 2022 du Budget annexe « Transports Urbains et Mobilité » par chapitre pour la section de fonctionnement et au niveau du chapitre ou « par opération » pour la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 49 Voix pour
- 4 Voix contre (M. Michel ROUX, Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, M. Rémy CATROU)
- 4 Abstentions ((Mme Dominique DEREN, M. Jean-Philippe MACHON, M. Jean-Pierre ROUDIER en son nom et celui de Mme Céline VIOLLET).
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-45. Affectation des résultats de 2021 - Budget Annexe "Hôtel d'Entreprises "

Monsieur Philippe CALLAUD donne lecture des chiffres de la délibération.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2021 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats de fonctionnement.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2021 en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2021	55 389,74 €	75 056,00 €	+ 19 666,26 €
Résultat antérieur reporté	-		+ 41 597,61 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2021	-		+ 61 263,87 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2021	33 731,00 €	43 253,00 €	+ 9 522,00 €
Solde d'exécution reporté			+ 84 996,73 €
Solde d'exécution au 31/12/2021			+ 94 518,73 €

- La section de fonctionnement laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2021 de + 61 263,87 €. Cet excédent constitue le résultat à affecter.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2021, un solde d'exécution de + 94 518,73 €.

L'instruction comptable M14 dispose qu'après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat en tout ou partie :

- En priorité :
 - o A la couverture d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
 - o A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement,
- Puis pour le solde :
 - o Au financement de la section de fonctionnement
Et/ou
 - o Au financement de la section d'investissement

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

Considérant que la section d'investissement dégage au 31/12/2021 un solde d'exécution positif,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **D'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2021.
- **D'approuver** l'affectation du résultat de la manière suivante :
 - Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : + 61 263,87 €
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : + 94 518,73 €

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-46. Budget Primitif 2022 - Budget Annexe "Hôtel d'Entreprises"

Monsieur Philippe CALLAUD donne lecture des principaux chiffres de la délibération. Il rappelle que les dépenses de fonctionnement comprennent principalement les dépenses courantes relatives au fonctionnement du bâtiment, comme l'entretien, les réparations, les fluides, l'assurance et la maintenance. Les dépenses sont financées grâce aux aides. La prévision de loyer est inférieure à celle de l'année précédente, en effet l'une des entreprises présentes sur le site et louant la moitié des boxes se trouve placée en liquidation judiciaire et dans l'incapacité de payer ses loyers.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le Budget primitif 2022 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientation budgétaire présenté au Conseil Communautaire du 10 février dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Budget Principal de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 14, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1

Plusieurs activités sont gérées sous forme de budgets annexes, leur vote est proposé par chapitre.

La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2022** (article L.1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire les opérations réelles et les opérations d'ordre ainsi que les reports.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°2022-15 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2022 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « Hôtel d'Entreprises » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 10 février 2022 et les derniers ajustements budgétaires.

BUDGET HOTEL D'ENTREPRISES

➤ **La section de fonctionnement s'équilibre à 101 369,87 €, soit :**

Dépenses		BP 2021	BP 2022
011	Charges à caractère général	32 750,00 €	32 750,00 €
012	Charges de personnel		
65	Autres charges de gestion courante		
66	Charges financières		
67	Charges exceptionnelles réserve	628,00 €	22 966,87 €
014	Atténuation de produits		
022	Dépenses imprévues	2 400,00 €	2 400,00 €
023	Virement à la section d'investissement		
042	Amortissement des immobilisations	43 253,00 €	43 253,00 €
		79 031,00 €	101 369,87 €

Recettes		BP 2021	BP 2022
70	Produits des services		
73	Impôts et taxes		
74	Dotations, subventions...		
75	Autres produits de gestion courante	66 300,00 €	27 375,00 €
76	Produits financiers		
77	Produits exceptionnels-Sub équilibre- 774		
013	Atténuation de charges		
042	Amortissement des subventions	12 731,00 €	12 731,00 €
002	Excédent de fonctionnement reporté		61 263,87 €
		79 031,00 €	101 369,87 €

Les dépenses de fonctionnement comprennent principalement :

- Les dépenses courantes relatives au fonctionnement du bâtiment (l'entretien et la réparation, les fluides, l'assurance, la maintenance et la taxe foncière) pour 32 750 € (chapitre 011) ;
- La dotation aux amortissements pour 43 253 € (chapitre 042) ;

Ces dépenses sont financées grâce aux recettes suivantes :

- 27 375 € provenant des loyers versés par les entreprises occupantes (art 752) ;
Cette prévision de loyer bien inférieure à celle de l'an passé (66 300 € prévus en 2021 pour 62 325 € réalisés) tient au fait qu'une des entreprises présente sur le site et louant la moitié des box, se trouve actuellement placée en liquidation judiciaire et dans l'incapacité de payer le loyer. La prévision de recettes pour 2022 intègre par conséquent cette situation durant une période transitoire de quelques mois.
- 12 731 € relatifs à l'amortissement de subventions (opération d'ordre entre sections).

➤ **La section d'investissement s'équilibre à 137 771,73 €, soit :**

Dépenses		BP 2021	BP 2022
040	Amortissement des subventions	12 731,00 €	12 731,00 €
21	Immobilisations corporelles RESERVE	9 522,00 €	102 940,73 €
Total des opérations d'équipement			
16	Emprunts et dettes	21 000,00 €	21 000,00 €
16	Remboursement caution (art 165)		1 100,00 €
020	Dépenses imprévues		
reports			- €
		43 253,00 €	137 771,73 €

	Recettes	BP 2021	BP 2022
10	Dotation, fonds divers		
13	Subvention d'investissement		
16	Emprunts		
27	Autres immobilisations financières		
001	Excédent d'investissement reporté		94 518,73 €
040	Amortissement des immobilisations	43 253,00 €	43 253,00 €
021	Virement de la section de fonctionnement		
	reports		- €
		43 253,00 €	137 771,73 €

Les dépenses d'investissement comprennent :

- L'amortissement de subventions pour 12 731 € (chapitre 040) ;
- Le remboursement de l'avance de trésorerie au budget principal pour 21 000 € (chapitre 16) ;
- Le remboursement d'une caution bancaire pour 1 100 € (chapitre 16) ;
- Des réserves pour 102 940,73 € (chapitre 21).

Les recettes sont constituées des dotations aux amortissements pour 43 253 € (chapitre 040).

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** le budget primitif 2022 du Budget annexe « Hôtel d'Entreprises » par chapitre, pour la section de fonctionnement et la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-47. Affectation des résultats de 2021 - Budget Annexe "ZAC Centre Atlantique"

Monsieur Frédéric ROUAN présente les chiffres de la délibération. Les dépenses concernent les frais liés aux ventes, bornage et taxes notamment, tandis que les recettes proviennent des ventes de parcelles.

En l'absence de questions, le Président la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2021 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats de fonctionnement.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2021 en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2021	645 142,89 €	645 142,89 €	0.00 €
Résultat antérieur reporté			0.00 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2021			0.00 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2021	47 192,89 €	597 950,00 €	+ 550 757,11 €
Solde d'exécution reporté			- 6 157 447,00 €
Solde d'exécution au 31/12/2021			-5 606 689,89 €

- La section de fonctionnement laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2021 de 0 €.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2021, un solde d'exécution cumulé de - 5 606 689,89 €.

L'instruction comptable M14 dispose qu'après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat en tout ou partie :

- En priorité :
 - A la couverture d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
 - A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement,
- Puis pour le solde :
 - Au financement de la section de fonctionnement
Et/ou
 - Au financement de la section d'investissement

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2019, modifié le 9 janvier 2020, et notamment l'article 6, I, 1°), «Développement économique »,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- **d'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2021.
- **D'approuver** l'affectation du résultat de la manière suivante :
 - Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : 0 €
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 :
- 5 606 689,89 €

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-48. Budget Primitif 2022 - Budget Annexe "ZAC Centre Atlantique"

Monsieur Frédéric ROUAN présente les chiffres de la délibération.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le Budget primitif 2022 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientation budgétaire présenté au Conseil Communautaire du 10 février dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code général des collectivités territoriales.

Le Budget Principal de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 14, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1.

Plusieurs activités sont gérées sous forme de budgets annexes ; leur vote est proposé par chapitre.

*La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2022** (article L.1612-2 du Code général des collectivités territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.*

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire opérations réelles et opérations d'ordre ainsi que les reports.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n° 2022-15 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2022 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « ZAC Centre Atlantique » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 10 février 2022 et les derniers ajustements budgétaires.

La section de fonctionnement s'équilibre à 9 106 164,84 €, soit :

Dépenses		BP 2021	BP 2022
011	Charges à caractère général	2 808 200,00 €	2 294 211,00 €
012	Charges de personnel		
65	Autres charges de gestion courante		
66	Charges financières		
67	Charges exceptionnelles		
014	Atténuation de produits		
022	Dépenses imprévues		
023	Virement à la section d'investissement		
042	Sortie terrains vendus (art 71355)	1 783 793,00 €	6 811 953,84 €
		4 591 993,00 €	9 106 164,84 €

Recettes		BP 2021	BP 2022
70	Produits des services	1 783 793,00 €	6 811 953,84 €
73	Impôts et taxes		
74	Dotations, subventions...		
75	Autres produits de gestion courante		
76	Produits financiers		
77	Produits exceptionnels		
013	Atténuation de charges		
042	Opérations d'ordre (art 71355)	2 808 200,00 €	2 294 211,00 €
002	Excédent de fonctionnement reporté		
		4 591 993,00 €	9 106 164,84 €

Les dépenses comprennent :

- 1 330 100 € pour l'acquisition de terrains (art 6015) ;
- 612 200 € pour l'aménagement des terrains dont 486 000 € de fouilles archéologiques compris les travaux préalables de décapage des terrains (art 6045) ;
- 100 000 € pour les travaux d'accès aux parcelles (art 605) ;
- 251 911 € de taxe sur les premières cessions de terrains nus rendus constructibles (art 608) ;
- 6 811 953,84 € correspondant aux flux d'actualisation du stock de terrains aménagés suite aux ventes estimées.

Les recettes comprennent :

- 6 811 953,84 € pour les ventes de terrains ;
- 2 294 211 € correspondant à la valorisation 2021 du stock de terrains aménagés.

La section d'investissement s'équilibre à 7 900 900,89 €, soit ;

Dépenses		BP 2021	BP 2022
040	Opérations d'ordre (art 3555)	2 808 200,00 €	2 294 211,00 €
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)		
	Total des opérations d'équipement		
001	Déficit d'investissement reporté		5 606 689,89 €
020	Dépenses imprévues		
	reports		
		2 808 200,00 €	7 900 900,89 €

Recettes		BP 2021	BP 2022
10	Dotations, fonds divers		
13	Subvention d'investissement		
16	Emprunts	1 024 407,00 €	1 088 947,05 €
27	Autres immobilisations financières		
001	Excédent d'investissement reporté		
040	Sortie terrains vendus (art 3555)	1 783 793,00 €	6 811 953,84 €
	reports		
		2 808 200,00 €	7 900 900,89 €

Les dépenses comprennent :

- La valorisation 2021 du stock de terrains aménagés pour 2 294 211 €.

Les recettes comprennent :

- Les flux d'actualisation du stock de terrains aménagés suite aux ventes pour 6 811 953,84 € ;
- L'emprunt prévisionnel pour 1 088 947,05 €.

Il est proposé au conseil communautaire :

- **d'adopter** le budget primitif 2022 du Budget Annexe « ZAC Centre Atlantique » par chapitre, pour la section de fonctionnement et la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 0 Voix contre
- 3 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX, M. Jean-Philippe MACHON)
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-49. Affectation des résultats de 2021 - Budget Annexe "ZA Les Charriers Sud"

Monsieur Frédéric ROUAN présente les chiffres de la délibération.

En l'absence de questions, Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2021 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats de fonctionnement.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2021 en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2021	703,27 €	703,27 €	0,00 €
Résultat antérieur reporté	-		0,00 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2021	-		0,00 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2021	703,27 €	0,00 €	- 703,27 €
Solde d'exécution reporté	-		- 204 207,55 €
Solde d'exécution au 31/12/2021	-		- 204 910,82 €

- La section de fonctionnement laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2021 de 0 €.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2021, un solde d'exécution de - 204 910,82 €.

L'instruction comptable M14 dispose qu'après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat en tout ou partie :

- En priorité :
 - A la couverture d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
 - A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement,
- Puis pour le solde :
 - Au financement de la section de fonctionnement
Et/ou
 - Au financement de la section d'investissement

Après en avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°) « Développement Economique »,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- **d'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2021.
- **d'approuver** l'affectation du résultat de la manière suivante :
 - Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : 0 €
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : - 204 910,82 €

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-50. Budget Primitif 2022 : Budget Annexe "ZA Les Charriers Sud"

Monsieur Frédéric ROUAN donne lecture des chiffres de la délibération.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le Budget primitif 2022 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientation budgétaire présenté au Conseil Communautaire du 10 février dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code général des collectivités territoriales.

Le Budget Principal de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 14, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1.

Plusieurs activités sont gérées sous forme de budgets annexes ; leur vote est proposé par chapitre.

La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2022** (article L.1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire opérations réelles et opérations d'ordre ainsi que les reports.

En conséquence et après avis favorable de la Conférence des Maires qui s'est tenue le 23 mars 2022,

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°2022-15 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2022 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « ZA Les Charriers Sud » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 10 février 2022 et les derniers ajustements budgétaires,

La section de fonctionnement s'équilibre à 202 071 €, soit :

Dépenses		BP 2021	BP 2022
011	Charges à caractère général	298 862,00 €	202 071,00 €
012	Charges de personnel		
65	Autres charges de gestion courante		
66	Charges financières		
67	Charges exceptionnelles		
014	Atténuation de produits		
022	Dépenses imprévues		
023	Virement à la section d'investissement		
042D	Amortissement des immobilisations		
		298 862,00 €	202 071,00 €

Recettes		BP 2021	BP 2022
70	Produits des services		
73	Impôts et taxes		
74	Dotations, subventions...		
75	Autres produits de gestion courante		
76	Produits financiers		
77	Produits exceptionnels		
013	Atténuation de charges		
042	Opérations d'ordre (art 7133)	298 862,00 €	202 071,00 €
002	Excédent de fonctionnement reporté		
		298 862,00 €	202 071,00 €

Les dépenses de fonctionnement comprennent :

- L'acquisition de terrains pour 100 571 € (art 6015) ;
- Les études d'aménagement de la ZA pour 92 500 € (art 6045) ;
- Les dépenses annexes (annonces légales, enquêtes publiques, communication) pour 9 000 € (art 608).

Une recette d'ordre, en direction de la section d'investissement, vient équilibrer la section de fonctionnement et permet ainsi de valoriser le stock de terrains en cours d'aménagement.

La section d'investissement s'équilibre à 406 981,82 €, soit :

Dépenses		BP 2021	BP 2022
040	Opérations d'ordre (art 3355)	298 862,00 €	202 071,00 €
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)		
	Total des opérations d'équipement		
001	Déficit d'investissement reporté		204 910,82 €
020	Dépenses imprévues		
	reports		
		298 862,00 €	406 981,82 €

Recettes		BP 2021	BP 2022
10	Dotations, fonds divers		
13	Subvention d'investissement		
16	Emprunts	298 862,00 €	406 981,82 €
27	Autres immobilisations financières		
001	Excédent d'investissement reporté		
040R	Amortissement des immobilisations		
021	Virement de la section de fonctionnement		
	reports		
		298 862,00 €	406 981,82 €

Comme indiqué ci-dessus, la section de fonctionnement est équilibrée via une opération d'ordre en direction de la section d'investissement d'un montant de 202 071 €. Les dépenses d'investissement sont financées par un emprunt prévisionnel de 406 981,82 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** le budget primitif 2022 du Budget annexe « ZA Les Charriers Sud » par chapitre, pour la section de fonctionnement et la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-51. Affectation des résultats de 2021 - Budget Annexe "ZA La Sauzaie"

Monsieur Frédéric ROUAN donne lecture des chiffres de la délibération.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE a noté que le budget prévisionnel de 2021 et celui proposé pour 2022 figurent dans la délibération. Elle souhaite savoir pourquoi le budget réalisé 2021 ne figure pas à la place du budget prévisionnel.

Monsieur le Président précise que l'affectation des résultats correspond à la réalisation du budget 2021. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que l'exercice budgétaire et comptable 2021 étant clos, il convient d'arrêter les résultats de clôture pour l'ensemble des budgets. Les deux sections sont concernées, soit le fonctionnement et l'investissement. Il est ensuite procédé à l'affectation des résultats de fonctionnement.

Le Conseil Communautaire vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2021 en adoptant le compte administratif dont les résultats de clôture sont déterminés comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses	Recettes	Solde (+ ou -)
Résultat de l'exercice 2021	228 806,76 €	228 806,76 €	0,00 €
Résultat antérieur reporté	-		0,00 €
Résultat cumulé de clôture au 31/12/2021	-		0,00 € Résultat à affecter
SECTION D'INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution de l'exercice 2021	144 217,04 €	84 589,72 €	- 59 627,32 €
Solde d'exécution reporté	-		- 559 201,49 €
Solde d'exécution au 31/12/2021	-		- 618 828,81 €

- La section de fonctionnement laisse apparaître un résultat cumulé de clôture au 31 décembre 2021 de 0 €.
- La section d'investissement laisse apparaître au 31 décembre 2021, un solde d'exécution de - 618 828,81 €.

L'instruction comptable M14 dispose qu'après constatation du résultat de fonctionnement, l'assemblée délibérante peut affecter ce résultat en tout ou partie :

- En priorité :
 - A la couverture d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
 - A la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement,
- Puis pour le solde :
 - Au financement de la section de fonctionnement
 - Et/ou
 - Au financement de la section d'investissement

Après en avoir entendu le rapporteur,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- **D'approuver** les résultats de clôture constatés au 31/12/2021.
- **D'approuver** l'affectation du résultat de la manière suivante :
 - Résultat cumulé de fonctionnement reporté au compte 002 : 0 €
 - Solde d'exécution cumulé de la section d'investissement reporté au compte 001 : - 618 828,81 €

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-52. Budget Primitif 2022 - Budget Annexe "ZA La Sauzaie"

Monsieur Frédéric ROUAN présente les chiffres de la délibération.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le Budget primitif 2022 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientations budgétaires présenté au Conseil Communautaire du 10 février dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code général des collectivités territoriales.

Le Budget Principal de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 14, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1.

Plusieurs activités sont gérées sous forme de budgets annexes ; leur vote est proposé par chapitre.

*La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2022** (article L.1612-2 du Code général des collectivités territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.*

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire opérations réelles et opérations d'ordre ainsi que les reports.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°2022-15 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2022 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « ZA La Sauzaie » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 10 février 2022 et les derniers ajustements budgétaires.

La section de fonctionnement s'équilibre à 113 295,87 €, soit :

	Dépenses	BP 2021	BP 2022
011	Charges à caractère général	232 686,42 €	13 300,00 €
012	Charges de personnel		
65	Autres charges de gestion courante		
66	Charges financières		
67	Charges exceptionnelles		
014	Atténuation de produits		
022	Dépenses imprévues		
023	Virement à la section d'investissement		
042	Sortie terrains vendus (art 7133)	204 780,00 €	99 995,87 €
		437 466,42 €	113 295,87 €

	Recettes	BP 2021	BP 2022
70	Produits des services	204 780,00 €	49 400,00 €
73	Impôts et taxes		
74	Dotations, subventions...	- €	50 595,87 €
75	Autres produits de gestion courante		
76	Produits financiers		
77	Produits exceptionnels		
013	Atténuation de charges		

042	Opérations d'ordre (art 7133)	232 686,42 €	13 300,00 €
002	Excédent de fonctionnement reporté		
		437 466,42 €	113 295,87 €

Les dépenses de fonctionnement comprennent :

- Des frais de bornages et divisions parcellaires liés à la commercialisation des terrains pour 3 000 € (art 6045) ;
- Une réserve de 10 000 € pour travaux divers (art 605) ;
- Des frais divers pour 300 € (art 608).

Les recettes comprennent :

- Une Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux -DETR- pour 50 595,87 € (art 748371) ;
- Une recette d'ordre, en direction de la section d'investissement, pour équilibrer la section de fonctionnement et permet ainsi de valoriser le stock de terrains en cours d'aménagement pour 13 300 €.

La section d'investissement s'équilibre à 632 128,81 €, soit :

Dépenses		BP 2021	BP 2022
040	Opérations d'ordre (art 3355)	232 686,42 €	13 300,00 €
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)		
	Total des opérations d'équipement	- €	- €
001	Déficit d'investissement reporté		618 828,81 €
020	Dépenses imprévues		
	reports		
		232 686,42 €	632 128,81 €

Recettes		BP 2021	BP 2022
10	Dotation, fonds divers		
13	Subvention d'investissement		
16	Emprunts	27 906,42 €	532 132,94 €
27	Autres immobilisations financières		
001	Excédent d'investissement reporté		
040	Sortie terrains vendus (art 3355)	204 780,00 €	99 995,87 €
021	Virement de la section de fonctionnement		
	reports		
		232 686,42 €	632 128,81 €

Les dépenses comprennent :

- La valorisation 2021 du stock de terrains aménagés pour 13 300 €.

Les recettes comprennent :

- Les flux d'actualisation du stock de terrains aménagés suite aux ventes pour 99 995,87 € ;
- L'emprunt prévisionnel pour 532 132,94 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter** le budget primitif 2022 du Budget annexe « ZA La Sauzaie » par chapitre, pour la section de fonctionnement et la section d'investissement.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-53. Budget Primitif 2022 - Budget Annexe "Zones d'Activités Communautaires"

Monsieur Frédéric ROUAN précise qu'il s'agit d'une création, qui concerne le budget du Fief Picaud et des Brandes. Pour la première fois, deux zones sont comprises dans le même budget. Il présente les chiffres de la délibération.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande si, pour un emprunt d'un tel montant, la CDA se porte emprunteur ou si des cautions différentes sont apportées.

Monsieur le Président répond que la CDA porte le risque. Elle dispose néanmoins de foncier, qu'elle va vendre par la suite. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

Le Budget primitif 2022 s'inscrit dans le cadre du rapport d'orientation budgétaire présenté au Conseil Communautaire du 10 février dernier, conformément à l'article L. 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Budget Principal de la Communauté d'Agglomération de Saintes établi en M 14, est proposé au vote par nature et par chapitre avec une présentation fonctionnelle croisée, en application du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment de ses articles L. 2312-3 et R. 2312-1.

Plusieurs activités sont gérées sous forme de budgets annexes ; leur vote est proposé par chapitre.

*La date limite de vote des budgets primitifs des collectivités territoriales est fixée au **15 avril 2022** (article L. 1612-2 du Code Général des Collectivités Territoriales). Le budget principal et ses budgets annexes doivent être adoptés au cours de la même séance, en vertu du principe d'unité budgétaire.*

Ces budgets comprennent l'intégralité des mouvements, c'est-à-dire les opérations réelles et les opérations d'ordre ainsi que les reports.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R. 2311-1 et R. 5211-14,

Vu la délibération n°2021-169 du Conseil Communautaire en date du 29 septembre 2021 portant création du budget annexe « Zones d'Activités communautaires »,

Vu la délibération n°2022-15 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022 prenant acte du Rapport d'Orientations Budgétaires pour 2022 et du débat intervenu,

Considérant l'avis favorable de la conférence des Maires du 23 mars 2022,

Considérant le rapport de présentation du budget primitif du budget annexe « Zones d'Activités communautaires » repris ci-dessous,

Ce budget reprend les éléments du débat d'orientations budgétaires du 10 février 2022 et les derniers ajustements budgétaires.

La section de fonctionnement s'équilibre à 454 630,50 €, soit :

	Dépenses	BP 2021	BP 2022
011	Charges à caractère général Fief Picaud		51 730,50 €
011	Charges à caractère général Les Brandes		402 900,00 €
012	Charges de personnel		
65	Autres charges de gestion courante		
66	Charges financières		
67	Charges exceptionnelles		

014	Atténuation de produits		
022	Dépenses imprévues		
023	Virement à la section d'investissement		
042	Sortie terrains vendus (art 71355)		
		- €	454 630,50 €

Recettes		BP 2021	BP 2022
70	Produits des services		
73	Impôts et taxes		
74	Dotations, subventions...		
75	Autres produits de gestion courante		
76	Produits financiers		
77	Produits exceptionnels		
042	opérations d'ordre 7133 Fief Picaud		51 730,50 €
	opérations d'ordre (art 7133) Les Brandes		
042			402 900,00 €
002	Excédent de fonctionnement reporté		
		- €	454 630,50 €

Les dépenses de fonctionnement comprennent:

- L'acquisition de terrains ;
- Les études d'aménagement de la ZAC ;
- Les dépenses annexes (annonces légales, communication).

Une recette d'ordre, en direction de la section d'investissement, vient équilibrer la section de fonctionnement et permet ainsi de valoriser le stock de terrains en cours d'aménagement.

La section d'investissement s'équilibre à 454 630,50 € soit :

Dépenses		BP 2021	BP 2022
040	opération d'ordre (art 3355) Fief Picaud	- €	51 730,50 €
040	opération d'ordre (art 3355) Les Brandes		402 900,00 €
	Total des opérations d'équipement	- €	- €
020	Dépenses imprévues		
	reports		
		- €	454 630,50 €

Recettes		BP 2021	BP 2022
10	Dotation, fonds divers		
13	Subvention d'investissement		
16	Emprunts		454 630,50 €
27	Autres immobilisations financières		
001	Excédent d'investissement reporté		
040	Sortie terrains vendus (art 3555)		- €
	Virement de la section de fonctionnement		
021			
	reports		
		- €	454 630,50 €

Comme indiqué ci-dessus, la section de fonctionnement est équilibrée via une opération d'ordre en direction de la section d'investissement. Ces dépenses d'investissement sont financées par un emprunt prévisionnel de 454 630,50 €.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'adopter le budget primitif 2022 du Budget annexe « Zones d'Activités communautaires » par chapitre, pour la section de fonctionnement et la section d'investissement.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

POLITIQUES CONTRACTUELLES

2022-54. Appel à candidature pour la mise en œuvre de stratégies de développement local sous la forme d'un Développement Local par les Acteurs Locaux (DLAL) pour la période de programmation des fonds européen 2021-2027

Monsieur le Président indique que la région a lancé un nouvel appel à candidatures en décembre, avec une mise en œuvre des stratégies de développement du DLAL pour 2021-2027. Il est proposé de désigner le syndicat de Saintonge Romane pour porter cette candidature. L'appel à projets permettra au territoire de bénéficier de fonds européens LEADER et FEADER pour soutenir sa stratégie de développement local. Le calendrier est très court, les dossiers doivent être déposés avant le 17 juin. La sélection des dossiers aura lieu en octobre, avec une mise en œuvre dès janvier 2023.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir qui porte ce dossier, et qui va le présenter.

Monsieur le Président répond qu'il s'agit du pays de Saintonge Romane. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la Région Nouvelle Aquitaine a lancé en décembre 2021 un appel à candidatures (AAC) auprès des territoires pour la mise en œuvre de stratégies de développement local sous la forme d'un Développement Local par les Acteurs Locaux (DLAL) pour la période de programmation européenne 2021 -2027. Les territoires ont jusqu'au 17 juin 2022 pour présenter leur dossier de candidature, la sélection des dossiers devant intervenir en octobre 2022 pour une mise en œuvre au 1^{er} janvier 2023.

Cet AAC a pour objectif de permettre au territoire de la Saintonge Romane de bénéficier de fonds européens Leader et Feder OS 5 (3 219 368 €) et de soutenir des actions concourant à atteindre les objectifs de développement définis localement dans le cadre d'une démarche mobilisant les acteurs locaux.

Le territoire de la candidature est celui du Pays de la Saintonge Romane. Le dossier de candidature doit comprendre :

- Une présentation synthétique de la zone géographique et de la population concernée ;
- Un descriptif des modalités de mobilisation des acteurs pour la préparation de la candidature ;
- Une analyse des besoins et du potentiel de développement du territoire ;
- Un descriptif de la stratégie de développement local et de ses objectifs ;
- Une présentation du plan d'actions ;
- Le plan de financement de la stratégie par fonds ;
- Une description des mécanismes d'animation, de communication, de gestion, de suivi et d'évaluation de la stratégie : mise en place d'un GAL (Groupe d'Action Locale) pour mettre en œuvre la stratégie de développement et sélectionner les dossiers subventionnés....
- Une description du processus de mobilisation et de participation des acteurs locaux dans la stratégie ;
- L'engagement du territoire pour la mise en œuvre de la stratégie signée par la structure porteuse et/ou les intercommunalités composant le territoire.

Dans ce cadre, il est demandé au Conseil Communautaire de désigner la structure porteuse de la candidature pour le territoire de la Saintonge Romane, soit le Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane. Il est précisé que le Conseil Communautaire devra dans un second temps approuver la stratégie de développement local élaborée et déclinée en un programme d'actions pour lesquelles les fonds européens pourront être mobilisés.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

Vu le courrier du 7 février 2022 signé par M. Pierre Tual, Président du Pays de Saintonge Romane, invitant le Conseil Communautaire de l'agglomération de Saintes à délibérer pour désigner le Syndicat mixte du Pays de Saintonge Romane comme étant la structure porteuse de la candidature pour la mise en œuvre d'une stratégie de développement local sous la forme d'un Développement Local par les Acteurs Locaux (DLAL) pour la période de programmation européenne 2021-2027,

Considérant l'appel à candidatures (AAC) lancé en décembre 2021 par la Région Nouvelle Aquitaine auprès des territoires de Nouvelle Aquitaine pour la mise en œuvre de stratégies de développement local sous la forme d'un Développement Local par les Acteurs Locaux et les modalités associées,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** l'élaboration d'une candidature auprès de la Région Nouvelle Aquitaine pour la mise en œuvre d'une stratégie de développement local de la Saintonge Romane sous la forme d'un Développement Local par les acteurs locaux (DLAL) pour la période de programmation des fonds européens notamment Leader et Feder OS 5 2021-2027.

- **de désigner** le Syndicat mixte du Pays de Saintonge Romane comme étant la structure porteuse de cette candidature puis de sa mise en œuvre.

- **de contribuer** avec les communautés de communes de Cœur de Saintonge et de Gémorac et de la Saintonge Viticole et le Syndicat Mixte du Pays de Saintonge Romane à l'élaboration de la stratégie de développement local déclinée en un programme d'actions dans le cadre d'une démarche mobilisant les acteurs locaux.

- **de préciser** que la candidature élaborée sera soumise ultérieurement pour approbation au Conseil Communautaire de l'agglomération de Saintes conformément au règlement de l'appel à candidature de la Région Nouvelle Aquitaine.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'agriculture, de l'aménagement et de l'attractivité du territoire, à signer tous documents relatifs à l'élaboration de cette candidature ainsi qu'à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

TRAVAUX, BÂTIMENTS ET MAINTENANCE

2022-55. Futur siège de la CDA - approbation d'avenants aux marchés de travaux : avenant 3 au lot n° 1 (VRD) /avenant 4 lot n° 4 (gros œuvre - démolition / avenant 3 au lot n° 11 (menuiseries bois)/ avenant 2 au lot n° 15 (peinture) / avenant 2 au lot n° 18 (électricité, courants forts et faibles) / avenant 3 au lot n° 19 (chauffage, rafraîchissement, ventilation, plomberie sanitaire)

Monsieur Francis GRELLIER effectue un point d'étape. Le mois d'avril est dédié aux opérations préalables de réception. La réception est prévue le 30 avril, mais interviendra sans doute plus tard puisque le 30 correspond à un samedi. Le site est divisé en quatre parties, dont certaines sont déjà réceptionnées, comme les zones informatiques. Les aménagements extérieurs ont commencé. La fin de chantier est proche, malgré quelques éléments à terminer. Quelques avenants sont proposés, dans la mesure où le total excède 5% du budget initial. Monsieur Francis GRELLIER présente les lots concernés. Ces avenants ne remettent pas en cause le budget qui avait été présenté, ils sont pris sur les lignes des aléas.

Monsieur le Président propose que les élus visitent le siège.

Monsieur Francis GRELLIER propose qu'une visite soit organisée dans le courant du mois de juin.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE a noté que le total de l'augmentation liée aux avenants représentait environ 120 000 euros de plus. Elle souhaite savoir si les honoraires de la SEMDAS augmentent également de ce fait.

Monsieur le Président répond par la négative.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE observe que l'impasse qui a subi le passage des camions est très endommagée. Des réparations de fortune ont été effectuées, et elle demande si la CDA va s'engager à remettre cette impasse en état. La moitié de la largeur appartient à la CDA et l'autre moitié aux riverains, mais les camions n'ont pas respecté la partie qui les concernait.

Monsieur Francis GRELLIER précise que les réparations ont été effectuées en bonne et due forme. La moitié de l'impasse appartient effectivement à la CDA. Toutefois, si chacun respectait sa part de propriété, plus personne ne pourrait utiliser cette impasse. Une réunion a déjà eu lieu avec les propriétaires des bâtiments donnant sur l'impasse afin d'essayer de mettre en place une convention de bon voisinage déterminant qui pourra se stationner sur cette impasse. La problématique ne porte pas tant sur l'aspect carrossable, mais plutôt sur l'écoulement des eaux.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la CDA de Saintes a conclu des marchés de travaux autorisés par délibération n°2020-76 du Conseil Communautaire du 5 mars 2020 dans le cadre du projet de transfert de son siège, sis Boulevard Guillet Maillet à Saintes.

La présente délibération concerne la passation de six avenants aux marchés de travaux concernant les lots n°1 (VRD), n°4 (démolitions - gros œuvre), n°11 (menuiseries bois), n°15 (peinture), n°18 (électricité - courants forts et faibles) et n°19 (chauffage - rafraîchissement - ventilation - plomberie sanitaire), pour un montant cumulé de 92 409,89 € HT, crédits initialement prévus dans l'enveloppe aléas de l'opération.

En effet, des modifications se sont avérées nécessaires en cours de chantier, ces dernières entraînent des travaux supplémentaires.

Pour le lot n°1 (VRD), il s'agit de l'avenant n°3 dont le montant en plus-value s'élève à 6 643,80 € H.T et porte le montant du marché à 195 123,95 € H.T (+13.73 % par rapport au montant du marché initial). Il concerne l'évacuation du cabanon adossé au mur mitoyen démolie pour un montant de 2 285,00 € H.T et les interventions sur les réseaux de l'impasse Fromentin avec dévoiement sous l'escalier de secours, caniveaux à grilles dans le local poubelles et un second hydrocurage pour un montant de 4 358,80 € H.T.

Pour le lot n°4 (démolitions- gros œuvre), il s'agit de l'avenant n°4, dont le montant en plus-value s'élève à 7 753,55 € H.T et porte le montant du marché à 850 895,64 € H.T (+8.39 % par rapport au montant du marché initial). Il concerne le maintien de la base de vie au regard de la prolongation du délai d'exécution pour un montant de 2 100,00 € H.T, la mise en place d'une tresse coupe-feu au sous-sol en vue de répondre à la demande du bureau de contrôle pour un montant de 2 404,55 € H.T, et l'ouverture en rez-de-chaussée d'une gaine technique verticale permettant la maintenance et les interventions ultérieures éventuelles pour un montant de 3 249,00 € H.T.

Pour le lot n°11 (menuiseries bois), il s'agit de l'avenant n°3, dont le montant en plus-value s'élève à 8 448,12 € H.T et porte le montant du marché à 241 620,13 € H.T (+8.68 % par rapport au montant du marché initial). Il concerne la mise en place d'une lisse bois sur les garde-corps pour 2 946,00 € H.T, des modifications de menuiseries intérieures demandées par le maître d'ouvrage pour 3 202,12 € H.T et la fourniture et pose d'une trappe coupe-feu pour l'ouverture de la gaine technique verticale pour la maintenance et des travaux éventuels pour 2 300,00 € H.T.

Pour le lot n°15 (peinture), il s'agit de l'avenant n°2, dont le montant en plus-value s'élève à 7 628,23 € H.T et porte le montant du marché à 167 562,06 € H.T (+5.95 % par rapport au montant du marché initial) Il concerne les travaux de peinture pour les bureaux et la salle de réunion supplémentaires demandés par le maître d'ouvrage pour la pose de toile de verre pour un montant de 2 969,60 € H.T et la peinture de la paroi existante pour un montant de 4 658,63 € H.T.

Pour le lot 18 (électricité - courants forts et faibles), il s'agit de l'avenant n°2, dont le montant en plus-value s'élève à 30 467,97 € H.T et porte le montant du marché à 570 548,95 € H.T (+6.89 % par rapport au

montant du marché initial). Il concerne des travaux complémentaires d'électricité faisant suite aux modifications des plans architectes demandés par la maîtrise d'ouvrage : précâblage informatique, installation d'une antenne TV, d'un poste pour visioconférence, ainsi que des modifications d'aménagement dans les bureaux des affaires générales, du service éducation et de la direction des solidarités.

Pour le lot 19 (chauffage - rafraîchissement - ventilation - plomberie sanitaire), il s'agit de l'avenant n°3 dont le montant en plus-value d'un montant de 31 468,22 € H.T et porte le montant du marché à 1 053 590,93 € H.T (+7.26 % par rapport au montant du marché initial). Il concerne la prise en compte des interventions sur le réseau, la GTC/ régulation avec caissettes supplémentaires pour prendre en compte les modifications demandées par la maîtrise d'ouvrage relatives à l'aménagement des bureaux des Affaires Générales, du Service Education, l'infirmerie, la Direction des Solidarités et la Direction Générale.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

Vu la délibération n°2017-125 du Conseil Communautaire en date du 6 juillet 2017, transmise en Sous-Préfecture le 17 juillet 2017, émettant un avis favorable sur le projet de transfert du siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes dans le bâtiment J de l'ancien siège de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Charente Maritime au 12 boulevard Guillet Maillet à Saintes,

Vu la délibération n°2018-98 du Conseil Communautaire en date du 24 mai 2018, transmise en Sous-préfecture le 25 mai 2018, portant sur le lancement de consultations des marchés de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage déléguée dans le cadre du transfert des services administratifs de la Communauté d'Agglomération de Saintes au 12 Boulevard Guillet Maillet à Saintes,

Vu la délibération n°2018-220 du Conseil Communautaire en date du 8 novembre 2018, transmise en Sous-Préfecture le 15 novembre 2018, autorisant la signature du marché de maîtrise d'œuvre pour le transfert du siège administratif de la Communauté d'Agglomération de Saintes au 12 boulevard Guillet Maillet à Saintes, (17100),

Vu la délibération n°2019-112 du Conseil Communautaire en date du 27 juin 2019, transmise en Sous-Préfecture le 1^{er} juillet 2019, validant l'Avant-Projet Sommaire (APS) du futur siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes, autorisant l'équipe de maîtrise d'œuvre à poursuivre les études pour permettre le dépôt du permis de construire, et arrêtant l'enveloppe prévisionnelle des travaux à 4.684.200 € H.T. (valeur APS),

Vu la délibération n°2019-146 du Conseil Communautaire en date du 26 septembre 2019, transmise en Sous-Préfecture le 8 octobre 2019, approuvant l'Avant-Projet Définitif (APD) du futur siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes, autorisant l'équipe de maîtrise d'œuvre à poursuivre les études pour permettre la remise du projet (PRO) en octobre 2019 et le lancement de la consultation des entreprises, autorisant la SEMDAS à piloter les différentes missions à venir de l'équipe de maîtrise d'œuvre, portant l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de transfert du siège de la Communauté d'Agglomération de Saintes au 12 boulevard Guillet Maillet à Saintes à 5.860.000 € H.T. et arrêtant le coût prévisionnel des travaux au stade APD au montant de 4.684.000 € H.T. auquel s'ajoute l'option (PSE - Prestation Supplémentaire Eventuelle) de l'aménagement de placards à 131.200 € H.T.,

Vu la délibération n°2020-76 du Conseil Communautaire en date du 5 mars 2020, transmise en Sous-préfecture le 12 mars 2020, attribuant les marchés de travaux aux entreprises et autorisant la SEMDAS à procéder à leur signature au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu la délibération 2020-117 du Conseil Communautaire en date du 16 juillet 2020, transmise en Sous-Préfecture le 22 juillet 2020, portant élection du Président de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2020-121 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020, transmise en Sous-préfecture le 6 août 2020 portant délégation du Conseil au Président et notamment le point 4 : « prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de

fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget ; »

Vu la délibération n°2021-05 du Conseil Communautaire en date 26 janvier 2021, transmise en Sous-préfecture le 4 février 2021, autorisant la signature des avenants 1 des marchés de travaux des lots 1, 4 et 17,

Vu la délibération n°2021-42 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2021, transmise en Sous-Préfecture le 6 avril 2021, autorisant la signature de l'avenant 2 du marché de travaux du lot 4,

Vu la délibération n° 2021-214 du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2021, transmise en Sous-Préfecture le 2 décembre 2021, autorisant la signature de l'avenant 2 au marché de travaux du lot 1 et l'avenant 3 au marché de travaux du lot 4,

Vu la décision n°2021-76 en date du 5 mai 2021, transmise au contrôle de légalité le 6 mai 2021, approuvant la signature des avenants n°1 aux marchés de travaux des lots 10, 11, 12, 14, 15, 18 et 19,

Vu la décision 2021_183 en date du 24 novembre 2021, transmise au contrôle de légalité le 3 janvier 2022 approuvant la signature des avenants n°1 aux marchés de travaux des lots 5, 7, et des avenants n°2 aux marchés de travaux des lots 10, 11 et 19.

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2022, compte 238, opération 483,

Au vu des éléments qui précèdent, il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** l'avenant n°3 au marché de travaux du lot 1 (VRD) n°2020-074 de l'entreprise GAUDY BONNEAU d'un montant en plus-value de 6.643,80 € H.T et portant le montant du marché à 195.123,95 € H.T (+13,73% par rapport au montant du marché initial).
- **d'approuver** l'avenant n°4 au marché de travaux du lot 4 (gros œuvre, démolition) n°2020-077 de l'entreprise ALM ALLAIN d'un montant en plus-value de 7.753,55 € H.T et portant le montant du marché à 850.895,64 € H.T (+8,39 % par rapport au montant du marché initial).
- **d'approuver** l'avenant n°3 au marché de travaux du lot 11 (menuiseries bois) n°2020-084 de l'entreprise FGV d'un montant en plus-value de 8.448,12 € H.T et portant le montant du marché à 241.620,13 € H.T (+8,68 % par rapport au montant du marché initial).
- **d'approuver** l'avenant n°2 au marché de travaux du lot 15 (peinture) n°2020-088 de l'entreprise JOULIN d'un montant en plus-value de 7.628,23 € H.T et portant le montant du marché à 167.562,06 € H.T (+5,95 % par rapport au montant du marché initial).
- **d'approuver** l'avenant n°2 au marché de travaux du lot 18 (électricité courants forts et faibles) n°2020-091 de l'entreprise CEME d'un montant en plus-value de 30.467,97 € H.T et portant le montant du marché à 570.548,95 € H.T (+6,89 % par rapport au montant du marché initial).
- **d'approuver** l'avenant n°3 au marché de travaux du lot 19 (chauffage, rafraîchissement, ventilation, plomberie sanitaire) n°2020-092 de l'entreprise AXIMA d'un montant en plus-value de 31.468,22 € H.T et portant le montant du marché à 1.053.590,93 € H.T (+7,26 % par rapport au montant du marché initial).
- **d'autoriser** Monsieur le Directeur Général Délégué de la Société d'Économie Mixte pour le Développement de l'Aunis et de la Saintonge, mandataire, à signer lesdits avenants ainsi que toutes pièces s'y rapportant.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à la majorité l'ensemble de ces propositions par :

- 52 Voix pour
- 0 Voix contre
- 2 Abstentions (Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom et celui de M. Pierre MAUDOUX)
- 0 Ne prend pas part au vote

RESSOURCES HUMAINES

2022-56. Modification du tableau des effectifs

Madame Marie-Line CHEMINADE indique qu'il s'agit de permettre la création d'un poste de rédacteur pour un poste de chargé d'affaires foncières au niveau de la Direction de l'Aménagement et du Développement Durable. Il s'agit également de permettre la création d'un poste d'ingénieur dans la perspective d'une réorganisation au niveau de la Direction des Ressources Humaines. Des postes doivent aussi être réajustés au niveau de la direction des équipements aquatiques, la mobilité interne a en effet été sollicitée pour deux postes de direction, notamment des agents d'accueil. Les deux personnes recrutées ne disposaient effectivement pas du même grade que les deux personnes qui sont parties. Deux agents du service informatique ont par ailleurs réussi un concours de technicien territorial. Enfin, il est nécessaire de réajuster certains aspects de la direction Éducation, Enfance et Jeunesse afin de répondre à la déprécarisation. Le temps de travail de certains postes se trouve modifié. Par ailleurs, un toilettage important a été réalisé au niveau du tableau des effectifs afin de supprimer 79 postes. Différents départs ont eu lieu depuis un certain nombre d'années. Des fonctionnaires sont partis, et le tableau des effectifs n'avait jamais été mis à jour. Le service des Ressources Humaines a mené un travail pointilleux afin de permettre de disposer d'un tableau des effectifs le plus fidèle possible à la réalité.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE a noté que 70 postes non-complets ont été supprimés, et 34 postes à temps complet. La colonne apparitions fait état de 9 temps non-complets et 10 postes à temps complet. Ainsi, plus de 80 postes disparaissent complètement.

Madame Marie-Line CHEMINADE précise qu'il est question très exactement de 79 postes. Il s'agit simplement d'un toilettage, ces emplois n'existaient déjà plus. Un tableau le plus fidèle à la réalité de la collectivité doit être fourni.

Monsieur le Président souligne que les premiers effets de la déprécarisation sont déjà observables. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le tableau des effectifs constitue la liste des emplois ouverts budgétairement pourvus ou non, classés par filières, cadres d'emplois et grades et distingués par une durée hebdomadaire de travail déterminée en fonction des besoins du service.

Les agents concernés sont les agents titulaires occupant un emploi permanent à temps complet et à temps non complet ainsi que les agents non titulaires occupant un emploi permanent à temps complet et à temps non complet.

Conformément au Code général de la fonction publique, aucune création d'emploi ne peut intervenir si les crédits disponibles au chapitre budgétaire correspondant ne le permettent pas.

Après avis du comité technique du 1^{er} avril 2022 et compte tenu des besoins des services de l'établissement, il est proposé de modifier le tableau des effectifs.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

Vu l'avis du Comité technique du 1^{er} avril 2022,

Considérant les besoins de la Direction Education, Enfance, Jeunesse,

Considérant la demande de changement de temps de travail d'un agent de la Direction,

Considérant la nécessité d'augmenter le temps de travail de certains agents de la direction compte tenu des besoins du service,

Considérant les départs d'agents de la Direction qui n'ont jamais été remplacés par des fonctionnaires alors qu'ils correspondent à des besoins permanents de l'établissement,

Considérant la réussite au concours d'animateur territorial d'un agent de la Direction,

Considérant les besoins de la Direction des Systèmes d'Information et de Télécommunication

Considérant la réussite au concours de technicien territorial de 2 agents de la Direction,

Considérant les besoins de la Direction des Équipements Aquatiques,

Considérant la mobilité de deux agents de la Direction,

Considérant qu'à l'issue du jury de recrutement pour assurer leur remplacement, les 2 agents recrutés n'ont pas le même grade que les agents partis,

Considérant les besoins de la Direction des Ressources Humaines,

Considérant la nécessité de créer un poste de responsable prévention, développement et la performance RH à temps complet, poste de catégorie A, filière technique, cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux, grade d'ingénieur,

Considérant les missions du poste,

Considérant que ce besoin correspond à la création nette d'un poste,

Considérant les besoins de la Direction Aménagement et Développement Durable du Territoire,

Considérant la nécessité de créer un poste de chargé d'affaire foncières à temps complet, poste de catégorie B, filière administrative, cadre d'emplois des rédacteurs, grade de rédacteur,

Considérant les missions du poste,

Considérant que ce besoin correspond à la création nette d'un poste,

Considérant le toilettage du tableau des effectifs,

Considérant qu'afin de prendre en compte tous ces mouvements de personnel, il convient de modifier le tableau des effectifs comme suit :

GRADES	CREATIONS	SUPPRESSIONS
Adjoint technique	+ 8 TNC	- 26 TNC
Adjoint technique	+ 9 TC	- 1 TC
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	+ 2 TC	- 7 TC
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe	+ 1 TNC (32h)	- 20 TNC
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe		- 7 TC
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe		- 3 TNC
Agent de maitrise	+ 2 TC	
Agent de maitrise		- 2 TNC (31h/32h)
Agent de maitrise principal		- 4 TC
Agent de maitrise principal		- 1 TNC (32h)
Technicien	+ 2 TC	- 1 TC
Ingénieur	+1 TC	
Ingénieur en chef de classe normale		- 1 TC
Attaché		- 1 TC
Rédacteur	+ 1 TC	
Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe		- 2 TC
Adjoint administratif		- 2 TC
Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe		- 1 TNC (16h)
Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe		- 2 TC
Animateur	+ 1 TC	
Adjoint d'animation		- 3 TNC (5/29,5/28)

Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe		- 1 TC
Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} classe		- 5 TNC (26/28,15/28,5/29,7/31)
Adjoint d'animation principal de 1 ^{ère} classe		- 2 TNC (25,8/26,5)
Adjoint d'animation principal de 1 ^{ère} classe		- 1 TC
ATSEM principal de 2 ^{ème} classe		- 1 TNC (33h)
ATSEM principal de 1 ^{ère} classe		- 5 TNC (30,2/27/29,73/33/32)
Auxiliaire de puériculture de classe supérieure		- 1 TC
Conseiller des APS		- 1 TC
Educateur des APS principal de 1 ^{ère} classe		- 1 TC
Psychologue de classe normale		- 1 TNC (17,5)
Puéricultrice cadre supérieur de santé		- 1 TC
Emploi de catégorie A		- 2 TC

Considérant les crédits prévus au budget 2022, chapitre 012,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **de procéder** à la modification du tableau des effectifs du Budget Principal ci-annexés, conformément aux éléments ci-dessus mentionnés.
- **d'autoriser** Monsieur le Président ou son représentant en charge des Ressources Humaines et du Dialogue Social, à l'Administration générale à signer tout document relatif à cette délibération selon les conditions susmentionnées.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

Information sur la monétisation des Comptes Épargne Temps (CET) de l'année 2021 par catégorie statutaire

Madame Marie-Line CHEMINADE explique que pour 2021, le CET atteint 33 682 euros, répartis sur les différentes catégories avec environ 13 000 euros pour les catégories A, 3 780 euros pour les catégories B et 16 500 euros pour les catégories C. Les montants forfaitaires sont de 135 euros pour les catégories A, 90 euros pour les catégories B et 75 euros pour les catégories C.

Monsieur le Président souligne qu'il s'agit de l'équivalent d'un poste par an.

AFFAIRES GÉNÉRALES ET JURIDIQUES

2022-57. CYCLAD - Modification de la désignation de délégués

Monsieur le Président précise que l'habitude est de changer régulièrement les délégués à CYCLAD. Afin de gagner du temps, les membres doivent accepter à l'unanimité de procéder à main levée.

Les membres sont favorables à l'unanimité au vote à main levée.

Monsieur le Président indique qu'il s'agit d'inverser le rôle du titulaire et du suppléant. En l'absence de questions, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que par délibération n°2020-153 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020, la CDA de Saintes a désigné ses délégués titulaires (Jérôme GARDELLE, Jean-Luc FOURRE, Eliane TRAIN, Gaby TOUZINAUD et Pierre TUAL) et suppléants (Philippe CHASSERIEAU, Pascal PELLERIN, Lydia MARTINEAU, Daniel MOULON et Isabelle COSSON) au Comité Syndical du Syndicat Mixte CYCLAD.

Monsieur Pierre TUAL avait été désigné délégué titulaire et Madame Isabelle COSSON, déléguée suppléante. Or, ils souhaiteraient inverser leurs désignations, ce qui nécessite une modification des délégués qui ont été désignés à CYCLAD.

Il convient de rappeler que la CDA est compétente pour désigner ses représentants au Comité Syndical de CYCLAD par délibération du Conseil Communautaire.

Aussi, il est proposé de procéder à la modification de la désignation de ces délégués au Comité Syndical de CYCLAD.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5711-1,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

Vu les statuts du syndicat mixte fermé dénommé CYCLAD annexés à l'arrêté préfectoral du 26 mars 2020 portant modification des statuts du CYCLAD,

Vu la délibération n°2020-153 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020 portant désignation des délégués à CYCLAD,

Considérant que Monsieur Pierre TUAL a été désigné délégué titulaire et que Madame Isabelle COSSON, déléguée suppléante par délibération n°2020-153 du Conseil Communautaire susvisée, et qu'ils souhaitent inverser leurs désignations,

Considérant qu'il est nécessaire, pour se faire, de modifier la désignation d'un des cinq délégués titulaires et d'un des cinq délégués suppléants au Comité Syndical du Syndicat Mixte CYCLAD,

Au vu de ces éléments, il est proposé au Conseil Communautaire :

- ***de procéder*** à la modification de la désignation des délégués au Comité Syndical de CYCLAD désignés par délibération n°2020-153 du Conseil Communautaire en date du 30 juillet 2020 comme suit :
 - o *de désigner Madame Isabelle COSSON comme déléguée titulaire au lieu de Monsieur Pierre TUAL et de désigner Monsieur Pierre TUAL comme délégué suppléant au lieu de Madame Isabelle COSSON.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-58. Désignation des membres des commissions communautaires - modifications

Monsieur le Président rappelle que la nouvelle formule des commissions a été votée lors du précédent Conseil Communautaire. La désignation a été repoussée afin de permettre à certaines communes de choisir leurs représentants pour chaque commission. Pour Saintes et Chaniers, les noms des représentants devaient être connus. Pour les autres communes, il s'agissait du maire ou de son représentant. Les documents transmis comprennent la liste des noms pour chaque commission. Il est également nécessaire que les membres fassent part de leur accord pour voter à main levée.

Les membres sont favorables à l'unanimité au vote à main levée.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE était absente lors du précédent Conseil. Elle souhaiterait savoir à quoi correspond la commission PFIS.

Monsieur le Président répond qu'il s'agit des pompes funèbres intercommunales.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaiterait candidater à la commission Mobilité.

Monsieur le Président en prend note. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que suite à la modification des commissions communautaires intervenue par délibération n°2022-22 du Conseil communautaire en date du 10 février 2022, il est nécessaire de désigner les membres des 19 commissions créées.

Suite à la modification du règlement intérieur par délibération n°2022-21 du Conseil communautaire en date du 10 février 2022, chaque commission comprend un représentant par commune, à l'exception de Saintes, qui dispose de trois représentants, et de Chaniers, qui en dispose de deux.

La composition proposée est la suivante :

- pour les communes bénéficiant d'un représentant, que celles-ci soient représentées par le Maire de la commune et qu'en cas d'empêchement, le Maire désigne le conseiller chargé de le remplacer qui peut être différent dans chaque commission.

- pour la commune de Saintes disposant de 3 représentants (2 pour la majorité et 1 pour les oppositions) et pour la commune de Chaniers disposant de 2 représentants de procéder à la désignation de leurs représentants au sein de chacune des commissions.

Comme prévu à l'article L.5211-40-1 du CGCT, en cas d'empêchement, le membre d'une commission peut être remplacé pour une réunion par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire. Ce dernier veille dans sa désignation à respecter le principe de la représentation proportionnelle.

Il est proposé de désigner les membres au sein de chaque commission à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L. 2121-21 du CGCT.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment les articles L 5211-1, L 5211-40-1 et L 2121-22,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021,

Vu la délibération n°2020-170 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020, portant adoption du Règlement Intérieur de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2020-171 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020, portant création des commissions communautaires,

Vu la délibération n°2020-205 du Conseil Communautaire en date du 17 novembre 2020, portant modifications de la désignation des membres des commissions communautaires,

Vu la délibération n°2022-21 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022, portant modification du Règlement Intérieur de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2022-22 du Conseil Communautaire en date du 10 février 2022, portant modification du nombre de commissions,

Considérant qu'il est nécessaire, au regard des nouvelles commissions créées, de désigner au sein de chaque commission les membres qui la composent,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- *D'abroger la délibération n°2020-205 susvisée en date du 17 novembre 2020 et de la remplacer par la présente délibération à compter de son rendu exécutoire.*
- *De désigner les membres au sein de chaque commission à main levée selon la procédure dérogatoire prévue à l'article L. 2121-21 du CGCT.*
- *De désigner, dans chacune des 19 commissions créées pour toutes les communes de la CDA à l'exception de Saintes et de Chaniers, le Maire de la Commune. Ce dernier pourra désigner un conseiller municipal pour le remplacer comme indiqué ci-avant.*
- *De désigner les membres suivants au sein de chaque commission pour les représentants de Saintes et de Chaniers qui disposent respectivement de 3 et 2 représentants au sein de chacune des commissions. En cas d'empêchement, le membre d'une commission peut être remplacé pour une réunion par un conseiller municipal de la même commune désigné par le maire. Ce dernier veille dans sa désignation à respecter le principe de la représentation proportionnelle.*

1/ La commission « Mobilité »

Vice-Président référent : Philippe DELHOUME

Saintes :

- *M. Joël TERRIEN*
- *Mme Charlotte TOUSSAINT*
- *Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE*

Chaniers :

- *M. Daniel CANUS*
- *M. Gérard PISSIER*

2/ La commission « Finances »

Vice-Président référent : Philippe CALLAUD

Saintes :

- *Mme Véronique CAMBON*
- *Mme Véronique ABELIN-DRAPRON*
- *M. Pierre DIETZ (Titulaire)*

Chaniers :

- *M. Jean-Paul GIRARD*
- *M. Michel SIAUDEAU*

3/ La commission « Travaux bâtiments communautaires »

Vice-Président référent : Francis GRELLIER

Saintes :

- *M. Joël TERRIEN*
- *Mme Evelyne PARISI*
- *M. Jean-Pierre ROUDIER*

Chaniers :

- *M. Jacques BERTOT*
- *M. Jean-Luc GRAVELLE*

4/ La commission « NTIC »

Vice-Président référent : Fabrice BARUSSEAU

Saintes :

- Mme Marie-Line CHEMINADE
- Mme Véronique ABELIN-DRAPRON
- Néant

Chaniers :

- M. Daniel CANUS
- M. Eric PANNAUD

5/ La commission « Economie »

Président et Vice-Président référent : Bruno DRAPRON et Frédéric ROUAN

Saintes :

- M. Philippe CALLAUD
- M. Joël TERRIEN
- M. Jean-Philippe MACHON

Chaniers :

- M. Jean-Luc FOURRE
- M. Jean-Luc GRAVELLE

6/ La commission « ESS »

Vice-Président référent : Pierre-Henri JALLAIS

Saintes :

- Mme Charlotte TOUSSAINT
- Mme Véronique ABELIN-DRAPRON
- Néant

Chaniers :

- M. Eric PANNAUD
- M. Jean Luc FOURRE

7/ La commission « Economie circulaire »

Vice-Présidents référents : Pierre-Henri JALLAIS et Jérôme GARDELLE

Saintes :

- Mme Véronique ABELIN-DRAPRON
- M. Philippe CALLAUD
- Néant

Chaniers :

- M. Jean-Luc FOURRE
- M. Jean-Luc GRAVELLE

8/ La commission « Education, petite enfance, enseignements supérieurs et jeunesse »

Vice-Présidents référents : Eric PANNAUD et Véronique CAMBON

Saintes :

- Mme Marie-Line CHEMINADE
- Mme Véronique TORCHUT
- Néant

Chaniers :

- Mme Annie GRELET
- M. Daniel CANUS

9/ La commission « Eaux »

Vice-Président référent : Fabrice BARUSSEAU

Saintes :

- Mme Charlotte TOUSSAINT
- M. Laurent DAVIET
- Néant

Chaniers :

- M. Jacques BERTOT
- M. Stéphane WATTEBLED

10/ La commission « Randonnées / Flow Vélo »

Vice-Président référent : Alexandre GRENOT

Saintes :

- Mme Marie-Line CHEMINADE
- M. Joël TERRIEN
- Néant

Chaniers :

- M. Eric PANNAUD
- M. Jean Luc FOURRE

11/ La commission « Milieux Naturels »

Vice-Président référent : Fabrice BARUSSEAU

Saintes :

- Mme Charlotte TOUSSAINT
- M. Thierry BARON
- Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE

Chaniers :

- M. Jean-Luc GRAVELLE
- M. Dominique CALVO

12/ La commission « Déchets »

Vice-Président référent : Jérôme GARDELLE

Saintes :

- Mme Charlotte TOUSSAINT
- M. Philippe CREACHCADEC
- M. Pierre DIETZ

Chaniers :

- M. Eric PANNAUD
- M. Jean Luc FOURRE

13/ La commission « Energie »

Vice-Président référent : Fabrice BARUSSEAU

Saintes :

- Mme Charlotte TOUSSAINT
- M. Laurent DAVIET
- Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE

Chaniers :

- M. Jean-Luc FOURRE
- M. Michel SIAUDEAU

14/ La commission « Agriculture »

Vice-Président référent : Frédéric ROUAN

Saintes :

- Mme Charlotte TOUSSAINT
- M. Joël TERRIEN
- M. Jean-Pierre ROUDIER

Chaniers :

- M. Jean-Luc GRAVELLE
- Mme Céline LATOUCHE

15/ La commission « Habitat »

Vice-Présidente référente : Evelyne PARISI

Saintes :

- Mme Charlotte TOUSSAINT
- M. Thierry BARON
- Néant

Chaniers :

- M. Eric PANNAUD -
- M. Jean Luc FOURRE

16/ La commission « Attractivité, aménagement du territoire et urbanisme »

Vice-Présidents référents : Frédéric ROUAN et Jean-Luc MARCHAIS

Saintes :

- M. Joël TERRIEN
- M. Thierry BARON
- M. Jean-Pierre ROUDIER

Chaniers :

- M. Jean-Luc GRAVELLE
- M. Jean-Pierre CARTON

17/ La commission « Tourisme »

Vice-Président référent : Alexandre GRENOT

Saintes :

- Mme Véronique TORCHUT
- Mme Evelyne PARISI
- M. Jean-Philippe MACHON

Chaniers :

- M. Jean-Paul GIRARD
- M. Dominique CALVO

18/ La commission « Solidarité »

Vice-Président référent : Pascal GILLARD en partenariat avec Caroline AUDOUIN (Santé), Véronique ABELIN-DRAPRON (CISPD et Politique de la Ville) et Pierre-Henri JALLAIS (Insertion)

Saintes :

- M. Thierry BARON
- Mme Caroline AUDOUIN
- Néant

Chaniers :

- M. Eric PANNAUD
- M. Jean Luc FOURRE

19/ La commission « PFIS »

Vice-Président référent : Alain MARGAT

Saintes :

- M. Laurent DAVIET
- Mme Caroline AUDOUIN
- Néant

Chaniers :

- Mme Sylvie ALIGANT
- M. Stéphane WATTEBLED

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

MARCHÉS PUBLICS

2022-59. Autorisation de signer l'accord-cadre "transports collectifs spécifiques"

Monsieur Francis GRELLIER indique que le marché comprend deux lots, l'un pour le transport au niveau de Saintes et l'autre pour le transport hors Saintes. L'entreprise KEOLIS Littoral a été retenue pour les deux lots.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la présente consultation concerne les transports collectifs spécifiques.

Le marché est constitué de 2 lots :

Lot 1 : Transports sur Saintes

Lot 2 : Transports hors Saintes

Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée d'un an, reconductible tacitement 3 fois un an.

Le marché est conclu pour les montants suivants sur la durée du marché :

Lot 1 : minimum 90 000 € HT ; maximum 300 000 € HT

Lot 2 : minimum 80 000 € HT ; maximum 200 000 € HT

La commission d'Appel d'offres de la Communauté d'Agglomération de Saintes a attribué le 7 mars 2022 les lots de la façon suivante :

LOTS	Entreprise retenue
Lot 1 : Transports sur Saintes	KEOLIS LITTORAL 2 Avenue du Pont Neuf CS 30191 17308 ROCHEFORT Cedex
Lot 2 : Transports hors Saintes	KEOLIS LITTORAL 2 Avenue du Pont Neuf CS 30191 17308 ROCHEFORT Cedex

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L. 1111-1, L. 2124-2, L. 2125-1, R. 2162-13 et R. 2162-14,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2°) c) portant sur l'« organisation de la mobilité au sens du titre III de la 1^{ère} partie du Code des Transports, sous réserve de l'article L 3421-2 du même code ».

Vu la délibération n°2020-121 du conseil Communautaire du 30 juillet 2020 portant délégation du Conseil Communautaire au Président, et notamment le point n°4 relatif à la passation des marchés et de leurs avenants,

Considérant que la délégation au Président n'est consentie que pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation à l'exception de la décision de signer les marchés et les accords-cadres, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant supérieur aux seuils des procédures formalisées prévus par les textes en vigueur pour les marchés publics de fournitures et services et supérieur à 2 000 000 € H.T pour les marchés publics de travaux ainsi que toute décision concernant leurs avenants sans incidence financière ou avec une incidence financière limitée en cas d'augmentation à 5 % du montant global du marché initial, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant que le marché pour les transports collectifs spécifiques est d'un montant supérieur au seuil susvisé,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Saintes a lancé une consultation pour les transports collectifs spécifiques, sous la forme d'un appel d'offres ouvert (publicité en date du 23 décembre 2021),

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au Budget annexe Transports Urbains et Mobilités 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des bâtiments communautaires, des travaux et des marchés publics à signer les marchés et toutes les pièces liées à la procédure avec :

- L'entreprise KEOLIS LITTORAL, 2 avenue du Pont Neuf, CS 30191, 17308 ROCHEFORT Cedex pour le lot 1 pour un montant minimum de 90 000 € HT et un montant maximum de 300 000 € H.T sur la durée du marché.
- L'entreprise KEOLIS LITTORAL, 2 avenue du Pont Neuf, CS 30191, 17308 ROCHEFORT Cedex pour le lot 2 pour un montant minimum de 80 000 € HT et un montant maximum de 200 000 € H.T sur la durée du marché.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

UNE AGGLOMÉRATION ATTRACTIVE ET INNOVANTE

ÉCONOMIE

2022-60. Modification de la vocation de l'extension de la zone de la Sauzaie à Fontcouverte - mise à jour du Schéma de Développement Economique (SDE)

Monsieur le Président rappelle qu'un SDE avait été voté en 2014 afin de définir la vocation des zones d'activités communautaires. Il est nécessaire de voter un nouveau schéma dans sa totalité, mais des modifications simplifiées ont été obtenues de la part de la préfecture afin de pouvoir avancer rapidement. Une modification simplifiée est donc proposée pour le terrain de La Sauzaie. En l'absence de questions, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle qu'en 2014, l'agglomération a voté un schéma de développement économique définissant entre autres la vocation (typologies d'activité) des zones d'activités communautaires.

Afin d'élargir les possibilités d'accueil des entreprises et de répondre aux demandes exprimées, il devient nécessaire de procéder à un ajustement du schéma d'implantation des zones d'activité.

Cet ajustement concerne spécifiquement l'extension de la zone d'activité de la Sauzaie à Fontcouverte.

Dans le schéma voté en 2014, il avait été convenu que l'extension de la zone de la Sauzaie devait avoir une vocation d'accueil d'activités productives (industrie, artisanat, commerce de gros), ce qui avait ensuite trouvé sa traduction dans le P.L.U. de la commune de Fontcouverte.

Cette vocation spécifique représente aujourd'hui un frein à l'implantation de certaines activités commerciales qui ont un intérêt pour le développement économique du territoire.

Il est donc nécessaire de faire évoluer la vocation de cette zone d'activité en permettant l'implantation d'activités commerciales.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1, relatif au développement économique,

Vu la délibération n°2014-04 du 07 mars 2014 approuvant la révision du Schéma de Développement Economique,

Considérant la volonté de mettre en cohérence le règlement du PLU sur l'ensemble de la zone d'activité communautaire de la Sauzaie à Fontcouverte,

Considérant la volonté de pouvoir accueillir des activités commerciales sur l'extension de la zone de la Sauzaie,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'ajouter une vocation d'accueil d'activités commerciales à la zone d'activité communautaire de la Sauzaie à Fontcouverte.***
- de modifier l'annexe 3 du schéma de développement économique adopté en 2014 et notamment le schéma d'implantation des activités économiques (page 8) ci-joint.***
- de charger Monsieur le Président de l'exécution de la présente délibération.***

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour***
- 0 Voix contre***
- 0 Abstention***
- 0 Ne prend pas part au vote***

2022-61. Approbation du règlement de l'appel à projets Economie Sociale et Solidaire (ESS) 2022 et du prix "Coup de cœur citoyen" associé.

Monsieur Pierre-Henri JALLAIS indique qu'il s'agit de la cinquième édition de l'appel à projets ESS. Il propose de le valider à nouveau selon le fonctionnement habituel. Les porteurs de projets devront se présenter dans le courant de l'été, pour un passage en jury à l'automne et un rendu des lauréats en fin d'année. L'idée est de répartir sur un abondement financier de 35 000 euros, dont 2 000 pour le coup de cœur citoyen.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur précise que les diverses entreprises et structures de l'économie sociale et solidaire localisées dans l'agglomération de Saintes représentaient, en 2018, 259 établissements pour 2.962 emplois, ce qui confère à l'ESS un poids considérable (21.3% de l'emploi salarié privé pour une moyenne nationale de 13.4%).

Présente dans tous les secteurs de l'économie, du social au bâtiment en passant par la banque, l'assurance, le tourisme, le sport ou l'agriculture, l'ESS a l'avantage d'offrir un mode de gestion d'entreprise responsable et de connaître une croissance régulière de son niveau d'activité et d'emploi, sans subir d'à-coup majeur en période de crise.

C'est fort de ce constat que la Communauté d'Agglomération de Saintes a décidé, depuis 2016, d'accorder toute sa place à l'ESS dans sa politique économique.

Parmi les actions phares de la Communauté d'Agglomération de Saintes en faveur de l'ESS figurent les appels à projets. 21 associations ou entreprises de l'ESS ont été récompensées de cette façon en 4 années et présentaient des projets créant à court ou moyen terme plus de 50 emplois.

L'année dernière, la CDA a innové en affectant une part de 2.000€ à un vote du public, les internautes ayant eu la faculté de s'exprimer en choisissant parmi les projets lauréats de l'appel à projets ESS celui qui leur paraissait le plus méritant et intéressant pour le territoire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L. 1511-1, L. 1511-2 et L. 4251-17,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de SAINTES annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 1°), relatif au développement économique,

Vu la délibération n°2018.86.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine en date du 5 février 2018 portant mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'internationalisation (SRDEII) et application du règlement d'intervention économique régional - Conventions Economiques avec les Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2018-88 du Conseil Communautaire en date du 12 avril 2018, transmise au contrôle de légalité le 23 avril 2018, relative à l'autorisation de signer la convention avec la Région Nouvelle Aquitaine portant adoption du régime communautaire d'aides aux entreprises,

Vu la convention signée le 6 juillet 2018 entre la Communauté d'Agglomération de Saintes et la Région Nouvelle Aquitaine,

Considérant le succès des précédentes éditions d'appels à projets ESS lancés par la Communauté d'Agglomération de Saintes avec 21 projets lauréats en 4 ans prévoyant la création de plus de 50 emplois,

Considérant le succès également du prix « Coup de cœur citoyen » organisé lors de la précédente édition, ayant amené près de 500 personnes à se connecter au site web de la Communauté d'Agglomération de Saintes pour sélectionner un gagnant parmi les lauréats de l'appel à projets,

Considérant les crédits nécessaires inscrits au budget principal 2022, nature 6574, chapitre 65,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes du règlement de l'appel à projets ESS 2022 ci-joint (annexe n°1) et d'y affecter la somme de 33.000€ maximum.

- d'approuver les termes du règlement du prix « Coup de cœur citoyen » ci-joint (annexe n°2) associé à l'appel à projets ESS 2022 et d'y affecter la somme de 2.000€.

- d'autoriser le lancement de l'appel à projets ESS 2022 à compter du rendu exécutoire de la présente délibération.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), de l'Economie Circulaire et des Chantiers d'Insertion, à signer tout courrier et document afférent à la mise en œuvre de ces règlements, à l'exception des décisions d'attribution des subventions aux lauréats et des conventions en découlant qui seront prises ultérieurement par l'autorité ou l'organe compétent au sein de la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE

2022-62. Création d'une piscine intercommunale avec fosse à plongée à destination des clubs, scolaires et établissements spécialisés

Monsieur Francis GRELLIER souligne que le projet d'implantation d'une nouvelle piscine intercommunale a déjà été évoqué. Les publics concernés sont les clubs de natation et de plongée ainsi que les scolaires. Le site pressenti est celui de l'ancienne Trocante. Il est particulièrement bien situé, avec deux voies majeures de part et d'autre. Il est proposé de lancer les études pour l'implantation de cette nouvelle piscine. Le site représente une superficie totale de 15 500 mètres carrés et appartient à la ville de Saintes. Il s'agirait de

procéder à l'évaluation de l'incidence sur Natura 2000, aux fouilles archéologiques et aux études sur les réseaux.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE est enthousiaste à l'idée de la construction d'une piscine de qualité. Elle considère néanmoins que l'idée d'un grand bassin ne doit pas être abandonnée totalement. Viser les clubs et les scolaires constitue un bon projet, toutefois du fait du réchauffement climatique chacun ne disposera pas d'une piscine dans son jardin. Les saintais et les habitants du territoire pourraient souhaiter venir à Saintes pour profiter d'une belle et grande piscine durant l'été.

Monsieur le Président remarque que plus la piscine comporte d'eau, plus il est nécessaire de chauffer, ce qui ne va pas dans le sens du développement durable. Une eau à 27 degrés est demandée pour se baigner. Les coûts énergétiques imposent de prendre garde au nombre de mètres cubes d'eau chauffés.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE a conscience que des personnes très compétentes vont travailler sur le sujet. Le projet doit être à la hauteur de l'Agglomération, qui comporte près de 65 000 habitants.

Monsieur le Président en est convaincu, c'est pourquoi une fosse de plongée qui n'existe nulle part ailleurs est prévue.

Monsieur Alexandre GRENOT remarque que Monsieur Rémy CATROU avait évoqué le water-polo. Il a vérifié, 50 mètres ne sont pas nécessaires, 30 x 20 mètres suffisent. La méthode de chauffage d'Aquarelle et de Starzinsky a été revue, avec une diminution d'un degré car les fluides coûtent trop cher actuellement. Au niveau d'Aquarelle, la chaudière bois est davantage utilisée pour chauffer. Une piscine olympique risquerait de coûter très cher.

Monsieur Francis GRELLIER observe que l'objet n'est pas de construire une piscine Aquarelle bis. Il est difficile de faire coexister sur un même site les deux types d'activités, loisirs et clubs/scolaires. Chaque piscine sera donc spécialisée.

Monsieur Philippe CALLAUD indique que le chauffage de l'eau a augmenté entre les mois de janvier-février 2021 et janvier-février 2022 de 8 500 euros pour les deux mois à 17 500 euros.

Monsieur Jean-Philippe MACHON soutient largement le projet de piscine. En ce qui concerne la Trocante, il s'agit d'un bâtiment et des terrains fortement amiantés, ce qui représente un coût très important. Il s'agit également d'un lieu qui avait été choisi par la Direction Régionale des Affaires Culturelles pour en faire un centre de conservation.

Monsieur le Président n'est pas d'accord sur ce dernier point, qui est faux. En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

* * * * *

Contexte et objectifs :

Le rapporteur rappelle que la Communauté d'Agglomération de Saintes souhaite remplacer la piscine Starzinsky, équipement en fin de vie situé en zone inondable. Pour cela, elle souhaite créer un nouvel équipement aquatique comprenant un ou plusieurs bassins ainsi qu'une fosse à plongée à destination des clubs, scolaires et établissements spécialisés. Il devrait idéalement se situer rive droite de Saintes, non loin de la piscine actuelle (Starzinsky).

Le site de « la Trocante », situé rive droite entre l'avenue de Nivelles et l'avenue Jourdan à Saintes, permettrait d'accueillir cet équipement tout en permettant de supprimer la friche existante (ex centre Leclerc avec station-service). Ce site semble offrir une localisation et des surfaces adaptées au projet de piscine intercommunale.

Le site est situé en zone AU du PLU de la ville de Saintes. Toutefois, l'orientation d'aménagement et de programmation du secteur n'étant pas adaptée à l'implantation d'un tel équipement, une évolution du document d'urbanisme sera nécessaire, mais reste compatible avec les délais de réalisation du projet d'équipement.

Par ailleurs, le site pourrait présenter des vestiges archéologiques et notamment des traces possibles de l'aqueduc gallo-romain. Des investigations archéologiques seraient donc nécessaires avant de pouvoir réaménager le site.

Aussi, au vu des éléments de contexte présentés ci-avant, il est proposé d'étudier l'implantation d'une piscine intercommunale sur le site de « la Trocante » afin de répondre durablement aux besoins des clubs et scolaires du territoire.

Proposition de montage opérationnel :

Les études préalables et les assistances à maîtrise d'ouvrage permettront à la Communauté d'Agglomération de Saintes de définir les composantes du projet de piscine (programme, dimensionnement), de confirmer sa possible implantation sur le site de « la Trocante », de vérifier sa faisabilité technique et financière, et de valider le recours aux procédures opérationnelles envisagées : Un permis de construire sera nécessaire pour la réalisation de ce projet, qui, de par sa typologie et sa superficie devrait être soumis à :

- déclaration au titre de la Loi sur l'eau, avec évaluation des incidences du projet sur Natura 2000,
- déclaration Installation Classée Pour l'Environnement,
- archéologie préventive, nécessitant la réalisation d'un diagnostic archéologique qui pourrait déboucher sur la prescription de fouilles archéologiques par la DRAC.

Il est proposé de faire appel à un (ou plusieurs) prestataire(s) extérieur(s) afin de réaliser les études préalables du projet, puis les études du permis de construire jusqu'au suivi des travaux. Ces études intégreront la réalisation des dossiers environnementaux ainsi que les études techniques, la consultation des assistances à maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation des travaux.

Plusieurs études techniques seront nécessaires dès la phase des études préalables, à savoir : diagnostics réseaux, levé topographique, étude de sols (géotechnique), diagnostics pollution, diagnostic archéologique, etc. L'agglomération missionnera les prestataires ou opérateurs compétents pour la réalisation des études et diagnostics techniques nécessaires pour s'assurer de la faisabilité du projet.

Pour la faisabilité de ce projet, des assistances à maîtrise d'ouvrage sont nécessaires dès la phase des études préalables.

Périmètre d'études :

Le périmètre d'étude est annexé à la présente délibération et couvre une surface de 15 501 m². Celui-ci inclut trois parcelles appartenant à la Ville de Saintes, que la Communauté d'Agglomération de Saintes devra acquérir.

Les sommes nécessaires à la réalisation du projet seront inscrites au budget.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L. 421-1, L. 424-1 et R. 424-24,

Vu le Code de l'Environnement, notamment les articles L. 214-1 et suivants et L. 512-1 et suivants,

Vu le Code du Patrimoine, notamment les articles R. 523-1 et suivants et R. 523-14,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, II, 3°), relatif à la compétence optionnelle « construction, aménagement, entretien et gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire »,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saintes,

Considérant les éléments précédemment apportés par le rapporteur,

Considérant la nécessité de faire avancer le projet dans sa phase études préalables pour étudier l'implantation d'une piscine intercommunale afin de répondre durablement aux besoins du territoire,

Considérant la nécessité de consulter des assistances à maîtrise d'ouvrage pour réaliser un programme fonctionnel et détaillé du projet.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le lancement des études préalables pour la création d'une piscine intercommunale, sur le site de la « Trocante » situé 105 avenue Jourdan à Saintes, et d'autoriser l'engagement des négociations amiables pour les acquisitions foncières nécessaires au projet.

- **d'approuver** le périmètre d'études joint en annexe, conformément à l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme, pour une surface de 15 501 m². En application de l'article R. 151-52 du Code de l'urbanisme, le périmètre sera reporté sur un document graphique annexé au document d'urbanisme concerné.
- **d'instaurer** à l'intérieur de la zone ainsi délimitée, et à compter de la présente délibération, un sursis à statuer qui pourra être opposé aux demandes d'autorisation concernant des travaux, constructions ou installations, dans les formes prévues à l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme.
- **d'inscrire** les crédits nécessaires à la réalisation de ces études préalables (faisabilité et programmiste) au budget.
- **d'autoriser** Monsieur le Président à signer la convention relative à la réalisation d'un diagnostic d'archéologie préventive, avec le département de la Charente-Maritime en charge de la réalisation du diagnostic.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, à procéder au lancement d'une consultation pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'une procédure de marché à procédure adaptée.
- **de charger** Monsieur le Président de l'exécution de la présente délibération et de l'autoriser à signer tout document nécessaire dans le cadre de cette opération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 55 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-63. Attribution d'une subvention et autorisation de signer la convention de partenariat avec la SEMIS pour la production de 9 logements aidés sur la commune de Fontcouverte - Chez Pilet

Monsieur le Président explique que le fonctionnement est le même qu'à l'accoutumée. Il précise que les membres du Conseil d'Administration de la SEMIS ne peuvent pas prendre part au vote concernant les prochaines délibérations. En l'absence de questions, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur explique que la SEMIS a acquis un terrain communal à Fontcouverte en décembre 2021. La SEMIS propose la réalisation d'une opération en maîtrise d'ouvrage directe de 9 logements locatifs sociaux dans un lotissement composé de 18 lots. Les 9 lots restants sont destinés à l'accession à la propriété. Le programme prévoit la réalisation de 6 logements sociaux (PLUS) et 3 logements très sociaux (PLAI). Les 9 logements seront des T3 dont les loyers s'échelonneront de 412,35 € à 488,78 €.

Au titre du règlement d'attribution des subventions en faveur de la production de logements sociaux et au regard du respect des objectifs chiffrés de production de logements du Programme Local de l'habitat 2017-2022, la SEMIS peut bénéficier d'une subvention de 60 000 € pour la réalisation de ce programme soit une subvention moyenne de 6 667 € par logement.

Le coût de cette opération qui s'élève à 1 612 159 € TTC et son plan de financement :

Subvention Etat - PLAI	17 100 €	1.06 %
Subvention Conseil Départemental 17	51 000 €	3.16 %
Subvention CDA de Saintes	60 000 €	3.72 %
Subvention commune de Fontcouverte	90 000 €	5.58 %
Subvention Action Logement	9 000 €	0.56 %
Prêt Action Logement	40 000 €	2.48 %
Prêt PLUS	489 725 €	30.38 %
Prêt PLAI	216 134 €	13.41 %
Prêt BOOSTER	135 000 €	8.37 %
Prêt Plus Foncier	168 040 €	10.42 %
Prêt PLAI Foncier	84 116 €	5.22 %
Fonds propres	252 044 €	15.63 %

L'attribution de cette subvention doit faire l'objet d'une convention de partenariat définissant les modalités d'attribution et de versement de cette subvention, objet de la présente délibération.

Lors de l'octroi de son prêt, la SEMIS sollicitera également la CDA pour qu'elle lui accorde une garantie sur l'emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5216-5 (3°) qui prévoit que la Communauté d'Agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres la compétence Equilibre social de l'habitat dont le Programme Local de l'Habitat,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 3°), comprenant entre autres « le Programme Local de l'Habitat »,

Vu la délibération n°2018-03 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 adoptant le Programme Local de l'Habitat 2017-2022 de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2018-06 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 définissant les nouvelles modalités d'octroi des subventions de la CDA de Saintes en faveur de la production de logements sociaux dans le cadre du PLH 2017-2022,

Vu la délibération n°2018-10 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 portant création de l'autorisation de Programme / Crédits de Paiement (AP/CP) « Programme Local de l'Habitat 2017-2022 » (PLH), modifiée par la délibération n°2018-240 du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2018, puis par délibération n°2020-27 du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020,

Vu la délibération n°2022-35 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022 relative au bilan annuel des autorisations de programme et crédits de paiement,

Considérant le projet d'opération de la SEMIS à Fontcouverte, Chez Pillet, qui consiste en la construction de 9 logements locatifs sociaux sur un terrain acquis à la commune,

Considérant qu'une fois les offres de prêt définitives émises par la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Saintes aura à se prononcer sur l'octroi d'une garantie d'emprunt,

Considérant qu'une convention de partenariat pour la réalisation de logements sociaux, fixant les conditions de versement de cette subvention, devra être signée avec la SEMIS dans le cadre de cette opération,

Considérant les crédits inscrits au Budget Principal 2022,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'attribuer une subvention de 60 000 € à la SEMIS pour la production de 9 logements aidés dans la commune de Fontcouverte, Chez Pillet,

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'Habitat, à signer la convention ci-annexée avec la SEMIS.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 7 Ne prend pas part au vote (M. Bruno DRAPRON en son nom seul, M. Pierre TUAL, M. Philippe CALLAUD, M. Thierry BARON en son nom et celui de M. Joël TERRIEN, Mme Véronique CAMBON au nom de Mme Evelynne PARISI, Mme Françoise LIBOUREL)

2022-64. Attribution d'une subvention et autorisation de signer la convention de partenariat avec la SEMIS pour la production de 4 logements aidés sur la commune de Villars-les-Bois - Chautabry

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet au vote la délibération.

Le rapporteur explique que la SEMIS propose la réalisation d'une opération en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 4 logements locatifs sociaux à Villars-Les-Bois, Hameau de Chautabry.

Le programme prévoit la réalisation de 3 logements sociaux (PLUS) et 1 logement très social (PLAI). Les 4 logements seront des T3 pour lesquels les loyers s'échelonneront de 373,20 € à 441,17 €.

Au titre du règlement d'attribution des subventions en faveur de la production de logements sociaux et au regard du respect des objectifs chiffrés de production de logements du Programme Local de l'habitat 2017-2022, la SEMIS peut bénéficier d'une subvention de 30 000 € pour la réalisation de ce programme soit une subvention moyenne de 7 500 € par logement.

Le coût de cette opération s'élève à 590 724 € TTC et son plan de financement :

Subvention Etat - PLAI	4 400 €	1 %
Subvention Conseil Départemental 17	22 000 €	4 %
Subvention CDA de Saintes	30 000 €	5 %
Subvention Action Logement	3 750 €	1 %
Participation CDA déficit	28 000 €	5 %
Participation Commune déficit	28 000 €	5 %
Participation SEMIS déficit	28 000 €	5 %
Prêt PLUS	229 996 €	39 %
Prêt PLAI	67 969 €	12 %
Prêt BOOSTER	60 000 €	10 %
Fonds propres	88 609 €	15 %

L'attribution de cette subvention doit faire l'objet d'une convention de partenariat définissant les modalités d'attribution et de versement de cette subvention, objet de la présente délibération.

Lors de l'octroi de son prêt, la SEMIS sollicitera également la CDA pour qu'elle lui accorde une garantie sur l'emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5216-5 I 3°) qui prévoit que la Communauté d'Agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres la compétence Equilibre social de l'habitat dont le Programme Local de l'Habitat,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 3°), comprenant entre autres « le Programme Local de l'Habitat »,

Vu la délibération n°2018-03 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 adoptant le Programme Local de l'Habitat 2017-2022 de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2018-06 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 définissant les nouvelles modalités d'octroi des subventions de la CDA de Saintes en faveur de la production de logements sociaux dans le cadre du PLH 2017-2022,

Vu la délibération n°2018-10 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 portant création de l'autorisation de Programme / Crédits de Paiement (AP/CP) « Programme Local de l'Habitat 2017-2022 » (PLH), modifiée par la délibération n°2018-240 du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2018, puis par délibération n°2020-27 du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020,

Vu la délibération n°2022-35 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022 relative au bilan annuel des autorisations de programme et crédits de paiement,

Considérant qu'une fois les offres de prêt définitives émises par la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Saintes aura à se prononcer sur l'octroi d'une garantie d'emprunt,

Considérant qu'une convention de partenariat pour la réalisation de logements sociaux, fixant les conditions de versement de cette subvention, devra être signée avec la SEMIS dans le cadre de cette opération,

Au vu des éléments exposés, il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention de 30 000 € à la SEMIS pour la production de 4 logements aidés dans la commune de Villars-les-Bois, hameau de Chautabry.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'Habitat, à signer la convention ci-annexée avec la SEMIS.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 7 Ne prend pas part au vote (M. Bruno DRAPRON en son nom seul, M. Pierre TUAL, M. Philippe CALLAUD, M. Thierry BARON en son nom et celui de M. Joël TERRIEN, Mme Véronique CAMBON au nom de Mme Evelyne PARISI, Mme Françoise LIBOUREL)

2022-65. Attribution d'un soutien à l'équilibre des opérations de logement social en milieu rural et autorisation de signer la convention de partenariat avec la SEMIS pour la production de 4 logements aidés à Villars-Les-Bois, Chautabry

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur explique que la SEMIS propose la réalisation d'une opération en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 4 logements locatifs sociaux à Villars-Les-Bois, Hameau de Chautabry.

Le programme prévoit la réalisation de 3 logements sociaux (PLUS) et 1 logement très social (PLAI). Les 4 logements seront des T3.

Au titre du règlement d'attribution des subventions dans le cadre du dispositif de soutien à l'équilibre des opérations de logement social en milieu rural, le déficit de cette opération étant de 21 000 € TTC par logement, sera pris en charge à hauteur d'un tiers, soit 28 000 €, par la commune de Villars-Les-Bois, pour un tiers par la Semis et pour un tiers par la Communauté d'Agglomération de Saintes.

Le coût de cette opération qui s'élève à 590 724 € TTC et son plan de financement :

Subvention Etat - PLAI	4 400 €	1 %
Subvention Conseil Départemental 17	22 000 €	4 %
Subvention CDA de Saintes	30 000 €	5 %
Subvention Action Logement	3 750 €	1 %
Participation CDA déficit	28 000 €	5 %
Participation Commune déficit	28 000 €	5 %
Participation SEMIS déficit	28 000 €	5 %
Prêt PLUS	229 996 €	39 %
Prêt PLAI	67 969 €	12 %
Prêt BOOSTER	60 000 €	10 %
Fonds propres	88 609 €	15 %

L'attribution de cette subvention doit faire l'objet d'une convention de partenariat définissant les modalités d'attribution et de versement de cette subvention, objet de la présente délibération.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5216-5 I 3°) qui prévoit que la Communauté d'Agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres la compétence Equilibre social de l'habitat dont le Programme Local de l'Habitat,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 3°), comprenant entre autres « le Programme Local de l'Habitat »,

Vu la délibération n°2018-282 du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2018 relatif au dispositif de soutien à l'équilibre des opérations de logement social en milieu rural par la CDA de Saintes,

Considérant qu'une convention de partenariat pour la réalisation de logements sociaux, fixant les conditions de versement de cette subvention, devra être signée avec la SEMIS et la commune de Villars-Les-Bois dans le cadre de cette opération,

Au vu de ces éléments, il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention de 28 000 € à la SEMIS pour la production de 4 logements aidés dans la commune de Villars-les-Bois, hameau de Chautabry au titre du soutien à l'équilibre des opérations de logement social en milieu rural.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'Habitat, à signer la convention ci-annexée avec la SEMIS et la Commune de Villars-Les-Bois.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 7 Ne prend pas part au vote (M. Bruno DRAPRON en son nom seul, M. Pierre TUAL, M. Philippe CALLAUD, M. Thierry BARON en son nom et celui de M. Joël TERRIEN, Mme Véronique CAMBON au nom de Mme Evelynne PARISI, Mme Françoise LIBOUREL)

2022-66. Attribution d'une subvention et autorisation de signer la convention de partenariat avec la SEMIS pour la production de 24 logements aidés sur la commune de Saintes - Rue de Provence

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE souhaite savoir si le projet de la rue de Provence est mitoyen du bois de la Grelauderie.

Monsieur le Président répond par l'affirmative. Lors de la prochaine révision du PLU de Saintes, le nécessaire sera fait pour que le bois redevienne comme tel.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE aurait apprécié de disposer du plan, comme pour les autres communes.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur explique que la SEMIS propose la réalisation d'une opération en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 24 logements locatifs sociaux à Saintes, rue de Provence.

Le programme prévoit la réalisation de 16 logements sociaux (PLUS) et 8 logements très sociaux (PLAI), dont 22 T3 et 2 T4 pour lesquels les loyers s'échelonneront de 391,52 € à 607,81€.

Au titre du règlement d'attribution des subventions en faveur de la production de logements sociaux et au regard du respect des objectifs chiffrés de production de logements du Programme Local de l'habitat 2017-2022, la SEMIS peut bénéficier d'une subvention de 212 000 € pour la réalisation de ce programme soit une subvention moyenne de 8 833 € par logement.

Le coût de cette opération qui s'élève à 3 660 217 € TTC et son plan de financement :

Subvention Etat - PLAI	80 380 €	2 %
Subvention Conseil Départemental 17	136 000 €	4 %
Subvention CDA de Saintes	212 000 €	6 %
Subvention Action Logement	24 000 €	1 %
Prêt PLUS	1 596 813 €	44 %
Prêt PLAI	651 991 €	18 %
Prêt BOOSTER	360 000 €	10 %
Prêt Action Logement	50 000 €	1 %
Fonds propres	549 033 €	15 %

L'attribution de cette subvention doit faire l'objet d'une convention de partenariat définissant les modalités d'attribution et de versement de cette subvention, objet de la présente délibération.

Lors de l'octroi de son prêt, la SEMIS sollicitera également la CDA pour qu'elle lui accorde une garantie sur l'emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5216-5 I 3°) qui prévoit que la Communauté d'Agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres la compétence Equilibre social de l'habitat dont le Programme Local de l'Habitat,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 3°), comprenant entre autres « le Programme Local de l'Habitat »,

Vu la délibération n°2018-03 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 adoptant le Programme Local de l'Habitat 2017-2022 de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2018-06 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 définissant les nouvelles modalités d'octroi des subventions de la CDA de Saintes en faveur de la production de logements sociaux dans le cadre du PLH 2017-2022,

Vu la délibération n°2018-10 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 portant création de l'autorisation de Programme / Crédits de Paiement (AP/CP) « Programme Local de l'Habitat 2017-2022 » (PLH), modifiée par la délibération n°2018-240 du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2018, puis par délibération n°2020-27 du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020,

Vu la délibération n°2022-35 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022 relative au bilan annuel des autorisations de programme et crédits de paiement,

Considérant qu'une fois les offres de prêt définitives émises par la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Saintes aura à se prononcer sur l'octroi d'une garantie d'emprunt,

Considérant qu'une convention de partenariat pour la réalisation de logements sociaux, fixant les conditions de versement de cette subvention, devra être signée avec la SEMIS dans le cadre de cette opération,

Au vu des éléments exposés, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'attribuer une subvention de 212 000 € à la SEMIS pour la production de 24 logements aidés dans la commune de Saintes, rue de Provence.

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'Habitat, à signer la convention ci-annexée avec la SEMIS.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 7 Ne prend pas part au vote (M. Bruno DRAPRON en son nom seul, M. Pierre TUAL M. Philippe CALLAUD, M. Thierry BARON en son nom et celui de M. Joël TERRIEN, Mme Véronique CAMBON au nom de Mme Evelynne PARISI, Mme Françoise LIBOUREL)

2022-67. Attribution d'une subvention et autorisation de signer la convention de partenariat avec la SEMIS pour la production de 20 logements aidés sur la commune de Saintes - Sur Moreau - Lot 76

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur explique que la SEMIS propose la réalisation d'une opération en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 20 logements locatifs sociaux à Saintes, Sur Moreau - lot 76.

Le programme prévoit la réalisation de 13 logements sociaux (PLUS) et 7 logements très sociaux (PLAI), dont 12 T2 et 8 T3 pour lesquels les loyers s'échelonneront de 288,97 € à 477,44 €.

Au titre du règlement d'attribution des subventions en faveur de la production de logements sociaux et au regard du respect des objectifs chiffrés de production de logements du Programme Local de l'habitat 2017-

2022, la SEMIS peut bénéficier d'une subvention de 178 000 € pour la réalisation de ce programme, soit une subvention moyenne de 8 900 € par logement.

Le coût de cette opération qui s'élève à 2 338 242 € TTC et son plan de financement :

Subvention Etat - PLAI	72 080 €	3 %
Subvention Conseil Départemental 17	114 000 €	5 %
Subvention CDA de Saintes	178 000 €	8 %
Subvention Action Logement	20 250 €	1 %
Prêt PLUS	888 227 €	38 %
Prêt PLAI	384 949 €	16 %
Prêt BOOSTER	300 000 €	13 %
Prêt Action Logement	30 000 €	1 %
Fonds propres	350 736 €	15 %

L'attribution de cette subvention doit faire l'objet d'une convention de partenariat définissant les modalités d'attribution et de versement de cette subvention, objet de la présente délibération.

Lors de l'octroi de son prêt, la SEMIS sollicitera également la CDA pour qu'elle lui accorde une garantie sur l'emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5216-5 I 3°) qui prévoit que la Communauté d'Agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres la compétence Equilibre social de l'habitat dont le Programme Local de l'Habitat,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 3°), comprenant entre autres « le Programme Local de l'Habitat »,

Vu la délibération n°2018-03 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 adoptant le Programme Local de l'Habitat 2017-2022 de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2018-06 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 définissant les nouvelles modalités d'octroi des subventions de la CDA de Saintes en faveur de la production de logements sociaux dans le cadre du PLH 2017-2022,

Vu la délibération n°2018-10 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 portant création de l'autorisation de Programme / Crédits de Paiement (AP/CP) « Programme Local de l'Habitat 2017-2022 » (PLH), modifiée par la délibération n°2018-240 du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2018, puis par délibération n°2020-27 du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020,

Vu la délibération n°2022-35 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022 relative au bilan annuel des autorisations de programme et crédits de paiement,

Considérant qu'une fois les offres de prêt définitives émises par la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Saintes aura à se prononcer sur l'octroi d'une garantie d'emprunt,

Considérant qu'une convention de partenariat pour la réalisation de logements sociaux, fixant les conditions de versement de cette subvention, devra être signée avec la SEMIS dans le cadre de cette opération,

Au vu des éléments exposés, il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention de 178 000 € à la SEMIS pour la production de 20 logements aidés dans la commune de Saintes, Sur Moreau - Lot 76.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'Habitat, à signer la convention ci-annexée avec la SEMIS.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention

- 7 Ne prend pas part au vote (M. Bruno DRAPRON en son nom seul, M. Pierre TUAL, M. Philippe CALLAUD, M. Thierry BARON en son nom et celui de M. Joël TERRIEN, Mme Véronique CAMBON au nom de Mme Evelyne PARISI, Mme Françoise LIBOUREL)

2022-68. Attribution d'une subvention et autorisation de signer la convention de partenariat avec la SEMIS pour la production de 29 logements aidés sur la commune de Saintes - Sur Moreau - Lot 78

En l'absence de questions, Monsieur le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur explique que la SEMIS propose la réalisation d'une opération en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 29 logements locatifs sociaux à Saintes, Sur Moreau - lot 78.

Le programme prévoit la réalisation de 19 logements sociaux (PLUS) et 10 logements très sociaux (PLAI), dont 17 T2 et 12 T3 pour lesquels les loyers s'échelonneront de 291,91 € à 498,19 €.

Au titre du règlement d'attribution des subventions en faveur de la production de logements sociaux et au regard du respect des objectifs chiffrés de production de logements du Programme Local de l'habitat 2017-2022, la SEMIS peut bénéficier d'une subvention de 256 000 € pour la réalisation de ce programme soit une subvention moyenne de 8 828 € par logement.

Le coût de cette opération qui s'élève à 3 415 129 € TTC et son plan de financement :

Subvention Etat - PLAI	96 980 €	3 %
Subvention Conseil Départemental 17	165 000 €	5 %
Subvention CDA de Saintes	256 000 €	7 %
Subvention Action Logement	29 250 €	1 %
Prêt PLUS	1 391 553 €	41 %
Prêt PLAI	469 076 €	14 %
Prêt BOOSTER	435 000 €	13 %
Prêt Action Logement	60 000 €	2 %
Fonds propres	512 270 €	15 %

L'attribution de cette subvention doit faire l'objet d'une convention de partenariat définissant les modalités d'attribution et de versement de cette subvention, objet de la présente délibération.

Lors de l'octroi de son prêt, la SEMIS sollicitera également la CDA pour qu'elle lui accorde une garantie sur l'emprunt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5216-5 I 3°) qui prévoit que la Communauté d'Agglomération exerce de plein droit au lieu et place des communes membres la compétence Equilibre social de l'habitat dont le Programme Local de l'Habitat,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 3°), comprenant entre autres « le Programme Local de l'Habitat »,

Vu la délibération n°2018-03 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 adoptant le Programme Local de l'Habitat 2017-2022 de la Communauté d'Agglomération de Saintes,

Vu la délibération n°2018-06 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 définissant les nouvelles modalités d'octroi des subventions de la CDA de Saintes en faveur de la production de logements sociaux dans le cadre du PLH 2017-2022,

Vu la délibération n°2018-10 du Conseil Communautaire en date du 18 janvier 2018 portant création de l'autorisation de Programme / Crédits de Paiement (AP/CP) « Programme Local de l'Habitat 2017-2022 » (PLH), modifiée par la délibération n°2018-240 du Conseil Communautaire en date du 20 décembre 2018, puis par délibération n°2020-27 du Conseil Communautaire en date du 13 février 2020,

Vu la délibération n°2022-35 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022 relative au bilan annuel des autorisations de programme et crédits de paiement,

Considérant qu'une fois les offres de prêt définitives émises par la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Saintes aura à se prononcer sur l'octroi d'une garantie d'emprunt,

Considérant qu'une convention de partenariat pour la réalisation de logements sociaux, fixant les conditions de versement de cette subvention, devra être signée avec la SEMIS dans le cadre de cette opération,

Au vu des éléments exposés, il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'attribuer** une subvention de 256 000 € à la SEMIS pour la production de 29 logements aidés dans la commune de Saintes, Sur Moreau - Lot 78.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de l'Habitat, à signer la convention ci-annexée avec la SEMIS.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 7 Ne prend pas part au vote (M. Bruno DRAPRON en son nom seul, M. Pierre TUAL, M. Philippe CALLAUD, M. Thierry BARON en son nom et celui de M. Joël TERRIEN, Mme Véronique CAMBON au nom de Mme Evelyne PARISI, Mme Françoise LIBOUREL)

UNE AGGLOMÉRATION SENSIBLE AUX ENJEUX DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

2022-69. Convention de regroupement avec Certinergy pour la valorisation des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) issus des travaux réalisés sur le patrimoine de la CDA de Saintes

Monsieur Fabrice BARUSSEAU précise qu'il s'agit de prolonger pour une courte durée le contrat avec CERTINERGY. La délibération suivante permettra ensuite d'adhérer à un nouvel organisme plus performant, moins contraignant, qui permet notamment de passer des opérations plus petites. CERTINERGY disposait en effet d'un plafond trop bas.

Monsieur Michel ROUX en déduit que cette délibération est temporaire, avant de basculer sur la délibération suivante.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU le confirme.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le partenariat établi en 2018 avec CERTINERGY vise à valoriser les Certificats d'Economie d'Energie (CEE) générés par la CDA de Saintes et les communes du territoire suite aux travaux d'efficacité énergétique réalisés sur leurs patrimoines respectifs.

Concrètement, les CEE issus des travaux sont cédés à CERTINERGY qui, en tant que « regroupeur », se charge de déposer les dossiers auprès de l'autorité compétente (le Pôle National des CEE - PNCEE) et verse ensuite une prime financière (« prime CEE ») au maître d'ouvrage.

La convention de regroupement, établie entre la CDA de Saintes et CERTINERGY, pour le patrimoine intercommunal, initialement signée en vertu de la délibération n°2018-277, est échue en date du 31/12/2021.

La réception des travaux de rénovation énergétique du futur siège administratif de la CDA de Saintes étant prévue fin avril 2022, une nouvelle convention de regroupement doit être établie pour pouvoir justifier la relation de partenariat avec CERTINERGY au moment de la réception des travaux et permettre à la CDA de Saintes d'obtenir la prime CEE estimée à 53 950,10 €.

Cette nouvelle convention est établie pour une durée de 2 ans à compter de sa signature par les parties. Elle comporte une clause d'exclusivité qui ne s'applique qu'aux seules opérations pour lesquelles CERTINERGY a déjà été sollicitée, c'est-à-dire uniquement pour les travaux de rénovation énergétique du futur siège administratif.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'environnement et notamment l'article L. 229-26, qui dispose que le plan climat-air-énergie territorial (PCAET) est porté par les intercommunalités de plus de 20 000 habitants et concerne tout le territoire de l'EPCI,

Vu le Code de l'énergie et notamment les articles L. 221-7 et L. 221-8, qui prévoient que les CEE sont des biens meubles négociables qui peuvent être détenus, acquis ou cédés par des collectivités territoriales, des groupements de collectivités territoriales et leurs établissements publics, ainsi que l'article R. 221-5 du Code de l'énergie qui mentionne qu'une personne soumise à une obligation d'économies d'énergie en application de l'article R. 221-3 peut déléguer la totalité de son obligation d'économies d'énergie de la période à un tiers (le délégataire),

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, II, 1°, comprenant entre autres « la protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie », et plus particulièrement « le soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie »,

Vu la délibération n°2021-58 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2021 portant lancement de la démarche d'élaboration du Plan Climat Energie Territorial (PCAET) sur l'agglomération de Saintes,

Considérant que la CDA de Saintes a fait appel à CERTINERGY pour valoriser les CEE générés par les travaux de rénovation énergétique de son futur siège administratif, et que la prime CEE estimée avant le lancement des travaux s'élève à 53 950,10 €,

Considérant que la convention de regroupement initiale est échue et qu'il convient de la renouveler pour justifier la relation de partenariat avec CERTINERGY au moment de la réception des travaux de rénovation énergétique du futur siège administratif prévue fin avril 2022,

Considérant que CERTINERGY versera à la CDA de Saintes une prime CEE suite à la valorisation des CEE générés par ses travaux selon la formule suivante : 5€ HT/MWhcumac X Volume de CEE généré,

Considérant que l'opération ne générera pas de coûts pour la CDA de Saintes mais seulement des recettes inscrites au budget principal 2022, au compte 74718.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment de la Transition Ecologique, à signer la convention de regroupement ci-jointe pour le dépôt de dossiers de demandes de CEE avec CERTINERGY, et tous documents y afférents.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-70. Convention de partenariat avec HELLIO pour la valorisation des Certificats d'Economies d'Energie (CEE) issus des travaux réalisés sur le patrimoine communal et intercommunal de l'agglomération de Saintes en 2022 et 2023

Monsieur Fabrice BARUSSEAU indique qu'HELLIO se chargera de récupérer les certificats d'économie d'énergie à partir de la mise en route du nouveau siège.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE observe que la convention doit expirer en 2023. Elle demande si elle est renouvelable par tacite reconduction, ou si le contrat est renégocié à chaque fois.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU répond que le contrat est renégocié à chaque fois. Les conditions évoluent très régulièrement.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la CDA de Saintes a établi en 2018 un partenariat avec la société CERTINERGY en vue de valoriser les Certificats d'Economie d'Energie (CEE) générés par la CDA de Saintes et les

communes du territoire, suite aux travaux d'efficacité énergétique réalisés sur leurs patrimoines respectifs.

Ce partenariat a été mis en place pour la période de 2018 à 2021 et un nouveau partenariat doit être établi pour la période de 2022 à 2025.

Il est rappelé que ce partenariat consiste à céder au prestataire les CEE issus des travaux réalisés, afin que celui-ci, en tant que « regroupeur », se charge de déposer les dossiers auprès de l'autorité compétente (le Pôle National des CEE - PNCEE) et verse ensuite une prime financière (« prime CEE ») aux communes et à la CDA de Saintes.

La collaboration avec CERTINERGY n'ayant pas apporté entière satisfaction (conditions contractuelles défavorables, manque de rigueur dans l'analyse et le suivi des dossiers), plusieurs sociétés éligibles au dispositif des CEE ont été consultées. Après analyse des offres, il est proposé de conclure le nouveau partenariat avec l'entreprise HELLIO, qui apporte les réponses les mieux adaptées aux besoins de l'agglomération.

Les critères décisifs ayant conduit à retenir HELLIO sont :

- le prix de rachat des CEE,
- la possibilité de :
 - o valoriser toutes les opérations sans exiger un volume minimum,
 - o de valoriser des opérations rétroactivement
 - o de verser les primes CEE aux communes et à la CDA de Saintes pour une opération donnée
- la qualité de conseil et de communication
- une contractualisation et un fonctionnement limitant les démarches administratives
- une exclusivité spécifique à chaque opération s'appliquant seulement après accord du maître d'ouvrage.

La contractualisation avec HELLIO comprend :

- 1) Une convention de partenariat, conclue entre HELLIO et la CDA de Saintes. Elle encadre les conditions de la collaboration pour les travaux réalisés sur le patrimoine communal ET intercommunal. Elle fait l'objet de la présente délibération.
- 2) Des accords d'incitation financière (« AIF ») entre HELLIO et les maîtres d'ouvrage (communes du territoire ou CDA de Saintes) seront ensuite signés pour chaque projet de travaux donnant lieu à une valorisation des CEE.

La convention avec HELLIO prévoit une valorisation des CEE à prix variable, avec un minimum garanti de 4.5 €/MWh révisé tous les 6 mois. Cela permettra à la CDA de Saintes et aux communes de connaître en amont des travaux le montant minimum de Prime CEE versée, tout en bénéficiant d'une part variable complémentaire, confirmée après le dépôt des CEE auprès du PNCEE.

Cela permettra d'optimiser les montants de prime en fonction des évolutions du marché. Les prix sur le marché des CEE sont en effet actuellement très bas et les spécialistes anticipent une remontée des prix dans les mois à venir.

Les primes CEE seront versées de la manière suivante :

- Pour les travaux réalisés sur le patrimoine communal : prime d'un montant de 4 €/MWh + part variable versée à la commune + prime d'un montant de 0.5 €/MWh versée à la CDA Saintes.
- Pour les travaux réalisés sur le patrimoine intercommunal : prime de 4.5 €/MWh + part variable versée à la CDA de Saintes

La convention avec HELLIO prendra effet à la date de sa signature et se terminera le 31 décembre 2023, ceci afin de faire le point à mi-parcours de la période et de prolonger le partenariat si celui-ci s'avère satisfaisant.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'environnement et notamment l'article L. 229-26, qui dispose que le plan climat-air-énergie territorial (PCAET) est porté par les intercommunalités de plus de 20 000 habitants et concerne tout le territoire de l'EPCI,

Vu le Code de l'énergie et notamment les articles L. 221-7 et L. 221-8, qui prévoient que les CEE sont des biens meubles négociables qui peuvent être détenus, acquis ou cédés par des collectivités territoriales, des groupements de collectivités territoriales et leurs établissements publics, ainsi que l'article R. 221-5 du Code de l'énergie qui mentionne qu'une personne soumise à une obligation d'économies d'énergie en application de l'article R. 221-3 peut déléguer la totalité de son obligation d'économies d'énergie de la période à un tiers (le délégataire),

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, II, 1°), comprenant entre autres « la protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie », et plus particulièrement « le soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie »,

Vu la délibération n°2021-58 du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2021 portant lancement de la démarche d'élaboration du Plan Climat Energie Territorial (PCAET) sur l'agglomération de Saintes,

Considérant que la CDA de Saintes a établi un partenariat avec la Société CERTINERGY en vue de valoriser les Certificats d'Economie d'Energie (CEE) issus des travaux d'efficacité énergétique réalisés sur son propre patrimoine et sur celui des communes du territoire pour la période de 2018 à 2021

Considérant qu'un nouveau partenariat doit être mis en place pour la période de 2022 à 2025,

Considérant que la collaboration avec CERTINERGY n'a pas apporté entière satisfaction et que la Société HELLIO a apporté les réponses les mieux adaptées aux besoins de l'agglomération lors des consultations,

Considérant que, concernant le patrimoine communal, les primes CEE seront versées de la manière suivante :

- Prime versée à la commune sur la base de 4 €/MWh + part variable*
- Prime versée à la CDA de Saintes sur la base de 0.5 €/MWh*

Considérant que, concernant le patrimoine intercommunal, les primes CEE seront versées de la manière suivante :

- Prime versée à la CDA de Saintes sur la base de 4.5 €/MWh + part variable*

Considérant que la convention avec HELLIO prendra effet à la date de sa signature et se terminera le 31 décembre 2023.

Considérant que l'opération ne générera pas de coûts pour la CDA de Saintes mais seulement des recettes qui seront intégrées dans le budget principal, au compte 74718,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge de la Transition Ecologique, à signer la convention de partenariat ci-jointe, avec HELLIO, pour valoriser les opérations de maîtrise de l'énergie grâce aux CEE et tous documents y afférents.*

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour*
- 0 Voix contre*
- 0 Abstention*
- 0 Ne prend pas part au vote*

EAUX ET ESPACES NATURELS

2020-71. Mise en place des fonds de concours relatifs à la compétence Eaux Pluviales Urbaines

Monsieur Fabrice BARUSSEAU rappelle que le pluvial a été transféré à la CDA. Les conditions étaient de le transférer à minima afin d'éviter de trop charger les communes. Un travail en commission a été validé par le bureau, et il est proposé de créer un fonds de concours, favorisant la création d'évacuations douces. Ce point relève de la compétence communale. Le fonds de concours vise à inciter les communes à s'orienter vers ce choix. La CDA interviendra donc à hauteur de 50% si la commune choisit ces évacuations plus vertueuses.

Monsieur Michel ROUX demande ce qu'il en est en cas de solutions mixtes.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU répond que chaque situation doit être étudiée. Il s'agit d'abord de vérifier qu'il s'agit de pluvial urbain, la limite étant parfois ténue. Le service étudie la situation projet par projet, il est difficile de définir une règle commune. L'ensemble des projets seront validés par la commission. Une grille d'évaluation a été créée afin de prioriser les projets.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE demande si les noues qui seront créées seront entretenues par les communes ou par la CDA. Elle demande également ce qu'il en sera de la signalisation, les personnes risquant de tomber dans les noues.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU n'a pas connaissance de cas de chute dans les noues. Lorsqu'elles font partie du pluvial urbain, elles sont entretenues par la CDA. En l'absence d'accident avéré, il n'est pas question de signalisation.

Monsieur Joseph DE MINAC demande si les ruissellements peuvent être éligibles à la GEMAPI lorsqu'ils ne font pas partie des eaux pluviales urbaines.

Monsieur Fabrice BARUSSEAU répond que des discussions sont en cours avec les syndicats de rivières, le PTV et l'Agence de l'eau. Il n'est pas possible d'obtenir un éclairage de la part des services de l'État, qui font part de leur avis favorable à l'oral mais refusent de l'écrire. Un accord est recherché afin de déterminer les limites et savoir qui intervient.

En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la CDA de Saintes a la possibilité, en conformité avec l'article L. 5216-5 VI du Code Général des Collectivités Territoriales, de verser des fonds de concours aux communes pour les aider à financer leurs projets.

Concomitamment, les communes peuvent être amenées à verser des fonds de concours à la CDA pour participer au financement de projets portées par la CDA sur leur territoire.

La CDA a la compétence Gestion des Eaux Pluviales Urbaines (GEPU) depuis le 1^{er} janvier 2020.

Dans ce cadre, un travail a été réalisé afin de définir le périmètre de la compétence ainsi que les transferts de charges associés.

Afin de limiter l'impact pour les communes et d'assurer une équité entre elles, le Conseil Communautaire, lors de la validation des transferts de charges, a posé le principe de la mise en place de fonds de concours. Il est précisé que les fonds de concours doivent financer les travaux n'ayant pas fait l'objet des transferts de charges.

Deux fonds de concours sont donc institués :

- un premier par les communes pour financer les travaux portés par la CDA,*
- un second par la CDA pour financer les travaux d'hydraulique douce portés par les communes.*

La commission a travaillé un projet de règlement d'intervention ci-joint pour ces fonds de concours définissant des critères permettant d'établir un arbitrage et une priorisation des travaux.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment l'article L. 5216-5 VI précisant qu'« afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours ».

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021 et notamment l'article 6, I, 10°) relatif à la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L. 2226-1 »,

Vu la délibération n°2021-216 du Conseil communautaire en date du 14 décembre 2021, portant sur la détermination des attributions de compensation définitives pour 2020 et 2021,

Vu l'avis favorable de la commission « Eau » du 13 janvier 2022,

Considérant les capacités budgétaires de la CDA de Saintes,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 aux comptes 204 et 13,

Considérant le règlement d'intervention des fonds de concours pour les travaux d'investissements sur les eaux pluviales urbaines ci-joint,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver, conformément au règlement d'intervention des fonds de concours pour les travaux d'investissements sur les eaux pluviales urbaines annexé à la présente délibération :**
 - o la mise en place de travaux (sous maîtrise d'ouvrage CDA), pour une enveloppe financière maximale de 150 000 € par an, abondée par les fonds de concours instaurés par les communes,
 - o la mise en place d'un fonds de concours d'une enveloppe financière maximale de 50 000 € par an, ayant pour objectif d'aider les communes à réaliser leurs projets d'hydraulique douce.
- **de préciser que :**
 - o l'ensemble des projets soumis à ces cofinancements nécessiteront la validation par les instances communautaires,
 - o les projets ne pourront être mis en place qu'après délibérations concordantes des assemblées communales et communautaire.
- **de préciser qu'en aucun cas les fonds de concours ne peuvent dépasser la part du financement assurée par le maître d'ouvrage, une fois déduites les différentes subventions obtenues auprès des partenaires financiers.**
- **d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant en charge des finances, à signer tout document à intervenir dans le cadre de la présente délibération.**

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-72. Convention de financement ville/CDA réseau unitaire rue Adolphe Brunaud (Fonds de Concours)

Monsieur Fabrice BARUSSEAU indique qu'il s'agit d'un aménagement attendu depuis longtemps par les saintais. Il a été convenu que la ville de Saintes participe à hauteur de 50% des travaux pour le pluvial.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que les communes, en conformité avec l'article L. 5216-5 VI du Code Général des Collectivités Territoriales, peuvent être amenées à verser des fonds de concours à la CDA pour participer au financement de projets portées par la CDA sur leur territoire.

La CDA exerce la compétence GEPU depuis le premier janvier 2020.

Dans ce cadre un travail a été réalisé par la CDA afin de définir le périmètre de la compétence ainsi que les transferts de charges associés.

Afin de limiter l'impact financier pour les communes et d'assurer une équité entre elles, le Conseil Communautaire a validé la mise en place d'un fonds de concours des communes pour financer les travaux portés par la CDA.

Parallèlement le Conseil Communautaire a validé la mise en place d'un règlement d'intervention (cf. règlement et grille d'analyse).

La ville de Saintes porte un projet de rénovation de la rue Adolphe Brunaud.

Dans le cadre de ces travaux, Eau17 prend en charge le remplacement des réseaux unitaires.

Ces travaux ne relevant pas du schéma d'assainissement de la ville et n'ayant donc pas fait l'objet d'un transfert de charge, sont éligibles au financement par le biais du fonds de concours.

Le coût à la charge de la CDA pour le renouvellement de ce réseau est de 216 000 €.

Au regard des règles fixées :

- la CDA prendra en charge 108 000 € sur son budget principal
- la ville de Saintes instaurera un fonds de concours de 108 000 €.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment l'article L. 5216-5 VI qui prévoit qu' « Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté d'agglomération et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours »,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021 et notamment l'article 6, I, 10°) relatif à la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L. 2226-1 »,

Vu la délibération n°2021-216 du Conseil Communautaire en date du 14 décembre 2021, portant sur la détermination des attributions de compensation définitives pour 2020 et 2021 au Budget Principal,

Vu la délibération n°2022-71 du Conseil Communautaire en date du 5 avril 2022, portant sur la mise en place des fonds de concours relatifs à la compétence Eaux Pluviales Urbaines,

Vu l'avis favorable de la commission « Eau et assainissement » du 13 janvier 2022,

Considérant les capacités budgétaires de la CDA de Saintes,

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2022 au compte 204172 pour les dépenses et 13 pour les recettes,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** la mise en place du projet de renouvellement des réseaux d'assainissement unitaires préalable à l'aménagement de la rue Adolphe Brunaud sur la commune de Saintes après validation par la ville du fonds de concours.
- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge notamment de l'eau, de l'assainissement et des Eaux pluviales Urbaines, à signer tout document à intervenir dans le cadre de la présente délibération et notamment la convention ci jointe.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-73. Autorisation de signer le programme re-source Arnoult/Lucérat porté par Eau17

Monsieur Fabrice BARUSSEAU déclare qu'il s'agit d'un programme important, porté par Eau17. Dans le cadre des programmes ressources mis en place par la région et l'agence de l'eau, la CDA est associée aux travaux depuis 2015. Elle n'était pas directement signataire des contrats, et il est proposé qu'elle le devienne et ainsi qu'elle participe plus officiellement à ces programmes.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que les lois Grenelle (2009 et 2010) ont identifié à l'échelle nationale 500 captages d'eau potable connaissant les tensions les plus importantes sur le plan de la qualité et/ou de la quantité.

L'agglomération est concernée par trois de ces « captages Grenelle » à savoir :

- l'Arnoult,
- Coulonge/Saint Hippolyte,
- Lucérat

Le Conseil Régional, en partenariat avec l'Agence de l'Eau a mis en place les programmes Re-Sources pour permettre de déployer des actions de préservation des captages et de la ressource en Eau Potable.

Dans ce cadre, la CDA est associée aux travaux depuis 2015 sans être signataire des premiers contrats. Or, depuis la signature des premiers contrats, la CDA exerce les compétences GEMAPI, Eau et Assainissement.

De plus, bien que la CDA ait transféré la gestion de sa compétence Eau Potable à Eau 17, elle est questionnée sur son implication dans ce dispositif. Le niveau d'engagement est choisi par chaque signataire.

Pour la CDA, les enjeux sont les suivants :

- *plusieurs compétences interagissent avec les problématiques agricoles : développement économique, aménagement du territoire, préservation de la qualité de l'eau, préservation des milieux naturels, alimentation et notamment la restauration scolaire.*
- *la démarche d'écriture du PLUi, qui identifie l'agriculture comme enjeu fort, est en cours.*
- *le Projet Agricole Territorial (PAT) dans lequel la problématique de l'eau sera questionnée.*

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021 et notamment l'article 6, I, 8°) relatif à la compétence « Eau » qui recouvre les questions d'eau potable, et l'article 6, I, 10°) relatif à la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines au sens de l'article L.2226-1 »,

Vu l'arrêté préfectoral n°18-1285 du 2 juillet 2018 relatif à la protection du captage de Lucérat,

Considérant que la compétence « eau potable et assainissement collectif public des eaux usées » est assurée, pour la CDA de Saintes, par Eau17,

Considérant que la CDA souhaite :

- *Apporter sa contribution à l'atteinte des objectifs en matière de qualité des eaux brutes,*
- *Concourir collectivement, aux côtés du porteur Re-Sources et des partenaires institutionnels et financiers, au développement d'une dynamique volontaire sur le territoire,*
- *Participer aux différentes instances de gouvernance qui concernent la CDA (Comité de Pilotage, commissions thématiques) en désignant un élu et un technicien référent,*
- *Sensibiliser le public, auprès duquel la CDA intervient, à la préservation de la qualité de l'eau (valorisation de la démarche Re-Sources, promotion des actions proposées),*
- *Contribuer au suivi annuel de la démarche Re-Sources particulièrement en apportant son regard sur les actions engagées,*
- *Transmettre aux porteurs de projet toute information et données susceptibles de les aider à suivre et piloter les actions réalisées sur le périmètre du programme re-source.*

Considérant qu'au regard des enjeux pour le territoire, la CDA engagera un travail pour définir une stratégie agricole communautaire qui devra permettre de mettre en cohérence le Projet Alimentaire Territorial (PAT), le PLUi, Natura 2000 avec le programme re-source,

Considérant que cette stratégie agricole devra décliner un programme d'action et d'intervention interrogeant notamment le territoire sur :

- *la création d'un règlement d'intervention pour favoriser l'élevage, l'agriculture biologique, en complément du programme Re-Sources et/ou sur de nouvelles thématiques,*
- *la mise en œuvre d'une stratégie foncière co-construite avec les porteurs des programmes re-source et les partenaires,*
- *la mise en place de marchés publics de restauration collective en partie dédiée aux productions locales respectueuses de la ressource en eau,*
- *l'articulation avec les démarches et programmes de territoire visant la préservation du patrimoine et des ressources naturelles,*

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de la compétence Eau et Assainissement, à signer le programme re-source ci-joint sur la base des engagements précédemment cités.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 53 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 1 Ne prend pas part au vote (Mme Amanda LESPINASSE)

UNE AGGLOMÉRATION PROCHE ET SOLIDAIRE DE SES HABITANTS

ÉQUIPEMENTS AQUATIQUES

2022-74. Centre Aquatique Aquarelle : Modification de la grille tarifaire

Monsieur Alexandre GRENOT est arrivé en retard car il représentait Monsieur DRAPRON et l'ensemble des élus au lancement du Pass découverte. Il profite de l'occasion pour évoquer rapidement le sujet. Le Pass découverte est relancé avec le Grand Cognac et le Grand Angoulême. Le Pass sera distribué à 26 000 exemplaires pour les touristes des trois territoires. Il permettra de disposer de réductions, remises et avantages. La version digitale sera disponible dès l'année prochaine. Une quinzaine de partenaires se situent à moins de dix kilomètres de l'axe de la Flow'vélo.

Pour ce qui est de la délibération, les séances d'apprentissage de la natation pour enfants n'ont pas pu être assurées durant la crise sanitaire. Cependant, la prestation est vendue sous forme d'abonnement pour une année complète. Il est proposé aux usagers de reporter les séances non assurées. Un tarif par séance, et non par forfait, a dû être créé afin de permettre l'encaissement des séances non reportées. Par ailleurs, l'accès au bassin est désormais gratuit jusqu'à trois ans révolus. Les tarifs sont proposés en pièce jointe.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la crise sanitaire COVID a induit la fermeture du Centre Aquatique Aquarelle à plusieurs reprises sur les années 2020 et 2021. De fait, des séances d'apprentissage « Ecole de natation Enfant » n'ont pas pu être assurées. Cette prestation est vendue sous forme d'abonnement pour une année scolaire complète mais l'activité n'a pas pu être assurée dans sa totalité.

Il a été proposé aux usagers de reporter sur l'année scolaire 2021-2022 les séances non assurées. Ces séances se sont terminées en mars 2022.

Certains abonnés souhaitant prolonger les séances jusqu'en juin 2022, il est nécessaire de créer un tarif à la séance et non au forfait, pour ainsi permettre l'encaissement des séances non reportées.

En outre, l'accès au bassin sera désormais gratuit jusqu'à 3 ans révolus.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin, et notamment l'article 6, II, 3°), « Construction, aménagement, entretien et gestion des équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire »,

Vu la délibération n°2013-149 du Conseil Communautaire en date du 21 novembre 2013 portant définition de l'intérêt communautaire de la compétence obligatoire « équilibre social de l'habitat » et de la compétence optionnelle « équipements culturels et sportifs » définissant d'intérêt communautaire la piscine Starzinsky, le Centre Aquatique Aquarelle et la piscine Saint Césaire,

Vu la délibération n°2020-115 du Conseil Communautaire en date du 25 juin 2020 portant approbation des tarifs du Centre Aquatique Aquarelle et de la piscine Starzinsky,

Vu la délibération n°2020-187 du Conseil Communautaire en date du 22 septembre 2020 portant approbation des tarifs du Centre Aquatique Aquarelle pour la saison 2020/2021 des activités « école de natation enfants sur abonnement annuel », pour les usagers renouvelant leur inscription et création d'un tarif, à la séance, pour « stage d'apprentissage enfants »

Considérant la crise sanitaire provoquée par l'épidémie de COVID-19 qui a induit la fermeture du Centre Aquatique Aquarelle à plusieurs reprises,

Considérant l'annulation en milieu d'année scolaire 2020-2021 de l'activité « Ecole de natation enfants sur abonnement annuel »,

Considérant qu'une partie des séances non effectuées a pu être reportée,

Considérant qu'une situation identique provoquant l'annulation des séances puisse se reproduire,

Considérant la nécessité de créer des tarifs « à la séance » pour que les usagers de cette prestation puissent continuer les cours de natation jusqu'en juin 2022 et ainsi terminer l'année scolaire en cours,

Considérant la nécessité de mettre à jour les tarifs à l'unité d'accès au bassin en prévoyant la gratuité pour les enfants de 0 à 3 ans révolus et le plein tarif pour les enfants de 4 ans à moins de 18 ans,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'autoriser** la vente des séances « école de natation enfants » à l'unité, à compter du rendu exécutoire de la présente délibération, avec la formule de calcul suivante :
Prix total de l'abonnement annuel divisé par le nombre de séances d'une année, multiplié par le nombre de séances à effectuer jusqu'en juin 2022 (fin de la saison de l'« école de natation enfants »).
- **d'approuver**, à compter du rendu exécutoire de la présente délibération :
 - o les tarifs « à la séance » suivants:

ECOLE DE NATATION ENFANTS - TARIF DE LA SEANCE

	PLEIN TARIF	TARIF REDUIT
· JARDIN AQUATIQUE (ENFANTS DE 4 à 6 ANS)	4,85 €	4,36 €
· ECOLE 1er ENFANT de + de 6 ANS	4,85 €	4,36 €
· ECOLE 2ème ENFANT de + de 6 ANS	3,87 €	NEANT
· ECOLE 3ème ENFANT de + de 6 ANS	1,66 €	NEANT

o la gratuité pour les enfants de 0 à 3 ans révolus et le plein tarif pour les enfants de 4 ans à moins de 18 ans,

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge de la gestion des Equipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire à mettre à jour la grille tarifaire ci-jointe et à signer tous les documents relatifs à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

ÉDUCATION ENFANCE FAMILLE

2022-75. Approbation des tarifs Education-Enfance-Jeunesse

Monsieur Éric PANNAUD indique que l'ensemble des prix ont augmenté de 2,8% en 2021. La prévision en 2022 se situe entre 4,2% et 5,1%. La situation est amplifiée par les problématiques survenues de l'autre côté de l'Europe. Les marchés sont en tension, et les producteurs se posent de nombreuses questions quant à leur capacité à pouvoir assumer les marchés, les prix étant bloqués sur un an. Après échanges avec la commission, le souhait est de proposer une augmentation de 4% sur l'ensemble des tarifs, en sachant qu'ils n'ont pas été augmentés en 2021 malgré l'augmentation des prix. En ce qui concerne la ludothèque, les prix sont arrondis du fait d'une problématique de recettes.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que dans le cadre de sa compétence Education, Enfance, Jeunesse, la Communauté d'Agglomération de Saintes propose plusieurs offres et services en direction des enfants et des jeunes à

travers les accueils de loisirs, les animations vacances et les camps, les accueils périscolaires, la restauration scolaire, l'espace jeunes, les colos apprenantes ou encore la ludothèque.

Ces services font l'objet d'une tarification spécifique.

Au regard de l'inflation constatée, il est proposé une augmentation de 4% applicable sur les tarifs actuellement en vigueur.

Cette augmentation prendra effet pour :

- les accueils périscolaires (applicables à partir du 1^{er} septembre 2022),
- les accueils de loisirs et animations vacances (applicables à partir du 8 juillet 2022),
- les camps (applicables à partir du 8 juillet 2022),
- la restauration scolaire (applicables à partir du 1^{er} septembre 2022),
- l'espace jeunes (applicables à partir du 8 juillet 2022)
- les colo apprenantes (applicables à partir du 8 juillet 2022)
- la ludothèque (applicables à compter du 1^{er} juillet 2022)

Concernant la ludothèque, les tarifs seront arrondis pour éviter les centimes et faciliter la gestion en régie. Le calcul de l'augmentation sera basé sur les tarifs N-1 non arrondis sur lesquels sera appliquée l'augmentation de 4% et le nouvel arrondi.

Le tarif du goûter à l'accueil périscolaire reste identique à celui de l'année dernière.

Comme chaque année, il est donc proposé au Conseil Communautaire d'approuver les tarifs Education-Enfance-Jeunesse ci-joints.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Education,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, III, 2°), relatif à l'«Education Enfance Jeunesse»,

Vu la délibération n°2021-73 du Conseil Communautaire en date du 27 avril 2021 fixant les tarifs Education-Enfance-Jeunesse,

Considérant l'avis favorable de la commission Education Enfance Jeunesse en date du 9 février 2022, sur les tarifs annexés à la présente délibération :

Annexe 1 : Activités périscolaires

Annexe 2 : Activités des accueils de loisirs et animations vacances

Annexe 3 : Camps

Annexe 4 : Restauration scolaire

Annexe 5 : Ludothèque

Annexe 6 : Espace Jeunes

Annexe 7 : Colos apprenantes

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** les tarifs Education-Enfance-Jeunesse comme définis dans les annexes ci-jointes ainsi que leurs modalités d'application.

- **de charger** Monsieur le Président ou son représentant dûment habilité à exécuter la présente délibération et à signer tout document dans ce cadre.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

DÉPLACEMENT, MOBILITÉ, ACCESSIBILITÉ

2022-76. Adoption du Schéma Directeur Cyclable de l'Agglomération de Saintes

Monsieur Philippe DELHOUME rappelle que le Schéma définit la politique cyclable du territoire. En 2016, la part modale du vélo sur la CDA était de 2%. L'étude du Schéma Directeur Cyclable s'inscrit dans la stratégie de cohérence territoriale. Son objectif est d'augmenter les déplacements quotidiens effectués à vélo, comme le domicile-travail, l'école ou les courses. La création de ce Schéma s'est effectuée en trois étapes. Tout d'abord, le référencement des aménagements, des services existants et de la pratique des usagers à la suite d'une enquête en ligne et d'ateliers participatifs. La deuxième étape a ensuite consisté en un travail sur les itinéraires domicile-travail et la desserte des établissements scolaires. Enfin, la troisième étape passait par la réalisation d'une charte d'aménagement pour uniformiser les infrastructures sur l'ensemble de l'Agglomération, la réalisation d'un programme pluriannuel d'actions ainsi que la réalisation de fiches d'action complémentaires aux territoires. Le Schéma Directeur Cyclable prévoit la création de près de 61 kilomètres de voies cyclables, ce qui les multiplie par quatre pour un total de près de 80 kilomètres.

Pour mener à bien ce Schéma, la CDA doit prendre la compétence « Création, aménagement et entretien des voies cyclables d'intérêt communautaire ». Il est à savoir que cette compétence ne peut pas dissocier l'aménagement de l'entretien.

Le budget prévisionnel fait état de 655 074 euros en dépenses d'investissement. Les dépenses de fonctionnement se situeront entre 56 300 et 183 000 euros. Le Schéma pourrait être subventionné à hauteur de 66,67%.

Madame Éliane TRAIN souhaite savoir sur quelles communes vont se développer ces pistes cyclables. En effet, la Flow'vélo est très intéressante, mais les communes situées en retrait de Saintes apprécieraient de disposer de liaisons avec le centre. Elle souhaiterait disposer d'une carte de ce Schéma, et demande à quelle échéance l'ensemble de la communauté d'Agglomération sera maillée de manière équitable.

Monsieur le Président explique que le Schéma est écrit. Il ne s'agit pas d'un schéma touristique.

Monsieur Philippe DELHOUME ajoute que sept itinéraires ont été travaillés. Il s'agit de trajets du domicile vers le travail ou vers les courses. Ce Schéma est évolutif. Il est possible de mailler des communes entre elles, sans forcément passer par Saintes.

Monsieur le Président est conscient qu'il est difficilement envisageable de relier certaines communes à Saintes rapidement. En revanche, l'objectif est de pouvoir les relier entre elles pour mettre en valeur les centralités de bourg. Le maillage sera conçu ainsi. En revanche, concevoir un Schéma Cyclable sur l'Agglomération va prendre du temps. Les collèges et lycées ont par ailleurs été privilégiés. L'étude lancée quelque temps auparavant a abouti, mais le Schéma ne pourra pas être réalisé dans l'immédiat.

Monsieur Pierre TUAL aurait apprécié une présentation en plusieurs temps. Il observe que personne n'a été associé.

Monsieur Philippe DELHOUME souligne que de nombreux ateliers se sont tout de même tenus.

Monsieur Pierre TUAL y voit « le chemin des Vice-Présidents ». Les ruralités ne sont pas assez représentées.

Monsieur le Président n'est pas d'accord. Il précise que le choix a été travaillé par un cabinet indépendant qui a analysé les priorités sans pour autant oublier qu'il faudrait aller plus loin ensuite.

Monsieur Pierre TUAL admet l'excès de son propos mais aurait apprécié une présentation à court, moyen et long termes.

Monsieur Philippe DELHOUME indique que le schéma est évolutif.

En l'absence d'autres questions, il soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que le vélo est un mode de transport alternatif à la voiture individuelle permettant à la fois de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'améliorer la qualité de l'air, de diminuer la congestion urbaine, d'augmenter le pouvoir d'achat des ménages, d'améliorer la condition physique et la santé des usagers et de redynamiser les centres bourgs et centre-ville.

Dans le cadre de l'appel à projet Vélo & Territoire de l'ADEME dont la Communauté d'Agglomération de Saintes a été lauréate en 2019, la CDA a lancé une politique « Vélo » sur son territoire, avec notamment la réalisation d'un Schéma Directeur Cyclable (SDC). Cette étude a débuté en janvier 2020. Ce document cadre stratégique et opérationnel a pour objectif de fixer les ambitions du territoire en terme de développement de l'usage du vélo par la mise en œuvre d'aménagements cyclables et de services associés.

L'élaboration du Schéma Directeur Cyclable a été suivie par un comité de pilotage ayant validé les différentes étapes :

- De janvier 2020 à juin 2021, une première phase de diagnostic a permis de référencer les aménagements et services existants sur le territoire ainsi que la pratique des usagers via une enquête en ligne ayant reçu près de 900 participations.
- De juin à septembre 2021, des ateliers participatifs avec les élus du territoire puis les habitants ont permis de finaliser le diagnostic et ont permis de définir les itinéraires à fort enjeux (flux domicile-travail important, desserte des établissements scolaires). Ces itinéraires structurants ont été travaillés dans une seconde phase d'étude.
- De septembre à décembre 2021, la troisième phase a été consacrée : à l'élaboration d'une charte d'aménagement avec et à destination des gestionnaires de voirie pour une uniformité des infrastructures sur les communes de la CDA, à la réalisation d'un programme pluriannuel d'investissement et de fiches actions complémentaires aux itinéraires (plan de communication, stationnement, jalonnement, maison du vélo).

Le Schéma Directeur Cyclable a été validé par le Comité de Pilotage le 8 décembre 2021, il en résulte la création de 60,9 km de voies cyclables venant s'ajouter aux 20,5 km déjà existants pour un total de 81,4 km dont 33 km en site propre (pistes cyclables ou voies vertes).

Le montant des aménagements prévus par le SDC est estimé entre **4 275 700 € et 6 753 200€ H.T. d'investissement** hors acquisitions foncières éventuelles, soit entre 70 200 € et 111 000 €/km.

7 itinéraires structurants ont été validés, reliant ainsi Saintes à 7 communes par un aménagement cyclable sécurisé : Saint-Georges-des-Coteaux, Chaniers, Fontcouverte, Les Gonds, Chermignac, Thénac, Pessines.

Ce réseau permettra de desservir un certain nombre d'établissement scolaires. Pour finaliser la desserte de ces sites, définie comme un enjeu important du schéma directeur, il sera nécessaire de compléter les itinéraires structurants avec 3,3 km d'aménagements (montant estimé entre 220 000 € - 390 000 €).

La Communauté d'Agglomération de Saintes n'est à ce jour pas compétente en matière de voirie, celle-ci relevant des communes. Toutefois, la CDA peut, sous réserve d'un transfert préalable de la compétence « création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire » définir d'intérêt communautaire les voies cyclables inscrites dans le Schéma Directeur Cyclable ci-joint permettant ainsi la mise en œuvre opérationnelle du schéma de manière homogène.

Ce schéma directeur cyclable vient s'ajouter aux actions menées par la CDA dans le cadre de sa politique de mobilités alternatives à la voiture individuelle par le développement des transports en commun (Buss, Allo'Buss), du covoiturage (Rezo Pouce), et des services vélo (Bicy's, prime VAE).

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code des Transports et notamment l'article L.1231-1-1,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5216-5,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2), c) relatif à « l'organisation de la mobilité »,

Vu les conventions de financement n°19NAC0192 et 19NAC0185 conclues avec l'ADEME en 2019, relatives à l'appel à projet Vélo & Territoire,

Vu la décision n°19-392 en date du 26 décembre 2019 attribuant le marché d'élaboration du schéma directeur cyclable à l'échelle de l'Agglomération de Saintes à la société ITER, 2 rue d'Austerlitz à Toulouse (31000). Le marché, décomposé en 2 tranches, a été conclu pour un montant global et forfaitaire de 34 366,25 € H.T. soit 41 239,50 € T.T.C. pour la tranche ferme et de 12 252,75 € H.T. soit 14 703,30 € T.T.C. pour la tranche optionnelle soit un montant total de 46 619,00 € H.T. soit 55 942,80 € T.T.C.,

Considérant le Plan Global de Déplacement de la Communauté d'Agglomération de Saintes et notamment l'action 1.3 « Poursuite du maillage cyclable »,

Considérant le Contrat Territorial de Relance et de Transition Ecologique et notamment l'action 61 « Elaborer et mettre en œuvre le schéma directeur cyclable » de l'axe stratégique 5 « Avoir une politique de déplacement adapté » de l'orientation 3 « Une agglomération durable »,

Considérant les éléments apportés par le rapporteur,

Considérant l'étude globale annexée à la présente délibération composée du diagnostic, des axes structurants et du programme pluriannuel d'investissement,

Considérant que la prise de compétence « création ou aménagement et entretien de voirie d'intérêt

communautaire ; création ou aménagement et gestion de parcs de stationnement d'intérêt communautaire », qui permettra à la CDA de définir d'intérêt communautaire les voies cyclables inscrites dans le Schéma Directeur Cyclable, sera soumise ultérieurement au vote du conseil communautaire puis aux conseils municipaux des communes membres de la CDA,

Considérant les crédits prévus au budget annexe « Transports Urbains et Mobilité »,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** le Schéma Directeur Cyclable dans son ensemble comprenant entre autres les itinéraires tels que définis et présentés ci-dessus, et les fiches actions complémentaires (plan de communication, stationnement, jalonnement, maison du vélo) conformément à l'annexe jointe à la présente délibération.

- **d'approuver** le programme pluriannuel d'investissement.

- **d'autoriser** Monsieur le Président, ou son représentant en charge des Transports et de la Mobilité, à signer tout document relatif à ce dossier.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

2022-77. Instauration et composition du comité de partenaires

Monsieur Philippe DELHOUME rappelle que la loi LOM a introduit l'obligation, pour les Autorités Organisatrices de Mobilité, d'instaurer un comité partenaire, même si des instances existent déjà dans le cadre de l'organisation du service public. L'objectif de cette instance est de renforcer le dialogue et la concertation entre les AOM et les différentes parties prenantes de la mobilité, comme les employeurs et groupements d'employeurs, représentants des usagers ou d'institutions partenaires et habitants. Elle constitue la garantie d'un dialogue entre les AOM, les usagers et le tissu économique. L'AOM fixe la composition et les modalités de fonctionnement de ce comité de partenaires. La composition proposée est de cinq collèges. Le comité doit être consulté avant toute évolution substantielle de l'offre de la mobilité, de la politique tarifaire, mais aussi de la qualité des services et de l'information.

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE évoque le collège d'habitants tirés au sort, et demande si la crainte n'est pas qu'ils se désistent.

Monsieur le Président rectifie le collège des habitants qui sera constitué de 6 habitants et non 5. Il explique que dans le cadre des comités de concertation, un tirage au sort devient obligatoire parmi les listes électorales de citoyens. Ces derniers ont la possibilité de refuser, le tirage sera poursuivi jusqu'à obtenir le nombre de personnes suffisant.

En l'absence de questions, le Président soumet la délibération au vote.

Le rapporteur rappelle que la Loi d'Orientation des Mobilités (loi LOM) du 24 décembre 2019 a introduit l'obligation pour les autorités organisatrices de la Mobilité (AOM) d'instaurer un comité de partenaires même si des instances existent déjà dans le cadre de l'organisation des services publics locaux.

L'objectif de cette instance est de renforcer le dialogue et la concertation entre les AOM et les différentes parties prenantes de la mobilité : employeurs et groupement d'employeurs, représentants d'usagers, représentants d'institutions partenaires, habitants. Il constitue la garantie d'un dialogue permanent entre les autorités organisatrices de la mobilité, les usagers et le tissu économique.

L'AOM fixe la composition et les modalités de fonctionnement de son comité de partenaires.

La composition du comité de partenaires est proposée autour des 5 collèges, à savoir :

- 1 collège de 3 représentants d'élus :
 - Le Président de la CDA de Saintes (Président de droit) convoque la réunion du comité de partenaires.
 - Le Vice-Président en charge de la mobilité
 - Le 1^{er} Vice-Président
- 1 collège de 6 représentants d'employeurs ou groupement d'employeurs publics et privés :

- Le Président de l'Interclub ou son représentant
- 5 représentants des employeurs emblématiques du territoire : Hôpital, MSA, Coop Atlantique, Conseil Départemental, Saintes distribution centre Leclerc
- 1 collège de 8 représentants d'usagers :
 - 4 représentants d'associations représentant la population : CLCV Saintes, FNAUT Poitou-Charentes, UFC Que Choisir, AFOC,
 - 1 représentant de l'Association Saintes à Vélo
 - 1 représentant d'associations de parents d'élèves (FCPE et/ou PEEP)
 - 1 représentant d'associations de Personnes à mobilités réduites qui siègent à la commission intercommunale d'accessibilité : Association des Paralysés de France-Délégation Départementale Charente Maritime
 - 1 représentant du Conseil de développement
- 1 collège de 2 représentants d'institutions partenaires :
 - Région Nouvelle Aquitaine
 - Département de la Charente Maritime
- 1 collège de 6 habitants tirés au sort :
 - 2 habitants de Saintes
 - 1 habitant issu de chacun des secteurs du territoire de la CDA, soit 4 habitants

Le comité de partenaires n'a qu'un caractère consultatif qui émet de simples avis sur les sujets évoqués.

Le comité de partenaires doit se réunir au moins une fois par an. Il pourra être réuni au besoin selon la même formalité, accompagnée d'un ordre du jour.

Il doit également être consulté avant :

- toute évolution substantielle de l'offre de mobilité, de la politique tarifaire, ainsi que sur la qualité de service et l'information à destination des usagers,
- toute évolution du taux de versement mobilité,
- l'adoption du plan de mobilité que l'AOM élabore.
- A compter du 1^{er} janvier 2022, le comité pourra également être consulté à l'occasion de l'évaluation de la politique de mobilité par l'autorité organisatrice et sur tout projet de mobilité structurant.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 relative à l'orientation des mobilités et notamment son article 15, créant un comité de partenaires,

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets aussi appelée « loi Climat et Résilience et notamment son article 141 qui complète la composition de ce comité de partenaires,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment l'article 6, I, 2°), c) relatif à l'« Organisation de la mobilité »,

Considérant que ce comité de partenaires est une instance propre à la compétence « organisation de la mobilité »,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- **d'approuver** la composition du comité de partenaires autour des 5 collèges susvisés.
- **d'approuver** le mode de fonctionnement décrit ci-dessus.
- **d'autoriser** le Président ou son Vice-Président en charge de la Mobilité à signer tout document relatif à la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 54 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 0 Ne prend pas part au vote

SOLIDARITÉS

2022-78. Aide exceptionnelle au profit du CCAS de la Ville de Saintes - soutien aux ressortissants Ukrainiens déplacés

Monsieur le Président indique qu'en tant que président du CCAS, il ne prendra pas part au vote, de même que les autres élus membres du CCAS.

Monsieur Eric PANNAUD précise que la problématique liée à l'accueil des ukrainiens a permis de constater les grandes difficultés de l'État face à cette situation. Le CCAS de Saintes, qui dispose de ressources et de personnel, a permis le meilleur accueil possible de ces personnes. La question se pose de savoir s'il est normal que le CCAS assume ces charges. Il considère qu'il serait correct que la collectivité puisse venir abonder ce budget. La ville de Saintes a créé un guichet unique, avec les services du CCAS, de la ville et de l'éducation. Des éléments ont été mis en place afin de répondre du mieux possible aux très grandes difficultés de ces personnes. Certaines situations sont particulièrement lourdes et compliquées. Il est proposé aux membres de voter pour le versement de 5 000 euros au CCAS de Saintes.

Madame Mireille André s'est renseignée afin de savoir comment procéder pour accueillir des Ukrainiens à Saint-Césaire. Le CCAS a répondu qu'il ne s'occupait que de la ville de Saintes, et non des communes autour.

Monsieur Eric PANNAUD indique que le problème sera réglé, le CCAS de Saintes est présent pour apporter l'aide alimentaire à ces personnes tant qu'elles ne disposent pas de ressources. La demande doit être réitérée, en passant par le cabinet.

Madame Mireille André a contacté le CCAS ainsi que le cabinet, et la réponse qui lui a été apportée était qu'elle devait se débrouiller pour assumer ces personnes.

Madame Véronique ABELIN-DRAPRON déclare que des prises en charge de ressortissants présents sur d'autres communes de l'Agglomération ont déjà eu lieu. Une permanence du département a été organisée à plusieurs reprises au niveau de la mairie pour la prise en charge de familles provenant de l'ensemble de l'Agglomération. Une permanence doit avoir lieu le jeudi suivant sur la question de la scolarisation, afin d'accueillir les demandes d'inscriptions scolaires. Le CCAS a déjà mobilisé des moyens. En revanche, avant l'aide de ce soir, un budget était fléché sur les familles domiciliées à Saintes. L'objectif de cette aide est justement de pouvoir répondre à l'ensemble de la demande.

Monsieur le Président précise que le CCAS ne s'occupe plus de l'hébergement, mais uniquement de l'aide alimentaire.

Madame Mireille André a pourtant obtenu un refus.

Monsieur le Président est très surpris. La directrice de cabinet doit être contactée dans un tel cas. La situation est très compliquée. L'enveloppe de l'aide alimentaire est à l'origine dédiée à tous les citoyens saintais, et pas uniquement aux réfugiés. L'enveloppe commençait à être trop fortement impactée, et sans participation de l'Agglomération, il était nécessaire d'arrêter.

Monsieur Thierry BARON indique qu'au niveau du CCAS, trois personnes sur cinq sont absentes cette semaine. La chef de service, qui est au courant de la situation, est absente ce jour. La personne contactée n'a pas dû savoir répondre. Une nouvelle personne va prendre la suite de celles qui sont absentes.

Monsieur Pascal GILLARD trouve que le montant de 5 000 euros n'est pas très élevé.

Monsieur le Président précise que le montant nécessaire n'est pas connu. Il est probable de devoir y revenir lors du prochain Conseil.

Monsieur Gérard PERRIN demande si les vêtements encore en stock peuvent être amenés.

Monsieur le Président l'invite plutôt à les conserver. De nombreux vêtements doivent encore être triés. En revanche, les produits alimentaires et d'hygiène sont toujours nécessaires. Une fois que les personnes sont passées par le Bureau des étrangers et par l'OFI, elles doivent encore attendre un mois et demi avant de pouvoir toucher les aides. Si les membres en sont d'accord, il propose de porter le montant de la subvention à 10 000 euros. Il leur sera quoi qu'il en soit rendu compte de la dépense. En l'absence d'autres questions, le Président soumet la délibération au vote.

Face à la crise qui frappe l'Ukraine, de nombreuses collectivités et groupements, entreprises et citoyens se mobilisent et manifestent leur solidarité à l'égard des ressortissants Ukrainiens.

Les habitants du territoire ont apporté leur soutien à travers des dons.

En concertation avec le Préfet de Département et les services de l'Etat, le CCAS de la Ville de Saintes coordonne sur le territoire les actions à mener dans ce cadre pour permettre l'accueil de ces ressortissants. Les questions sont nombreuses en matière de logement, transport, accès aux soins, démarches administratives, scolarisation, accompagnement social...

La CDA de Saintes, en tant qu'EPCI et au regard de ses compétences, souhaite également se mobiliser et apporter son soutien.

Il est ainsi proposé, par la présente délibération, de verser une subvention exceptionnelle de 10 000 € au CCAS de la Ville de Saintes pour contribuer aux dépenses liées à l'accueil de ces ressortissants Ukrainiens sur le territoire.

Après avoir entendu le rapporteur,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération de Saintes annexés à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2021, et notamment les articles 6-I 2°) c), 6-I 3°), 6-I 4°), 6-II 2°), 6 III 2°),

Considérant les éléments présentés ci-avant,

Considérant la volonté de la CDA de Saintes d'apporter son soutien et de contribuer aux dépenses liées à l'accueil des ressortissants Ukrainiens sur le territoire de l'Agglomération,

Vu les crédits disponibles au Budget primitif du Budget principal 2022 au compte 657362,

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'attribuer une subvention exceptionnelle de 10 000 € au CCAS de la Ville de Saintes visant à contribuer aux dépenses liées à l'accueil des ressortissants Ukrainiens sur le territoire de l'Agglomération.

- d'autoriser Le Président ou son représentant en charge des finances à signer tout document nécessaire au versement de cette subvention.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré,

ADOpte à l'unanimité l'ensemble de ces propositions par :

- 47 Voix pour
- 0 Voix contre
- 0 Abstention
- 7 Ne prend pas part au vote (M. Bruno DRAPON en son nom seul, M. Thierry BARON en son nom seul, Mme Caroline AUDOUIN en son nom seul, M. Ammar BERDAÏ, M. Laurent DAVIET, Mme Renée BENCHIMOL-LAURIBE en son nom seul, M. Jean-Philippe MACHON)

QUESTIONS DIVERSES

Madame Renée BENCHIMOL-LAURIBE revient sur la décision concernant les avenants pour la CDA, et demande si un récapitulatif total de l'ensemble des budgets et des avenants signés sera transmis, afin de connaître le surcoût réel par rapport au budget initial.

Monsieur Philippe CALLAUD répond qu'un tel récapitulatif est disponible chaque année par le biais du compte administratif. Il peut lui communiquer le détail par chapitre si nécessaire.

La séance est levée à 22h10

Le Secrétaire,